

Médéa : 56 élèves blessés dans une collision entre deux bus scolaires P.4

Iftar	
Oran	19h58
Alger	19h44
Constantine	19h30
Imsak	
Oran	04h19
Alger	03h59
Constantine	03h47

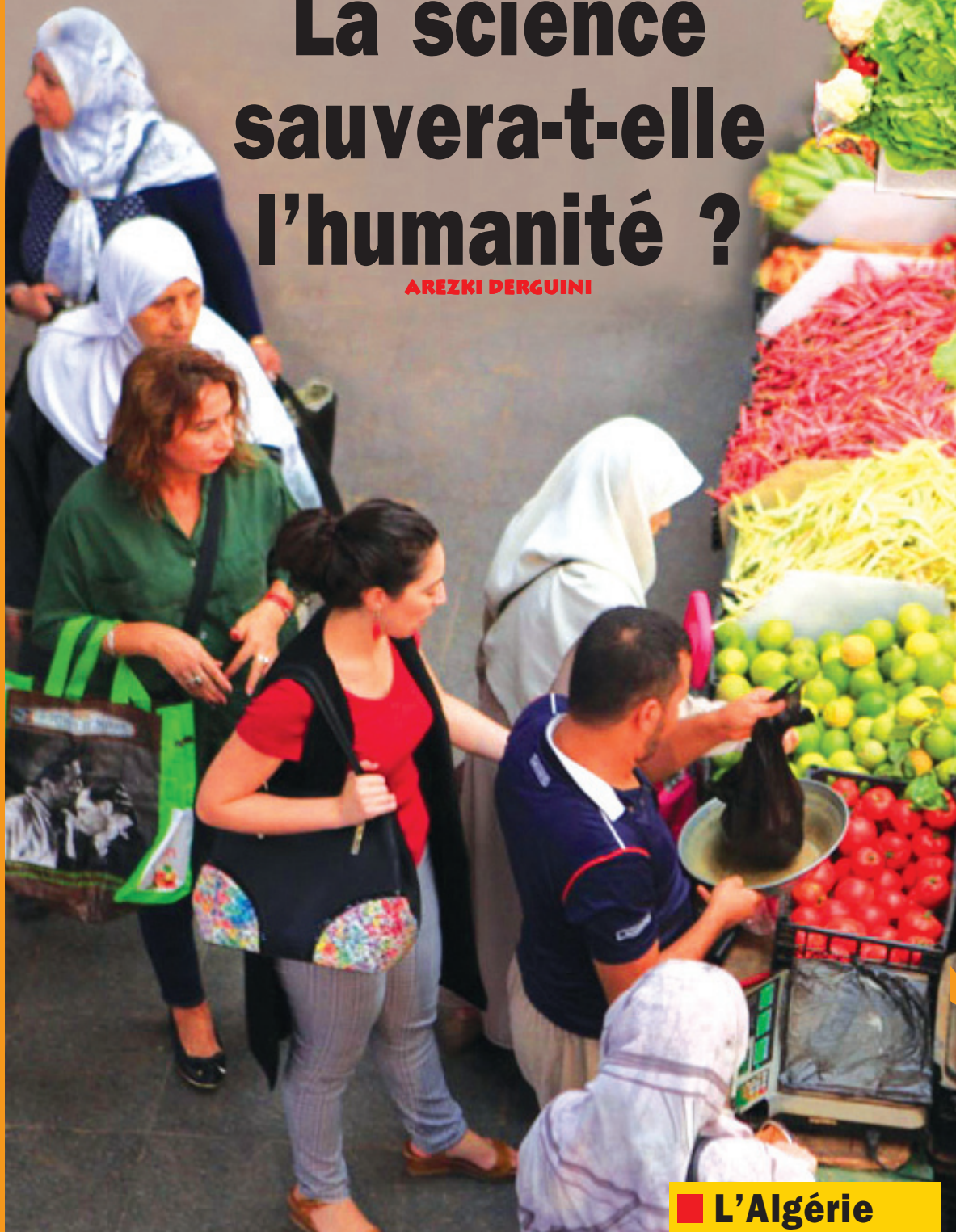
Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

La science sauvera-t-elle l'humanité ?

AREZKI DERGUINI



■ **Mendicité, la loi existe, il faudrait juste l'appliquer !** CHERIF ALI

■ **L'Algérie d'aujourd'hui face aux défis des changements systémiques**

HAICHOIR
IKRAM EDDINE



L'ACTUALITE AUTREMENT VUE



■ **Avec les exploits de Riyad Mahrez avec Manchester City, le football algérien en haut de l'affiche**

MICHEL PAUTOT

■ **PSG, Manchester City, deux manières de dépenser son pognon**

AKRAM BELKAÏD

■ **La circoncision entre modernité et traditionalisme**

BOUCHIKHI NOURREDINE

■ **Les véhicules électriques: engagements et perspectives**

MOHAMED RACHID CHERITI

■ **Nouvelle Algérie ou cauchemar de Scapin**

OMAR CHAALAL

■ **Face à la crise, l'illusion de réforme : «l'illusion est une foi démesurée»** ZEROUALI MOSTEFA



■ **Livres: passés re-composés**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P.5 à 13

Prévention des risques majeurs Une loi «totalement dépassée»

El-Houari Dilmi

Alors que les dernières intempéries ont causé la mort de cinq personnes à Médéa et M'sila, le délégué national auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Abdelhamid Arfa, a insisté sur la «nécessité impérieuse» de respecter les quatre étapes dans la gestion des risques, à savoir : la prévention, la prévision, l'intervention et la récupération ou le retour au stade normal. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le délégué aux risques majeurs a estimé que la loi 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes est «totalement dépassée, puisque ladite loi ne parle que d'interventions en cas de catastrophe naturelle au détriment de la prévision et de la prévention, ce qui coûte au Trésor public près de 34 milliards de dinars, annuellement», a-t-il affirmé. Sur une période de plus de 16 ans, soit de 2004 à 2010, «la prévention des risques et catastrophes naturelles majeurs n'a pas bénéficié de l'importance qu'elle mérite», a encore indiqué Abdelhamid Arfa, appelant à «tirer les leçons de la douloureuse expérience du passé et revenir à la prévention, quand on sait qu'un dinar investi dans la prévention nous fait économiser quatre dinars en cas de survenue de catastrophe», a-t-il révélé.

Plaidant pour des études préalables pour prévenir le risque, le délégué national aux risques majeurs a rappelé que la prévention coûte beaucoup moins chère que l'intervention.

Abdelhamid Arfa a également appelé à une révision urgente de la loi 2004, relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes. «Sur les 35 textes d'application prévus pour cette loi, quatre textes seulement ont été promulgués», a-t-il regretté, en estimant que les textes d'application permettraient de définir les responsabilités de chacun et d'instaurer une politique de prévention et de prévision effective contre les risques majeurs.

L'hôte de la Radio avait déjà rappelé, par le passé, que la loi 2004 a classifié dix risques majeurs principaux dont celui relatif aux risques climatiques qui se subdivise en six autres risques majeurs. «Au total 15 risques, dont les feux de forêts, les séismes, les risques industriels et les risques touchant à la santé humaine», avait-t-il énuméré, estimant que chaque risque devrait en principe disposer d'un plan d'intervention. Au sujet de l'ordonnance 03/12 du 26 août 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes, Abdelhamid Arfa a estimé que ce texte législatif «n'est pas attractif» et «contient nombre d'obstacles». Le représentant du ministère de l'Intérieur a encore souligné que la culture de l'assurance contre les risques majeurs est absente en Algérie, notant que 10% seulement sont assurés contre les catastrophes naturelles. «La preuve, les souscriptions pour un contrat d'assurance ne dépassent pas les 10% actuellement alors que les indemnités sont pratiquement de 0%», a-t-il conclu.

Tebboune reçoit le ministre des Affaires étrangères du Koweït



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat aux affaires du Conseil des ministres du Koweït, Cheikh Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Sabah, qui lui a remis une lettre de l'Emir du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a indiqué mercredi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui Cheikh Ahmed Nasser Al-Mohammed Al-Sabah, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat aux affaires du Conseil des ministres de l'Etat du Koweït frère, qui lui a remis une lettre de l'Emir

du Koweït, Cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah", précise le communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence de M. Nouredine Bardad-Daidj, directeur de cabinet à la Présidence de la République, et de M. Sabri Boukadoum, ministre des Affaires étrangères", pour la partie algérienne, et "de l'ambassadeur Fahad Ahmad Al-Awadhi, ministre des Affaires étrangères adjoint aux affaires du monde arabe, de l'ambassadeur du Koweït en Algérie Mohamed Echabou, et de la délégation l'accompagnant", pour la partie koweïtienne, ajoute la même source.

Intempéries La Protection civile appelle à la vigilance



La direction générale de la Protection civile a appelé, mercredi, les citoyens à davantage de prudence et de vigilance suite au bulletin météorologique spécial (BMS) prévoyant de fortes chutes de pluies sur plusieurs wilayas du pays. "Suite au bulletin météorologique spécial (BMS) prévoyant de fortes chutes de pluies sur plusieurs wilayas du pays, la Direction générale de la protection civile appelle tous les citoyens à davantage de prudence et de vigilance et à suivre les consignes de sécurité afin d'éviter les dommages qui peuvent survenir dans de telle situation", indique un communiqué de la Protection civile.

Pour les usagers de la route, ils sont appelés à réduire la vitesse, d'allumer les feux même en plein jour, de respecter la distance de sécurité et d'éviter les manœuvres

dangereuses", ajoute le même communiqué. En ces temps d'intempérie, la Protection civile rappelle aux citoyens "la nécessité de rester loin des Oueds et bords d'Oueds et insiste sur la surveillance des enfants qu'il faut impérativement sensibiliser sur les dangers de se rapprocher des Oueds".

Elle conseille également les citoyens d'éviter les tentatives de traverser les torrents à pieds, à la nage ou même en voiture. Ainsi, les services de la Protection civile conseillent les citoyens d'éviter de se mettre à l'abri sous les tunnels ou sur les ponts et surtout "accompagner les enfants, notamment les petits, pour aller à l'école en choisissant le chemin le plus sûr et en faisant attention, lors de vents violents, aux câbles électriques", souligne le même communiqué.

L'appel à la prudence concerne

aussi les automobilistes qui sont appelés à éviter de conduire sur une route inondée, et dans le cas où la voiture tombe en panne, le conducteur doit abandonner la voiture et chercher du secours pour lui et ses passagers, ajoute la même source.

Selon les consignes de la Protection civile, le citoyen ne doit pas s'engager en zone inondée, il doit couper l'électricité et le gaz en cas d'infiltration d'eaux pluviales au domicile, et surtout monter les meubles, appareils électriques et autres effets personnels aux étages supérieurs. La Direction générale de la Protection civile a mis à la disposition des citoyens les deux numéros 1021 ou le 14, pour appeler les secours en cas d'incident ou d'incendie, et ce en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

ANALYSE

Kamal Guerroua

Quelle est l'utilité d'un diplôme universitaire en Algérie ? Une formation à la fac permet-elle des débouchés sérieux

pour les jeunes «instruits» en quête d'emploi ? Ou est-ce quasiment le contraire ? Selon une enquête réalisée, entre novembre 2018 et mars 2019, par l'ONG «Education For Employment», dans le cadre du projet «Building Algerian Youth's Future», à laquelle ont participé près de 2.160 personnes, la perspective de l'emploi reste minime, voire dure pour les jeunes Algériens. Cette étude du marché ayant ciblé des villes du Sud, telles que Aïn Salah, Béchar, Ghardaïa, Illizi, Ouargla, Tamanrasset ainsi que deux villes du Nord, Bou Arréridj et Oran, a consisté en des entretiens individuels avec les parties représentatives du secteur privé, institutionnel et académique, avec la distribution d'enquêtes quantitatives auprès de 1.475 demandeurs d'emploi.

En effet, le recours à l'intelligence artificielle a permis de recueillir et d'analyser plus de 30.000 offres d'emploi dont 4.824 dans les wilayas ciblées par l'étude, en termes de répartition géographique, métiers, professions, compétences demandées et niveau d'éducation requis. Ainsi, apprend-on de l'enquête, que pas moins de 75% des chômeurs de sexe masculin recourent au marché informel pour trouver du travail ! Chiffre qui donne froid dans le dos. Puis, dans une ville stratégique (deuxième du pays), comme Oran par exemple, 61% des jeunes chômeurs cherchent à faire des formations de court cycle dans l'enseignement supérieur pour bénéficier davantage d'opportunités professionnel-

Le parcours du combattant

les. Sachant que ces formations-là ne permettent pas «vraiment» à ces derniers d'espérer un avenir meilleur puisque le métier qui leur échoit généralement dans le marché n'est autre que «vendeur dans un magasin» ou «serveur dans un restaurant» ! La même source indique, de surcroît, que pas moins de 69% des chômeurs de sexe féminin recourent aux parents, amis ou au «piston» comme on dit, pour espérer trouver du boulot. Pareil constat a été, aussi, dressé dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, où, environ 46% des chômeurs cherchent une formation de cycle court à l'université. Mais, curieusement, il paraît également que le métier qui permet facilement des débouchés à ces derniers, n'est autre que celui du «manutentionnaire» ! En gros, les débouchés pour les jeunes chômeurs diplômés de la région sont rares, pour ne pas dire presque introuvables. Aussi, l'enquête précise que, comme à Oran, les chômeurs de B. B. Arréridj préfèrent le secteur informel, plus accessible et moins bureaucratisé à celui du privé ou de l'Etat. D'ailleurs, pas moins de 59% de chômeurs de sexe masculin y recourent alors que 93% des chômeurs de l'autre sexe comptent sur les connaissances personnelles, parents ou amis dans leur recherche d'emploi. Cela dit, les critères «compétence» «qualification» et «diplôme» ne sont plus pris en compte, du moins dans ces deux wilayas, pour décrocher un poste d'emploi. Au demeurant, ces amers résultats dressés à Oran et à Bordj Bou Arréridj ne diffèrent pas énormément, d'après l'ONG chargée de cette enquête, de celui du reste du pays.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - **Est:** SO.DI. PRESSE

Education Un dialogue et des réserves

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a appelé le gouvernement à engager un dialogue avec les différents partenaires sociaux, et ce, pour apaiser la colère sociale. Mais force est de constater que certains syndicats notamment de l'éducation ont opté pour le boycott.

M. Aziza

Après le retrait du Syndicat des directeurs des écoles primaires (SNADEP) de la rencontre du dialogue au niveau du ministère de l'Education, tenue le 03 mai dernier, c'est au tour du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (CELA) qui a décidé de boycotter ces rencontres.

Dans un communiqué rendu public hier, le CELA a annoncé le boycott de la rencontre du dialogue qui devrait avoir lieu hier au niveau du ministère de l'Education. Un boycott justifié par la manière dont le dialogue est conçu. «Selon la correspondance que nous avons reçue le 3 mai, cette rencontre est plutôt formelle du moment qu'on a été invité pour exposer nos revendications qui datent, alors qu'on devait se rencontrer pour des négociations sur les solutions conformément à loi». Les rédacteurs du communiqué ont évoqué en outre l'absence de volonté pour résoudre les problèmes et pour répondre positivement aux revendications soulevées par le syndicat. «Sans parler des déclarations provocantes faites par le ministre de l'Education, notamment celles ayant trait à la possibilité de recourir aux ponctions sur salaire». Le syndicat a dénoncé le retard accusé quant à l'envoi des commissions d'enquête à travers les différentes wilayas du pays pour s'enquérir de la réalité du terrain dans le secteur.

«Nous avons refusé de se rendre, car il s'agit en fait d'une d'une rencontre formelle qui se limite encore une fois à la présentation des revendications qui sont déjà connues par tout le monde, et ce, depuis des années», conclut le syndicat.

Pour rappel, le SNADEP s'est retiré de la rencontre du dialogue qui a eu lieu le 03 mai dernier, après avoir constaté l'absence du ministre de l'Education et de son secrétaire général. «On a été reçu par des représentants du ministère de l'Education qui nous ont demandé de présenter les revendications du syndicat», lit-on dans le communiqué rendu public mardi. Pour le syndicat des directeurs des écoles primaires, «cela nous laisse présager que la tutelle n'a pas de réponses concrètes à donner à ce stade, c'est ce qu'a motivé notre retrait», précisent les rédacteurs du communiqué.

A signaler que quatorze syndicats de l'éducation ont annoncé une grève et l'organisation des sit-in devant les directions de l'éducation les 9, 10 et 11 mai prochains. Reste à savoir maintenant si le ministère de l'Education arrivera à convaincre les syndicats du secteur à travers ces rencontres du dialogue qui se poursuivent à renoncer au mouvement de débrayage prévu. Sachant que le ministre de l'Education Mohamed Ouadjaout s'est déjà engagé, à travers de récentes déclarations, à prendre en charge toutes les préoccupations soulevées dans le secteur.

Rassemblements de soutien aux pompiers suspendus

R. N.

Des éléments de la Protection civile ont observé des rassemblements dans plusieurs wilayas en soutien aux 230 agents suspendus après la marche de dimanche dernier à Alger. Selon de nombreux comptes-rendus de presse, des rassemblements ont été enregistrés à Béjaïa, Biskra, Blida, Jijel et Tlemcen.

Les 230 agents de la Protection civile ont été suspendus après la marche de dimanche dernier. Un communiqué du ministère de l'Intérieur, publié le jour même, avait qualifié la marche de «violation inadmissible» de la «qualité de corps

constitué particulier», accusant les manifestants d'être à la solde de «parties servant des agendas hostiles à l'égard de l'Algérie». «Ce mouvement intervient au moment où la tutelle a procédé à l'examen des préoccupations socioprofessionnelles des affiliés de ce corps et à la prise en charge des revendications soulevées dans le cadre de la loi, comme affirmé par le Syndicat national des agents de la Protection civile publié le 29 avril 2021», a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Pour rappel, les milliers de manifestants de la Protection civile avaient rejeté, dimanche, toute représentation du syndicat de la DGPC.



Ph.: Rachid K.

Raïna Raïkoun

El-Houari Dilmi

A rebours d'une roue qui tourne pour ne jamais se rouiller, sous nos latitudes

La néo-théorie du «bon cercle» !

«trop particulières», les girouettes, toutes les girouettes ne s'arrêtent jamais de tourner, même lorsqu'elles «s'encroûtent» ! Ceci pour dire et (re) dire que le faux miracle continue encore et toujours à s'accomplir sous les yeux exorbités de ce pays, au dos trop voûté à supporter son âge, au point que même ses propres «occupants» sont trop pressés de voir le temps enfin... prendre fin. Sous les cieus ennuagés de ce pays, en rien ressemblant à un autre, même un homme enfoui cent lieues sous terre est capable de vous tirer un bastos dans le dos pour retourner benoîtement à son caveau et poursuivre son sommeil de l' (in)juste... C'est l'histoire à décrypter à l'envers de Larbi qui voulut se payer le luxe exquis d'un grand saut dans le vide sidéral, sans prendre la précaution vitale d'accrocher ses savates trop usées à un élastique en boyaux... de baudet. Se rappelant que le compte à rebours a déjà commencé pour lui depuis longtemps déjà, Larbi tente de rattraper le train en marche sans jamais consentir à payer un traître ticket. Arrivé à la station dite du «cimetière de tous les destins», il tombe nez à nez avec une faune en voie de prolifération et joue des coudes pour se placer, se persuade-t-il, à l'intérieur du «bon cercle». Pour Larbi, l'urgence vitale est de faire un «bon placement» et ne pas se laisser larguer loin, à l'extérieur du

«bon cercle». Parce que, paraît-il, se rappelle encore Larbi, pour être à l'abri des coups tordus du sort et

des gifles cinglantes de la vie, il faut avoir appris à marcher sur la neige sans jamais laisser de traces, ne pas commettre le sacrilège de mettre des bâtons dans les girouettes à la mécanique trop bien huilée, ne jamais blasphémer son chef cannibale, veiller à ne jamais faire semblant de roter sur les autres quand l'écho de la bedaine résonne trop dans le vide. Fouillant dans sa mémoire en charpie, Larbi se souvient encore de ces bons conseils de son trisaïeul, semi-combattant des causes perdues, pour lui apprendre à devenir, lui aussi, un homme «décorporé», amorphe, incolore, inodore et même invisible à l'œil nu, sauf par le chas d'un porte-monnaie géant. Trop soucieux de réussir le grand plongeon dans le marigot des caïmans, Larbi sera retrouvé les pieds et les poings liés avec du fil barbelé, le corps lesté au fond du marigot avec la momie d'un alligator édenté. Le corps déposé par dix mètres sous le marigot, sa citrouille, décapitée et éviscérée de toutes les mauvaises pensées, sera retrouvée pendue à un mât si haut que personne ne pût jamais l'atteindre pour récupérer ce «gros machin» dépassant de sa bouche, si grande ouverte qu'on ne pût jamais la fermer. A jamais... Aussi vrai qu'il faille, peut-être, respecter les plus âgés que soi; le problème, c'est que plus le pays avance... dans le temps, moins il y a des gens à respecter.

Pharmacies

Le SNAPO se félicite de la formation «d'aides préparateurs»

M. M.

Le Syndicat national algérien des pharmacies d'officines (SNAPO) «se félicite de l'aboutissement du projet de «formation d'aides préparateurs», annoncé récemment par le ministère de la Santé (MSPRH). Une démarche qui, selon le syndicat, va aider à réduire «le manque d'un personnel qualifié» pour «répondre à un énorme besoin dans les officines pharmaceutiques».

Dans un communiqué rendu public le 4 avril, le SNAPO rappelle que la finalisation de ce projet «a nécessité plusieurs années de préparation». Il s'agit, selon la même source, d'une «formation de 18 mois (théorique et pratique) qui sera assurée par des Ecoles de formation paramédicale agréées par le ministère de la Santé».

Selon le communiqué, le programme de formation est «très

riche» et «englobe des modules scientifiques et techniques dans le domaine de la pharmacie et de la santé».

«Ce corps de santé sera une composante à part entière de l'équipe officinale, aux côtés du pharmacien titulaire, du pharmacien assistant et leurs collaborateurs», précise le SNAPO qui annonce, citant un sondage réalisé par le syndicat, «la création, à moyen terme, de pas moins de 32.000 emplois dans les officines». «Les pharmaciens sont demandeurs d'un personnel qualifié et formé. Ils vont participer à donner de la qualité à cette formation, en offrant un terrain de stage pour ces futurs diplômés, et en participant à l'enseignement», note le SNAPO qui rappelle que «la charge de travail a beaucoup augmenté dans les officines», en raison des «nombreuses obligations (administratives, ndlr) induites par le tiers payant». Après l'introduction officielle de la notion

du «pharmacien assistant» dans la nouvelle loi de la santé (article 250), et le recrutement de pharmaciens assistants dans les officines, nous aspirons aujourd'hui, et grâce à cette formation des «aides préparateurs», à améliorer encore les services assurés par les officines», affirme encore le syndicat des officines pharmaceutiques.

Selon le communiqué, le projet de formation lancé par le MSPRH prévoit «la mise à niveau des anciens employés déjà expérimentés des officines». «Nous rappelons que dans les 11.500 officines réparties à travers le territoire national, travaillent pas moins de 52.000 employés (source commission statistiques SNAPO)». Il s'agit, selon le SNAPO, de la première formation depuis l'indépendance qui va doter l'Algérie «d'un personnel formé spécifiquement pour la pharmacie, selon un programme agréé et validé par l'Etat».

Législatives Bataille juridique entre l'ANIE et les tribunaux administratifs

El-Houari Dilmi

Un recours a été déposé par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) auprès du Conseil d'Etat contre les jugements émis par les tribunaux administratifs au profit des candidats aux élections législatives du 12 juin dont les dossiers ont été rejetés dans un premier temps. En effet, des candidats dans plusieurs wilayas ont vu leurs dossiers rejetés par les délégués locaux de l'ANIE, avant d'introduire des recours auprès du Tribunal administratif territorialement compétent.

Les recours déposés par l'ANIE auprès du Conseil d'Etat, arguant «d'erreurs survenues dans les jugements rendus par les tribunaux administratifs».

Selon l'autorité de Mohamed Charfi, les tribunaux administratifs ont accepté dans la forme les recours introduits par les candidats exclus, estimant que les délégations locales de l'ANIE «n'ont pas respecté les délais légalement prévus». Or, pour l'autorité de Mohamed Charfi, il s'agit d'une fausse interprétation par les tribunaux administratifs de la dernière ordonnance présidentielle portant révision de la loi

électorale, notamment l'article 200, sur le prolongement des délais de dépôt des candidatures de cinq (05) jours et quatre (04) autres jours pour les délégués locaux de l'ANIE, afin de statuer sur les dossiers déposés. Mais l'acceptation par les tribunaux administratifs des recours introduits par les candidats dont les dossiers ont été exclus pour des «liens avec l'argent sale», n'a pas été du goût du président de l'ANIE, c'est donc le Conseil d'Etat qui doit trancher sur cette bataille juridique qui oppose l'autorité de Mohamed Charfi et les tribunaux administratifs.

Lutte contre le Coronavirus Benbouzid insiste sur l'hygiène des mains

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a insisté mercredi à Alger sur l'application «rigoureuse» par les professionnels de la santé de l'ensemble des protocoles en vigueur portant sur l'hygiène des mains et la Covid-19.

«Plus que jamais, la vigilance s'impose et appelle tous les professionnels de santé, tous corps confondus, à se mobiliser davantage pour intensifier nos efforts de prévention et de lutte contre ces infections associées aux soins», a indiqué M. Benbouzid à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'hygiène des mains qui coïncide avec le 5 mai de chaque année.

Les infections associées aux soins ont constitué, ces dernières années, une préoccupation «majeure» pour la sécurité des patients et des professionnels de santé, a-t-il ajouté lors d'une cérémonie à laquelle ont pris part les cadres du ministère de la Santé, le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Algérie, Ngoussan Bla François, et les experts membres du Comité de prévention et de lutte contre les Infections associées aux soins.

Pour le ministre, ces infections, «qui touchent, chaque année des centaines de millions de personnes dans le monde», sont à l'origine de pathologies graves et de prolongement de la durée du séjour hospitalier, voir de



mortalité qui sont les résultats indésirables de la mauvaise pratique de l'hygiène des mains lors des soins.

Elles engendrent, selon lui, «un surcoût difficilement gérable pour le patient et sa famille, mais aussi une charge financière élevée pour le système de santé».

Il a fait observer que «les progrès médicaux, indissociables des progrès technologiques, donnent lieu à une prolifération de moyens et de lieux de soins, considérant cette évolution comme «une source de risque encore plus grande d'infections associées aux soins qui constituent un vrai problème sanitaire et ce d'autant qu'elles sont de plus en plus résistantes aux antibiotiques et engendrent un coût de traitement plus important».

M. Benbouzid a affirmé que l'hygiène des mains, par sa simplicité

et son efficacité, est une mesure primordiale pour réduire ces infections, et par conséquent renforcer la sécurité des patients.

C'est à ce titre, a-t-il rappelé, que l'OMS a dédié une journée annuelle de portée mondiale à l'hygiène des mains pour accroître la prise de conscience, partout dans le monde, de l'importance à accorder à l'hygiène en général et à l'hygiène des mains en particulier.

«L'hygiène des mains reste une mesure barrière simple et non négligeable pour contrer la propagation manu portée des pathogènes notamment en cette période de la Covid 19», a-t-il dit.

Cette journée mondiale, organisée le 5 mai de chaque année, est célébrée en Algérie sous le slogan national 2021 «Se laver les mains, un geste simple qui sauve des vies».

Coronavirus 273 nouveaux cas et 10 décès

Deux cent soixante-treize (273) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 176 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à

123.272 dont les 273 nouveaux cas, celui des décès à 3.299 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 85.869 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 20 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24

heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 8 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Médéa 56 élèves blessés dans une collision entre deux bus scolaires

Au total, 56 élèves ont été blessés légèrement, suite dans une collision frontale, survenue, hier, dans la commune de Tizi-Mahdi, ouest de Médéa, entre deux bus de transport scolaire, a-t-on appris auprès de la protection civile.

L'accident, du vraisemblablement à l'épais brouillard qui couvrait la région, s'est produit à au lieu-dit «Sidi-El-Bakhti», dans la commune de Tizi-Mahdi, à 29 km à l'ouest de Médéa, a indiqué la même source, précisant que les blessés, en

majorité des élèves, ne souffrent pas de blessures grave.

Une seule élève, blessée à la tête, a été évacuée par des automobilistes de passage vers l'hôpital Mohamed Boudiaf pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté.

En une semaine Plus de 8 quintaux de kif saisis

Plusieurs opérations ont été menées en une semaine par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le cadre de la lutte antiterroriste, la criminalité organisée et l'immigration clandestine, ce qui témoigne de l'engagement des Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité du pays», a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, durant la période du 28 avril au 04 mai 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», précise la même source.

Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, «un détachement de l'ANP a arrêté, à Khenchela, (03) éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis que (06) casemates pour terroristes et (02) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Médéa et Boumerdes», relève le communiqué du MDN.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires (RM), (12) narcotrafiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 8 quintaux et 20,5 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc».

A ce titre, des détachements

de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2ème et 3ème RM, «8 narcotrafiquants et saisi deux 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions et 8 quintaux et un kilogramme de kif traité, alors que «4 autres narcotrafiquants ont été interceptés et 19,5 kilogrammes de la même substance et 13 865 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres RM».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 199 individus et saisi 27 véhicules, 136 groupes électrogènes, 81 marteaux-piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 268 sacs de mélange d'or brut et de pierres et 27,5 quintaux de denrées alimentaires destinées à la contrebande».

La même source a relevé que «5 individus ont été arrêtés et 4 fusils de chasse, 6,6 quintaux de tabacs et 29 604 unités d'articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Béchar, Constantine, Sétif, Oum El Bouaghi, Tébessa et Oran», alors que les Garde-frontières «ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 28000 litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Adrar et Tindouf».

Dans un autre contexte, «les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 13 individus qui étaient à bord d'une embarcation de construction artisanale à Annaba, alors que 125 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Ouargla, Djanet et In Amenas».

Boumerdes Arrestation d'un individu pour diffusion de publications déformant le Coran

Un individu (33 ans) diffusant des publications déformant le Coran et la Sunna, sur les réseaux sociaux, a été arrêté par les services de la sûreté de wilaya de Boumerdes, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps sécuritaire.

La brigade de lutte contre les crimes informatiques, relevant de la sûreté de wilaya, a arrêté et mis fin aux agissements de cet individu, suite à des investigations concernant des posts offensants pour la religion et les préceptes de l'islam, diffusés sur les plates-formes électroniques et les réseaux sociaux, a indiqué à l'APS le

chargé de communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Krime Touati.

"Cet individu exploitait les murs de nombreux groupes et pages électroniques pour diffuser de fausses représentations sur des versets coraniques et des hadiths du prophète (QSSL) et se moquer de la religion islamique, à travers ses publications", a-t-il ajouté.

Après finalisation des procédures judiciaires à son encontre, le mis en cause a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes, en vue d'un jugement ultérieur.

La Science sauvera-t-elle l'humanité ?

Par Arezki Derguini

La Science sauvera-t-elle l'humanité ? La réponse semble indiscutable, elle sauvera sa partie la plus riche. Ce que l'on voit déjà avec la pandémie. Les vaccins et bientôt le droit de circuler iront d'abord aux riches. Pour l'Occident la solution aux problèmes sociaux est matérielle et technologique. Sa supériorité repose sur cette croyance qu'il a réussi à faire partager au monde, la course est alors pour lui gagnée d'avance. Je rentrais dans une pharmacie pour acheter du gel, et me vint à l'esprit de poser une question à celui qui tenait lieu de pharmacien : nous vaincrons la maladie par l'immunité collective ou la vaccination ? Je pensais à l'immunité, le pharmacien ne voulut pas se risquer, il avait une réponse plus simple à sa disposition : par la grâce de Dieu. Comment un préposé à la pharmacie pouvait-il oser répondre à une question dans laquelle nos experts n'osent pas s'aventurer pour apporter une réponse ? Les croyants dans la Science parleront de confiance dans l'ignorance. Dans les faits, tout le monde peut constater qu'une minorité pourra être sauvée par la Science et la vaccination, mais pour le reste de la société, on ne peut l'imaginer. Chacun pourra donc repartir de son côté avec sa croyance.

Descendons du ciel des idées et revenons sur terre. Sur terre, il semblerait que la Science ait libéré les uns et soumis les autres. N'est-ce pas au travers des guerres, que s'est faite la Science ? La Science n'est-ce pas l'attribut dont se targuaient et continue de se targuer les sociétés occidentales ? La plus grande maîtrise et exploitation de l'environnement que la Science a donnée à l'Occident n'est-ce pas ce qui a fait sa supériorité ? La Science a donc permis à l'Occident de se soumettre le monde et n'a pas permis au reste du monde de se libérer. *La croyance dans la Science a constitué le vecteur principal qui a permis la diffusion des institutions occidentales, cette diffusion en retour a dessaisi les sociétés dominées de leur savoir, de leur expérimentation, de la construction de leurs institutions, comme elle a dessaisi le monde du travail du savoir en faveur du capital.* Le faible a imité le fort (Ibn Khaldoun), ses institutions et ses comportements, mais il a manqué de discernement. Il n'a pas fait le tri entre les imitations qui le renforçaient et celles qui l'affaiblissaient.

LA SCIENCE ÇA SERT D'ABORD À FAIRE LA GUERRE

La Science a dépossédé la société de son expérimentation, elle l'a confié à une élite guerrière et ses laboratoires. Élite guerrière qui a pu se différencier en Occident et qui a été empêchée ailleurs. *La Science a servi, sert d'abord à faire la guerre*, pas seulement la géographie (Yves Lacoste). À faire la guerre à des sociétés de toutes espèces, qu'elles soient végétales, animales ou humaines, à déposséder toutes les sociétés de l'expérimentation en faveur d'une élite de classes guerrières. La classe capitaliste qui vit de l'expropriation du reste de la société et du monde objective sa domination en se réservant les armes du savoir et en dépersonnalisant les rapports sociaux. Le problème aujourd'hui c'est que les guerres que la Science continue de mener deviennent de plus en plus contreproductives, produisent de plus en plus de déchets qui lui reviennent à la figure. Le progrès technologique se sépare de plus en plus du progrès social, le bien-être ne ruissèle plus du haut vers le bas de la pyramide sociale.

La croyance en la Science a besoin désormais de nouveaux prêtres guerriers à l'image d'un Elon Musk pour promettre à l'humanité un nouveau destin. Il lui propose de renoncer à rester une espèce terrestre pour devenir une espèce interplanétaire.

LA GUERRE EST D'ABORD ÉCONOMIQUE

Mais poursuivons notre descente du royaume des cieus et regardons où nous en sommes aujourd'hui. Notre société n'a pas connu la différenciation de classes fondamentale entre guerriers et paysans. Notre société a fait et fait encore de chacun un guerrier en temps de guerre. Il faut se rendre compte aujourd'hui que la professionnalisation de la guerre n'est plus ce qu'elle a été, elle a considérablement étendu son champ de recrutement^[2]. L'économie de la guerre ne peut plus se financer sans une économie de marché, ce qui en fait une économie de partage entre l'économie militaire et l'économie civile. On ne peut plus sépa-

« Ces deux phrases, «mener le combat qui convient aux armes» et «fabriquer les armes qui conviennent au combat», montrent la ligne de démarcation claire entre la guerre traditionnelle et la guerre future, ainsi que la relation entre les armes et les tactiques dans les deux types de guerre. La première reflète l'adaptation involontaire ou passive de la relation de l'homme aux armes et tactiques de guerre qui se déroule dans des conditions naturelles, tandis que le second suggère le choix conscient ou actif que les gens font sur la même proposition lorsqu'ils sont dans un état de liberté ».

Qiao Liang et Wang Xiangsui. Unrestricted War^[4].

rer économie et guerre, science et guerre. Le développement de la vie matérielle, les interdépendances mondiales qui se multiplient, ont rendu la guerre économique plus efficace que la guerre militaire. L'Occident ne gagne plus les guerres militaires qu'il engage, les armes militaires ne font plus la loi, celles économiques la font dès que l'on laisse les sociétés vivre en paix et aspirer à une meilleure vie. Les États-Unis se désengagent, des puissances émergentes prennent la place, une nouvelle hiérarchie internationale se met en place. La France, sans l'Algérie, est bien démunie face à la Turquie et aux Émirats arabes unis.

Nous ferions donc bien de penser que la guerre à laquelle va être soumise notre société est d'abord économique. Elle a commencé par soumettre la société à la dépendance extérieure en entretenant sa consommation. Elle va poursuivre son expropriation en faisant pression désormais sur sa consommation. Comment la société va-t-elle faire face ? Va-t-elle soustraire ce levier de la consommation des mains des puissances étrangères et de leurs alliés locaux ?

Dans la première phase de sa soumission (maintien de la société postcoloniale dans la division internationale primaire du travail), la société tirait des produits de la rente et de leur transformation ses revenus. Chacun obtenait ses droits en fonction de sa « capacité de tirage », sans trop de problèmes. La croissance de la population allant de pair avec la croissance du revenu, une libéralisation des mœurs devenait possible, le principe chacun pour soi et Dieu pour tous pouvait être la règle. On ne se préoccupait pas de l'ajustement de la taille du gâteau et du nombre de convives. Le problème ne se posait pas. Mais voilà que le gâteau ne grandit plus en même temps qu'il faut multiplier les droits de tirage. Le pétrole ne déverse plus suffisamment de dollars dans la caisse. Le gâteau se contracte même, la table se resserre, toutes les anciennes convives ne retrouvent pas leur place. Une guerre civile commence, elle ne gagne pas encore toute la société, parce qu'elle doit d'abord concerner les gros revenus. Mais dès que ceux-ci auront réglé leurs comptes, ils pourront s'occuper de ceux de la nation.

APPRENDRE À DISCUTER SANS S'ÉNERVER

Nous savons nous disputer la répartition de la rente, ceux qui savaient comment coopérer pour ce faire obtenaient les meilleurs droits de tirage. Ceux-là mêmes qui ont su coopérer pour se disputer un gâteau fabriqué par la grâce des hydrocarbures, sauront-ils coopérer pour fabriquer un meilleur gâteau par la grâce de leurs contributions, un « gâteau » par la grâce de la contribution du plus grand nombre pour une table du plus grand nombre ?

De nos anciennes disputes nous n'avons pas appris à discuter, à nous entendre. Chacun s'enfermait dans ses principes après avoir obtenu ce pour quoi il acceptait de se battre. Prépare-t-on l'avenir à ostraciser la majeure partie de la population et consacrer l'irresponsabilité juridique de l'autre ? Il nous faut apprendre à nous mettre à la place de l'autre. Cette disposition est inévitable pour faire société. La libéralisation des mœurs a conduit à un certain égoïsme qui nous dispensait de nous mettre à la place de l'autre, de penser du point de vue de la collectivité, de la société. Il nous faut faire preuve de sympathie, même et surtout, pour ceux qui pensent différemment de nous. Voilà comment on remporte une guerre, Sun Tzu ou le saint Livre vous le diront. On ne peut pas convaincre, vaincre, celui que l'on ne comprend pas. Nous en sommes encore à pousser notre ennemi à la faute pour le détruire ou l'affaiblir. Il faut faire mieux que cela, il faut le transformer en allié.

Dans notre économie pétrolière, le jeu était à somme nulle : le dollar que je prends, l'autre le perd, car il ne crée pas de dollars supplémentaires à partager. Le dollar multiplie les dinars, mais l'inverse n'est pas là, les dinars n'accroissent pas leur pouvoir d'achat en dollars. Si on crée un



emploi industriel, peu importe s'il en fait perdre dix, cent ou mille domestiques/artisans. Mais que vont devenir ceux qui ont perdu leur emploi traditionnel, trouveront-ils un emploi industriel ou un emploi public ? Les économistes adressent cette question comme étant celle du déversement. Ils vont se déverser dans les services à la personne, dans l'informel, car pas d'emploi industriel pour les accueillir, plus d'emplois publics non plus. On fabrique d'une main de l'informel et d'une autre on prétend vouloir l'éradiquer pour enterrer le problème. Préserver l'emploi n'a vraiment pas été notre souci, l'emploi public était là pour réparer les dégâts de l'emploi privé.

Il faut apprendre à nous parler, à entendre le point de vue des autres, à pousser jusqu'au bout chaque raisonnement. Notre société est trop malmenée par de faux problèmes, de fausses bagarres. Il nous faut apprendre à pacifier nos débats, à arrêter de dresser nos principes les uns contre les autres, à arguer de la supériorité de tel ou tel principe. Venons-en aux faits. L'innovation, les mouvements collectifs, ont besoin de discussions constantes et achevées.

NOUS SOMMES TOUS DES SPÉCULATEURS

Nous avions des institutions traditionnelles qui réglaient nos problèmes. Lors du mois de Ramadan, la question des prix revient toujours. Le vieux disque ne s'use pas, on accuse toujours des spéculateurs sans que la critique ne porte et sans que l'on ne s'arrête sur le fait de sa pérennité. On ne va jamais jusqu'au bout de la discussion, on a jugé, l'affaire est close. Les commerçants n'ont pas honte de vouloir s'enrichir en ce mois sacré. Pourquoi auraient-ils honte face à des consommateurs qui n'ont pas eux-mêmes honte de s'oublier dans la consommation ? Nous sommes en fait tous des spéculateurs et les situations de crise ne font que tendre nos ressorts et révéler la nature de nos comportements. Des spéculateurs à des degrés divers, des petits et des grands. *La Science économique nous a donné licence : soyons égoïstes.* La pure économie de marché est spéculation, nous spéculons sur le comportement futur des autres, c'est à qui obtiendra le meilleur prix pour son produit, c'est à qui exploitera le mieux le comportement du marché. Nous n'avons été incités jusqu'ici qu'à faire de l'argent, qu'à privatiser. L'emploi public ne peut plus pallier les emplois détruits par les emplois privés. Il nous faut repenser le rapport de l'économie et de la société et faire de la place aux préférences collectives. *La Science économique fait la guerre aux sociétés,*

elle leur apprend à spéculer contre elles-mêmes. On sait maintenant que les recettes du FMI ont aggravé la situation des économies qui ont été soumises à leur traitement (politiques d'ajustement structurel), on sait maintenant par les crises financières que l'économie ne se prête pas aux scénarios des économistes (*too big to fail*), on incrimine de plus en plus la Science économique et ses lois objectives, mais les autorités ne s'en détournent pas encore, c'est que la domination de classes et le paradigme de l'individualisme méthodologique n'ont pas encore de véritable alternative. Les pauvres de Tunisie vont devoir bientôt subir la politique d'austérité des institutions internationales. On va prêter aux riches de Tunisie, mais ils vont devoir rembourser. Ils iront alors tailler dans les biens et les services publics. La guerre économique des riches contre les pauvres tunisiens va se doter d'une légitimité internationale, ses conseillers vont revêtir la tenue de la Science. À moins que les riches tunisiens refusent de faire la guerre aux leurs moins bien nantis qu'eux. Ce que l'on n'arrive pas encore à imaginer, la Tunisie restant encore trop engluée dans la guerre des principes. Les principes qui poussent des frères à se faire la guerre ne devraient pas être de nos principes. Le principe premier doit être celui de la paix sociale, la guerre ne respecte pas les droits humains. S'il est plus difficile de gagner la paix que de gagner la guerre, c'est parce qu'il y a là une plus grande victoire.

Il est possible de définir autrement que par la manière individuelle du plus offrant, ce que l'on doit et peut produire, ce que l'on doit et peut consommer, comment l'on doit et peut distribuer et redistribuer. Collectivement on peut offrir davantage à l'ensemble de la collectivité que ce que peuvent offrir des individus qui ne prendraient en considération que leurs préférences individuelles. *Notre économie doit se situer entre l'économie sociale de marché de l'Europe du Nord et l'économie socialiste de marché de la Chine selon les caractéristiques de nos sociétés.* Prenons l'exemple de la tradition des consommations de repas (oua'3adha) et des distributions de viandes collectives (ouzi'3a). La société n'est pas obligée de céder toutes ses activités au marché, autrement dit au plus offrant, ou à des institutions publiques, autrement dit indépendantes de la collectivité. Un boucher peut recevoir des dons d'animaux pour faire des dons de viande, des jours particuliers, pour des publics particuliers. Et vendre ensuite au plus offrant, le reste de la semaine. Nous pouvons créer deux marchés dans un village, un quartier.

Suite en page 6

La Science sauvera-t-elle l'humanité ?

Suite de la page 5

Un premier pour ceux qui ne disposent pas du revenu pour acheter les produits de base, un second pour ceux qui peuvent surenchérir. Les parts qui iraient au premier marché et au second, permettraient de définir le prix du produit. Pas besoin d'une redistribution qui passe par l'État et accroît le coût de transaction. Le prix du produit exprimerait l'importance que la société accorde au produit, l'investissement qu'il faudrait lui consacrer ou le désinvestissement dont il faudrait le charger. Il serait très étonnant alors que la société ne se préoccupe pas du sort du public du premier marché, de son employabilité et de sa formation. Mais c'est cette société active, occupée à trouver des solutions aux problèmes qu'elle rencontre plutôt que par des problèmes qui ne la concernent pas, que redoutent les spéculateurs.

Il faut que les riches cessent de disputer aux pauvres les produits de consommation générale, la viande par exemple lors des fêtes. Il faut que la société se demande ce qu'elle peut et doit produire et consommer de viande et comment elle doit répartir sa consommation. On ne peut pas enfermer les individus face aux prix et ne pas les laisser délibérer de ces questions fondamentales. Nous devons revoir les rapports entre consommation collective et consommation privée, ce que l'on accorde à chacun et à tous. Comment leurs rapports doivent progresser. Nous devons définir les institutions de notre économie sociale/ socialiste de marché, autrement dit les institutions qui vont faire la part de la délibération sociale et de la simple concurrence, les institutions qui vont nous permettre de faire nos « marchés ». C'est par le comportement des riches, dans leur comportement, que l'on doit voir qu'un dollar ne se dissipe pas en dinars, mais se multiplie. *Quand nous importons, nous devons exporter et davantage que nous importons.* D'où nous vient cette mentalité de riches et de puissants qui nous laisse espérer qu'en empruntant nous pourrions rembourser ? Quand nous achetons une Mercedes, cela veut dire que nous l'avons obtenue dans quel échange ? De quoi peut-on être fier ? Il est triste de constater combien est consacrée notre préférence pour les produits étrangers en général. Quand vous allez à la pharmacie quels médicaments souhaitez-vous obtenir ? Nous ne voulons pas du produit générique, mais du produit d'origine ! Nous voulons acheter de la marque, mais pour l'acheter avec quoi ? *Nous n'aimons pas ce que nous faisons, ce que nous fabriquons ! Voilà notre malédiction.* Il faut que les riches aiment ce qu'ils font, que leur consommation ne préfère pas la production étrangère à leur production, ainsi prendront-ils plus soin de celle qu'ils ont entre les mains et qu'ils destinent aux pauvres. Car ils sont des exemples. *Les riches ont une grande responsabilité dans la dynamique de la société, mais ils ne sont pas tout-puissants, les pauvres ont le pouvoir de les ostraciser.* Mais non pas en les accusant de tous les crimes, mais en les rejetant comme exemples. Par nos dépenses nous votons pour nos riches. Ils payent pour faire de la publicité à leurs produits. Dispensons aux meilleurs d'entre eux de tels coûts, faisons leur publicité. Et coulons les plus mauvais d'entre eux^[1]. Les comportements des riches et des spéculateurs ne correspondent qu'à nos comportements poussés à l'extrême, à la caricature. C'est aux comportements desquels nous convenons en nos fors intérieurs quand ils ne sont pas tournés contre nous.

Dans son discours à l'occasion de la fête du Travail, le président Tebboune a soulevé trois questions qui affluent dans notre réflexion : celle de la préservation et de la création de l'emploi, celle

d'une économie dynamique de marché et celle de la formation d'une nouvelle classe politique. Les trois questions sont liées dans ce que j'ai appelé la définition d'une économie sociale de marché aux caractéristiques algériennes. Par caractéristiques algériennes, il s'agit de signifier qu'il ne s'agit pas de copier les institutions d'autres sociétés à l'économie sociale ou socialiste de marché, mais de fabriquer les institutions qui rendront possible une telle économie sociale. Ces trois questions forment la politique qui concerne les trois étages de l'économie, le rapport de l'économie non marchande et de l'économie marchande, le rapport de l'économie marchande et de l'économie mondiale.

Il ne s'agit pas seulement de libérer l'économie des entraves bureaucratiques et de la corruption, mais de rendre l'économie à l'investissement et au contrôle de la société. L'économie de marché doit d'abord veiller à ne pas détruire plus d'emplois qu'elle n'en crée, à ne pas détruire des emplois non marchands quand la main-d'œuvre ne peut pas être déversée dans le secteur marchand, à créer des emplois non marchands quand on ne peut en créer de marchands alors que la population active augmente. Ce n'est plus à l'économie publique, mais à l'économie sociale d'y veiller. Ensuite cette économie marchande doit s'insérer dans l'économie mondiale. La hiérarchie de la société marchande doit pouvoir engager celle-ci dans une bonne insertion internationale. C'est de cette hiérarchie marchande que la hiérarchie politico-militaire ne peut se passer. Il faut donc donner à l'économie et à la société de nouvelles directions, ce à quoi devrait répondre la formation d'une nouvelle société politique et nous amène à la troisième question.

Nous ne savons pas de quoi aura l'air la nouvelle société politique qui sortira des élections législatives, à la différence de beaucoup je souhaite qu'elle puisse fournir les éléments qui puissent rendre le débat social et politique possible. Car il n'est pas du rôle du mouvement social de produire une offre politique, mais de disposer des différentes offres. Au mouvement social l'élection de l'offre politique, à la société politique la formulation des offres politiques. L'offre politique doit sortir des entrailles de l'ancien système politique. Il faudra le faire accoucher, il n'en accouchera que s'il mute, emportant la mutation de la société politique. Les élections législatives vont donner au pouvoir la classe politique qu'il souhaite, celle par l'entremise de laquelle il va fabriquer des offres. Des éléments de l'ancienne classe politique peuvent participer à l'avènement d'une telle offre. Le mouvement social va « élire » parmi les propositions qui lui seront faites, celles qui pourront être retenues. Une partie de l'ancienne classe politique va pousser le mouvement social à proposer, donc à entrer en compétition politique. Elle n'aura pas compris que les conditions d'une compétition politique ne sont pas réunies. Le mouvement social refuse de porter le débat en son sein, parce qu'il sait qu'il sera utilisé contre lui. La répression du mouvement social au-delà de certaines limites, la préparation de la tenue des élections, ne trahit pas les intentions que prête un tel dessein de mutation du pouvoir. *Les manifestations pacifiques du vendredi sont pour l'heure les seules véritables élections*, des élections à ciel ouvert, elles doivent pouvoir continuer de se dérouler pour répondre aux propositions du pouvoir et de la classe politique. Vouloir porter le débat politique en son sein est une erreur, tout comme vouloir contester et manipuler son pluralisme. La classe politique doit moins s'occuper du mouvement social que de *pen- ser aux offres politiques d'une politique gouvernementale au-delà d'une formulation principielle*. Il faut sortir de la confusion des rôles entre politique officielle, alternative politique et mouvement social et s'élever au niveau de maturité du mouvement social.

Arezki derguini

Notes :

[1] « These two sentences, «fight the fight that fits one's weapons» and «build the weapons to fit the fight,» show the clear demarcation line between traditional warfare and future warfare, as well as pointing out the relationship between weapons and tactics in the two kinds of war. The former reflects the involuntary or passive adaptation of the relationship of man to weapons and tactics in war which takes place under natural conditions, while the latter suggests the conscious or active choice that people make regarding the same proposition when they have entered a free state.» (Trad. perso). Qiao Liang et Wang Xiangsui. Unrestricted Warfare, Beijing: PLA Literature and Arts Publishing House, February 1999, p. 18. Trad. française, la guerre hors limites. Payot/ Rivages. 2003. Pierre Gomart, dans les guerres invisibles (2021), en fait un ouvrage de référence. https://archive.org/details/Unrestricted_Warfare_Qiao_Liang_and_Wang_Xiangsui/page/n5/mode/2up

[2] Selon les deux colonels de l'armée chinoise la guerre n'est plus « l'usage de la force armée pour obliger un ennemi à se plier à sa propre volonté », mais l'utilisation de « tous les moyens, dont la force armée ou non armée, militaire ou non militaire et des moyens létaux ou non létaux pour obliger l'ennemi à se soumettre à ses propres intérêts. » L'exemple iranien est on ne peut plus explicite, à la guerre militaire a succédé la guerre économique et scientifique.

[3] Faisons en sorte de ne pas être les vaincus de la guerre des « étoiles ». Vincent Coquaz, Ismaël Halissat, La nouvelle guerre des étoiles, Éditions Kero, 2020.

Mendicité, la loi existe, il faudrait juste l'appliquer !



Par Cherif Ali

Le fléau de la mendicité a passé tout entendement et ses ramifications semblent sans limites. Il est, certes, évident et on ne peut l'ignorer, que la fermeture d'entreprises, conjuguée au désastre occasionné par la décennie noire avec son lot de déracinés, d'handicapés, d'orphelins et de veuves, ont contribué à gonfler le rang de tous ces besogneux.

Cette organisation de la mendicité, outre ses moyens matériels, obéit à une structuration rodée et hiérarchisée avec des leaders, des kapos et des besogneux avec à la clef, des recettes à faire pâler les capitaines d'industrie les plus entrepreneurs : de 8000 à 10 000 dinars par jour et par mendiant !

Car c'est bien d'une profession ignoble dont il s'agit, même si bien sûr il ne faut pas oublier qu'il y a encore des nécessiteux qui s'abstiennent souvent de tendre la main et, s'ils s'y résignent, c'est en désespoir de cause.

Les professionnels sont organisés en lbande, transportés et ventilés par des réseaux maffieux ; ils agissent comme des employés modèles, structurés et soumis à des obligations professionnelles et même à une obligation de résultat ou de quota à atteindre.

Dans ce ramassis, on ne peut, par exemple, ne pas remarquer à Alger et ailleurs, la présence de jeunes femmes avec des nourrissons marmonnant quelques litanies pour faire pitié. Cet étrange attelage « mère-bébé », à croire qu'il a été cloné pour la circonstance, s'essaime sur les voies de circulation. En fait, il n'est pas difficile d'observer que l'enfant porté n'est pas celui de la mendiante, dès lors qu'elle ne manifeste aucune affection particulière à son égard.

Concernant aussi la mendicité des mineurs ou l'exploitation d'enfants et même si on est loin du Maroc où la mendicité infantile, qui bien que coutume ancestrale, est extrêmement gênante notamment pour le touriste qui se voit sollicité à chaque pas, il y a urgence absolue à intervenir devant ce péril auquel il faut opposer une tolérance zéro pour : 1. sauvegarder ces enfants de la rue, qui sont déjà stigmatisés par une image de déchéance, la leur et celle de leur exploiteur, avant d'avoir un peu de prise sur leur propre vie.

2. demander, ensuite, des comptes aux parents indignes, voire les déchoir de leur tutelle

Un chantier sur mesure pour le gouvernement en général, et le ministre de l'intérieur en particulier !

La loi existe ; l'ordonnance n° 69-51 du 17 juin 1969 portant l'interdiction de la mendicité et du vagabondage stipule dans son article 1er « la mendicité et le vagabondage sont interdits sous quelque forme que ce soit, sur toute l'étendue du territoire », et dans son article 2 que « toute infraction est passible d'emprisonnement de 2 mois à 2 ans et en cas de récidive, la peine pourra être portée à 5 ans ».

De plus, même si la loi algérienne criminalise la mendicité, le législateur ne doit pas être en reste concernant l'ampleur du phénomène et doit, plancher rapidement sur « l'exploitation de la mendicité et son organisation en réseaux » et combler ainsi le vide juridique en la matière.

A ces mendiants locaux, s'ajoutent, également, des migrants étrangers qui s'adonnent « à la manche », dans les tramways, métro, cafés et tous les espaces publics ! Cela en devient agaçant. Notre pays, « l'appel d'air » aidant est de nou-

veau, assailli par des grappes d'Africains, majoritairement Nigériens qui ont élu domicile dans les rues. A croire que le mouvement migratoire, même s'il a connu des reflux en 2014 et 2015 à l'occasion d'opérations de retour enclenchées conjointement par l'Algérie et le Niger, et aussi en cette fin d'année 2016, reste malgré tout en croissance continue et s'installe dans la durée dans le pays ! Il ira même crescendo à l'approche de la belle saison.

Les Algériens, de manière générale, ont éprouvé beaucoup de compassion envers ces étrangers qu'ils aident au mieux, non sans s'interroger, disons-le, sur l'étrange facilité avec laquelle ils ont atterris dans la capitale et les principales concentrations urbaines du pays. La multiplication des dispositifs de contrôle n'a pas, à l'évidence, réussi à juguler leur flux.

Certains croient savoir que les migrants en provenance du Niger ne sont pas des réfugiés de guerre ou des sinistrés de la sécheresse mais plutôt des mendiants professionnels qui se livrent à cette activité depuis toujours dans leur pays, à partir de la ville d'Arlit.

L'Algérie est, à l'évidence, leur nouveau terrain de chasse depuis qu'ils ont appris de la part de certains d'entre eux, revenus « fortune faite » au pays, que les Algériens sont généreux. Ils viennent en masse avec femmes et enfants. Pourtant, rien de la situation au Niger, actuellement, ne justifie ce déferlement de migrants sur l'Algérie.

A exiger plus de fermeté aux frontières et demander, à minima, l'expulsion de tous ces Africains en situation irrégulière, il va se trouver quelques « humanistes » pour dire qu'il ne faut surtout pas le faire ! La grande majorité d'entre ces migrants n'a ni diplôme, ni formation encore moins un métier la rendant éligible au séjour régulier dans notre pays. Un certain nombre de ces migrants clandestins continue, pourtant, à séjourner dans le pays. Beaucoup travaillent clandestinement et constituent une force non négligeable dont profitent, essentiellement, les entrepreneurs privés, sans scrupules.

Pendant ce temps-là, des secteurs comme l'agriculture et le bâtiment connaissent un ralentissement en l'absence d'une main-d'œuvre adéquate. Beaucoup de Subsahariens ont quitté la Libye en guerre et se sont retrouvés en Algérie avec l'espoir de décrocher « un contrat de travail ». Le gouvernement pourrait faire l'effort de « régulariser » tous les Africains qualifiés qui expriment le souhait de rester en Algérie pour y travailler.

Cela passerait par la révision des textes réglementaires concernant le séjour, la circulation et l'emploi des étrangers. L'initiative doit, toutefois, émaner du département concerné. Le gouvernement, pour le moment, continue de tolérer cette migration clandestine, entrecoupée d'opérations ponctuelles, d'arrestations et de reconduites aux frontières, signe manifeste qu'il n'est pas disposé à la régulariser.

Les pouvoirs publics sont, nous dit-on, pour « un règlement global » de l'émigration clandestine à travers, notamment, le développement des économies subsahariennes et le renforcement de la stabilité interne des pays concernés.

En conclusion, si l'on ne met pas le curseur sur la mendicité, notamment celle prise comme métier, avec ses racketteurs et ses besogneux, pourra-t-on parler, décemment, de :

1. politique nouvelle de la ville,
2. d'investissement touristique ou globalement de développement économique ou encore social,
3. d'amélioration du cadre de vie en Algérie ?

Avec les exploits de Riyad Mahrez avec Manchester City, le football algérien en haut de l'affiche



Par Michel Pautot*

Tout a été dit sur les glorieux exploits du football algérien, les footballeurs de la Révolution, les épopées de l'équipe nationale d'Algérie lors du Mondial 1982 en Espagne avec le fameux match RFA - Algérie, et lors du Mondial 2014 au Brésil au cours duquel les Fennecs, qualifiés de « héros », avaient été éliminés de justesse par l'Allemagne, future gagnante du Mondial en 8ème de finale. N'oublions pas également les victoires de l'Algérie en Coupe d'Afrique des Nations en 1990 et 2019.

Le joueur international algérien Riyad Mahrez part, avec son club de Manchester City, à la conquête de l'Europe du football et plus précisément de la plus grande compétition européenne, la Champions League. Cette compétition fait rêver dans le monde entier et à quelques heures d'affronter le Paris Saint-Germain pour la demie finale retour, Riyad Mahrez sera, une fois de plus, un des atouts du club anglais pour se qualifier pour la finale. Déjà, à l'aller, Riyad Mahrez avait inscrit le deuxième but des « Citizens » au Parc des Princes contre le PSG. Un but très important.

LA RÉUSSITE DE RIYAD MAHREZ EN ANGLETERRE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES EST EXCEPTIONNELLE, TANT À MANCHESTER CITY QUE PRÉCÉDEMMENT À LEICESTER

La réussite de Riyad Mahrez en Angleterre depuis plusieurs an-

nées est exceptionnelle, tant à Manchester City que précédemment à Leicester. Ce qui rejaillit sur le football algérien et Riyad Mahrez a la chance d'avoir comme entraîneur le célèbre espagnol Pep Guardiola, l'ancien coach du FC Barcelone et du Bayern de Munich. Cette réussite de Riyad Mahrez prouve la grande qualité du football algérien et de ses footballeurs expatriés. Comme nous l'expliquons dans notre ouvrage « Le sport et l'Europe-les règles du jeu » (territorial éditions), les migrations des joueurs sont bénéfiques et profitent aux joueurs, aux clubs et aux équipes nationales. Riyad Mahrez qui est en Premier League, un des championnats les plus prestigieux au monde côtoie à Manchester City, outre Pep Guardiola, des joueurs de diverses nationalités, par exemple, anglaise, brésilienne, portugaise, hollandaise, ukrainienne, française, allemande, espagnole, belge, argentine... sans oublier des adversaires prestigieux. Manchester City, c'est bien une équipe internationale et son objectif est de s'imposer au niveau européen.

Riyad Mahrez a obtenu le titre de meilleur joueur en Angleterre il y a quelques années. « Voir Riyad Mahrez élu meilleur joueur de Premier League, c'est forcément une grosse satisfaction pour le HAC mais aussi une grosse fierté de voir ce joueur passé par le centre de formation havrais au sommet du football », précisait le Havre AC dans un communiqué le 27 Avril 2016 « Quand Riyad Mahrez était au HAC... ».

Notons que lorsque Riyad Mahrez a gagné la Coupe d'Afrique de Nations en juillet 2019 avec l'Algérie, le coach des Fennecs Djamel Belmadi présentait la particularité d'avoir évolué sous les

couleurs de Manchester City lorsqu'il était joueur.

AVANT RIYAD MAHREZ EN ANGLETERRE, RABAH MADJER A ÉTÉ ÉTINCELANT AU FC PORTO

Avant Riyad Mahrez en Angleterre, Rabah Madjer a été étincelant au FC Porto. Outre ses exploits avec l'équipe d'Algérie, Rabah Madjer a été extrêmement performant au FC Porto. Il a éclaboussé de sa classe la finale de la Champions League en 1987 contre le Bayern de Munich (victoire du club portugais 2 à 1) avec sa fameuse talonnade, encore dans toutes les têtes. L'exposition « Foot et Monde arabe » à l'Institut du Monde Arabe à Paris a rendu hommage en 2019 à la talonnade de Rabah Madjer et également à l'équipe du FLN sur la route de l'indépendance de l'Algérie.

DES JOUEURS ALGÉRIENS EN FRANCE

Nous terminerons cette tribune par la France dont les clubs ont accueilli des joueurs algériens. Par exemple, au PSG, Salah Assad, Mustapha Dahleb, Ali Benarbia qui a porté également les couleurs de Manchester City... Finissons par Marseille, cité où je réside pour évoquer le célèbre Président Ahmed Ben Bella. Avant d'être le premier Président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella a notamment joué à l'Olympique de Marseille. Il s'est notamment illustré en marquant un but lors de la victoire 9 à 0 contre Antibes en Coupe de France en Avril 1940.

* Avocat au barreau de Marseille, rédacteur en chef de LEGISPORT, auteur de l'ouvrage « Le sport et l'Europe, les règles du jeu » (Territorial Editions)

LA CHRONIQUE
DU BLEDAIR
Paris : Akram Belkaïd



PSG, Manchester City, deux manières de dépenser son pognon

Contrairement à l'année dernière, le Paris-Saint-Germain (PSG) ne jouera pas la finale de la Ligue des champions. Face à une solide équipe de Manchester City, les Parisiens n'ont pas été à la hauteur des enjeux, n'arrivant, à l'aller comme au retour, à tenir la dragée haute aux « citizens » que durant les premières mi-temps sans toutefois arriver à s'imposer. A chaque fois, les prestations de « City » ont été impressionnantes. Mercredi soir à l'Etihad Stadium (du nom de la compagnie aérienne de l'émirat d'Abou Dhabi dont un prince est propriétaire du club), ce fut une démonstration de réalisme et de ce que l'on pourrait appeler la méthode Guardiola.

Commençons par cela avant d'en revenir aux Parisiens. Il est parfois difficile de comprendre ce que veut l'entraîneur catalan. Certes, son principe de base est d'une simplicité absolue : pour lui, la meilleure manière de gagner est de garder le ballon et de le faire circuler pour ne pas subir le jeu de l'équipe adverse. Cela était déjà le cas quand il entraînait le FC Barcelone avec lequel il a remporté deux Ligues des champions et une flopée d'autres titres. Reprenant les préceptes de feu Johan Cruyff pour qui une passe vers l'arrière est le commencement d'une attaque, Guardiola n'a eu de cesse d'affiner ce concept qui exige une grande technicité de la part des joueurs (aussi bizarre que cela puisse être, l'art de la passe n'est pas aussi maîtrisé qu'on ne le croit).

Mais avec City, Guardiola va plus loin, insistant sur la notion d'occupation de zones. Ses joueurs ont des consignes claires, ils ont une zone à investir en priorité et plusieurs autres en cas de nécessité de compenser le vide occasionné par l'un de leurs coéquipiers. Analysant des centaines de matchs et disséquant les statistiques, Guardiola en est arrivé à cerner ce qu'il considère être comme la répartition idéale des joueurs sur un terrain quel que soit l'adversaire en face et sa tactique. Ses séances d'entraînement sont souvent des répétitions de mouvements en commun selon l'orientation du jeu, de déplacements et, bien sûr, de transmissions du ballon, ce dernier devant nécessairement transiter par un ou deux joueurs ayant prééminence sur les autres. Quand un joueur ne comprend pas le schéma ou qu'il n'arrive pas à en s'approprier les exigences ou encore qu'il n'en respecte pas les spécifications, il reste sur le banc, aussi talentueux soit-il. Ce fut le cas durant deux ans pour Riyad Mahrez qui ne s'est vraiment imposé dans l'équipe-type que cette saison, ayant vraisemblablement compris que la méthode Guardiola ne pouvait que le faire progresser.

Autre caractéristique de cet entraîneur : la disparition du poste

d'avant-centre. A Manchester City, il y a six à sept milieux de terrain qui jouent, chacun ayant eu à jouer le rôle de « faux numéro 9 ». Pour Guardiola, l'équipe idéale doit être composée exclusivement de milieux de terrain interchangeables, les défenseurs et même le gardien ayant pour mission d'être capables eux-aussi de participer au jeu offensif. Ce n'est pas vraiment le football total des Néerlandais des années 1970 mais ça y ressemble un peu. Toutefois, ce genre de système ne donne des résultats que si l'on dispose des meilleurs joueurs. Et qui dit meilleurs joueurs dit argent. Pep Guardiola a l'avantage d'entraîner un club richement doté dont les propriétaires ne lésinent pas à la dépense. Qu'on en juge : ils ont investi entre 1,5 et 2 milliards d'euros en un peu plus d'une décennie. De quoi se donner les moyens de remporter trois des quatre derniers championnats anglais et d'espérer remporter enfin la Ligue des champions (ce qui ne manquera pas de faire enrager le voisin et rival Manchester United). Le football, on le sait, est devenu une affaire de gros sous. Qui se souvient aujourd'hui que Manchester City était le club des prolétaires de cette ville industrielle ?

Mais avoir l'argent ne suffit pas. Encore faut-il savoir le dépenser au mieux. Le PSG n'est pas un club pauvre. Propriété du Qatar, il a lui aussi dépensé pour plus de 1,2 milliards d'euros en dix ans. Le résultat n'est pas honteux puisqu'il a quasiment la mainmise sur le championnat de France et qu'il fréquente assidument le dernier carré de la Ligue des champions. Mais une analyse attentive des recrutements de ces dernières années ou le simple suivi de ses matchs nationaux ou européens démontre une chose : ce club a recruté une flopée de branquignoles dont on se demande quel esprit dérangé a pu penser à les faire cohabiter avec des joueurs du standing de Neymar ou Mbappé.

Guardiola a dépensé de l'argent en ayant pour objectif la construction, pas à pas, d'un projet d'équipe et de jeu. Les investissements qu'il a exigé et obtenu de la part de ses patrons s'inscrivaient dans cette démarche. Bien sûr, il n'a pas toujours eu le nez creux mais les choses fonctionnent désormais. A Paris, on a plutôt l'impression de vivre un étalage permanent de bling-bling, d'accolage de noms prestigieux (pour faire vendre des maillots ?) et de soutiers limités. Bref, de superbes gigots et de sauces raccommodées dans la précipitation pour aller avec. La valse des entraîneurs depuis dix ans, la vente de joueurs méritants et leur remplacement par des fantômes (Cavani vs Icardi) en dit long sur le manque de vision sportive des dirigeants parisiens. Un matin, l'émir du Qatar se réveillera en se demandant s'il n'a pas été floué par ce que le milieu interlope du football recèle en intermédiaires, filous et autres agents indéclicats.

**A l'aube du changement,
l'Algérie nouvelle se dirige
vers un rendez-vous
politique crucial
du 12 juin où toutes
les cartes politiques
sont mises à table.**



**Par Haichour Ikram
Eddine***

La scène politique pour sa part témoigne d'une concurrence accrue pour l'obtention du Quorum parmi les prétendants à la deuxième chambre parlementaire c'est-à-dire passer au deuxième défi celui de la campagne électorale où la tâche s'annonce déjà difficile avec une masse électorale quasi désintéressée. L'Etat algérien de son côté avec l'approbation de la nouvelle loi organique relative au Régime électoral, espère reconfigurer par les paramètres de sélection le nouveau paysage politique qui sera marqué par le potentiel jeune, véritable vivier que le politique algérien a toujours vanté. Par ses exploits et son dévouement innombrable à son pays et à l'héritage des martyrs de la Révolution nationale de libération, la moralisation de la vie politique aura pour but, d'augmenter la participation des citoyens et de la société civile à la vie politique par la garantie du libre choix, loin de toute influence matérielle et d'argent sale.

Cela dit, la vie politique n'est pas dissociée de la vie sociale et le quotidien du citoyen algérien où tous les indicateurs socio-économiques sont au rouge. La propagation de la pandémie Covid-19 et son impact sur l'économie mondiale a entraîné une forte réduction des échanges commerciaux et de fortes variations des taux de change. Aussi il est important de reconnaître que les perspectives restent très incertaines, car les risques de nouvelles vagues de contagion, d'inversion des flux de capitaux et de nouvelle diminution des échanges internationaux se profilent toujours à l'horizon. Selon le Fond Monétaire International dans une publication de Martin Kaufman et Daniel Leigh en mois d'Aout 2020, estime que Les pays qui dépendent de secteurs gravement touchés, comme le pétrole et le tourisme, ou sont tributaires des envois de fonds, pourraient voir leur solde des transactions courantes chuter de plus de 2 % du PIB.

L'économie algérienne n'est pas à l'abri des changements provoqués par le choc brutal de la crise sanitaire, arrivés juste au moment où le management algérien a décidé de conduire des réformes politiques et économiques, afin de rééquilibrer les finances publiques. La mission s'annonce difficile pour assurer une relance économique et sociale à l'heure actuelle avec des dépenses estimées à environ 3,7 milliards de dinars pour faire face au Covid-19 et avec la chute drastique des prix du pétrole et une baisse considérable de l'activité économique engendrée par le recul de la production dans différents secteurs, notamment les hydrocarbures avec -13,4%.

Le secteur des transports, lui aussi a enregistré d'importantes chutes de revenus suite aux mesures de confinement sanitaire établies par les autorités algériennes. Dans ce même contexte l'algérien suffoque à cause de la régression majestueuse du pouvoir d'achat et la flambée des prix de large consommation.

Même une famille de moyen revenu arrive à peine de subvenir à ces besoins quotidiens. Tout ceci annonce l'approche d'une crise sociale importante dans le cas où l'Etat ne revoit pas sa politique budgétaire à moyen et long terme et encourager le développement de l'industrie manufacturière pour s'orienter vers les ressources non-conventionnelles et promouvoir le secteur privé.

UN CANDIDAT DAMNÉ DANS LES MÉANDRES DE LA POLITIQUE NOUVELLE

Pour une première, cette fois-ci le législateur met l'accent sur la participation des jeunes et exige que la moitié des candidats présentés dans les listes devront être âgés de moins de 40 ans ainsi que la parité homme-



L'Algérie d'aujourd'hui face aux défis des changements systémiques

femme qui peut ne pas être appliquée lors des législatives du 12 juin prochain mais, compte parmi les points forts de la nouvelle loi électorale. Cette dernière a ouvert la voie devant les candidats indépendants dont l'exigence pour chaque liste est d'au moins 100 signatures, recueillies auprès des électeurs de la circonscription électorale concernée, chose appréciée et saluée par la société civile et les partis politiques. Cette décision politique, a encouragé une grande majorité de jeunes universitaires et activistes de la société civile à participer au challenge politique du 12 juin qui va définir selon plusieurs experts politiques et sociologues la prochaine configuration de la scène politique du pays subséquemment l'avenir de l'Algérie profonde et les zones de l'ombre qui souffrent de délaissement et d'absence d'investissement économique. Théoriquement la mission semble facile et l'objectif semble proche mais le terrain prouve le contraire, avec un électeur débranché avec la vie politique et un citoyen déjà trahi par ces représentants d'un côté et d'une majorité qui ne détient pas une carte de vote, pièce maîtresse pour la validation des formulaires de collecte de signatures individuelles d'un autre. La volonté elle-même ne suffit pas pour mener un combat politique encore moins participer au travail législatif et au travail de contrôle du Gouvernement.

Aujourd'hui plus que jamais on a besoin de militants intègres capables de rassembler des électeurs issus de toutes les franges de la population car la conjoncture actuelle nécessite le recours aux talents jeunes et vétérans et l'implication de l'élite intellectuelle. Il reste que la médiocrité qui auparavant a prouvé son échec et son inefficacité, comme le dit le proverbe « le changement de corbillon fait trouver le pain bon ».

DYNAMIQUE CIVILE ET ÉRRANCE POLITIQUE

Ce qui a marqué cette étape de collecte de formulaires de signatures individuelles ces les alliances anarchiques entre les différentes listes indépendantes, sans même partager les mêmes objectifs et le même programme. On a vu de toutes les couleurs et toutes les tendances appliquer le principe qui dit « la fin justifie les moyens », voir aussi des listes entièrement absorbées par d'autres. D'où l'émergence d'une errance politique conséquente avant même de commencer la course politique. Tout cela ne présage rien de bon pour un début de militantisme politique livré à lui-même. Par ailleurs on est face à un boom de naissance d'associations nationales de différents courants politiques. Selon les déclarations du conseiller auprès du Président de la République chargé du mouvement associa-

tif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, qui a déclaré en juillet 2020 lors d'une rencontre de concertation avec des représentants du mouvement associatif au Centre des conventions « Mohamed Benahmed » à Oran, que pas moins de 2635 associations ont été agréées en un mois à l'échelle nationale sur plus de 4000 demandes d'agrément, un chiffre qui indique l'importance qu'accorde le Management Algérien au rôle du mouvement associatif dans la démocratie participative et l'édification d'une Algérie nouvelle.

ÉLECTION LÉGISLATIVE VERSUS FLÉAUX SOCIAUX ?

Qui va l'emporter à votre avis ? à J-42 des élections législatives l'acteur principal de cet événement on l'occurrence le citoyen Algérien essaye à peine de survivre à son rude quotidien et faire toutes les acrobaties possibles qui existent sur terre pour subvenir aux besoins de sa famille, pénuries, cherté de vie, crise sanitaire, confinement partiel, contraction économique, bureaucratie et chômage. Avec tous ces ingrédients et en rajoutant la dévaluation du dinar et l'inflation, on se dirige vers l'effondrement du pouvoir d'achat tandis que le marché de l'emploi reste précaire. Un peu de Hirak et on obtient la recette idéale de l'explosion sociale. Depuis le début de la pandémie, 50 000 artisans et commerçants auraient mis la clé sous le paillasson selon l'ANCA, une association nationale qui représente ces corporations.

Au milieu de tout ces événements se distingue l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) par sa présence sur le terrain et de l'exercice de son rôle institutionnel notamment de veiller au bon déroulement des élections et l'examen stricte et transparent des dossiers des candidats en mettant les bouchées double afin que se scrutin soit une opération électorale loin de tout soupçon.

L'ALGÉRIE DE DEMAIN RESTE TRIBUTAIRE DE L'INTELLIGENCE NATIONALE

Quant au chômage, une enquête diligentée par le ministère du Travail, a révélé l'impact négatif significatif de la pandémie de Covid-19 sur le marché de l'emploi. Les données préliminaires révèlent qu'environ 334 000 Algériens ont enregistré une baisse de leur nombre d'heures de travail, 53 000 se sont retrouvés au chômage de façon temporaire ou permanente et 180 000 ont subi des retards dans le paiement de leurs salaires. Une enquête menée en juillet 2020

par le Cercle d'Action et de Réflexion pour l'Entreprise (Care) révèle quant à elle, la détresse financière du secteur privé. Environ 17 % des entreprises ont signalé que 100 % de leur chiffre d'affaires était affecté par les conséquences de la pandémie de COVID-19 et plus de 56 % des chefs d'entreprise interrogés, ont déclaré être incapables de faire face à leurs obligations fiscales et 61 % avoir besoin d'un financement urgent pour honorer leurs engagements financiers, tels que le paiement des salaires des employés ou de leurs congés. Le secteur bancaire lui non plus n'a pas été épargné, il signale un manque flagrant de liquidités, notamment des banques publiques, provoqué principalement par la diminution des revenus des hydrocarbures car selon les projections de la Banque mondiale, les revenus des hydrocarbures « passeront de 13,1 % du PIB en 2019 à 9,5 % du PIB en 2020, en ligne avec la contraction de la production et des prix des hydrocarbures ». Le phénomène de l'émigration clandestine, de son côté reprend encore plus fort, on n'en voit de plus en plus de jeunes à la fleur de l'âge même des familles entières et jeunes couples prendre les barques de la mort à la recherche d'un avenir incertain au milieu de tout ça une question s'impose, ce phénomène « HARGA » est-il un résultat sociétal ou bien une conséquence politico-économique ? Avec un chiffre de plus de 11 000 Algériens qui sont entrés clandestinement en Espagne en 2020, déclarés officiellement par le ministère de l'Intérieur espagnol, le fléau du HARGA reste une équation à plusieurs inconnues. Pour conclure nous ne pouvons passer à côté d'un proverbe qui englobe beaucoup de philosophie « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». Le développement de l'Algérie et la stratégie de relance économique et une mission qui concerne tout algérien et une volonté collective qui devra constituer la pierre angulaire de l'Algérie de demain car une main seule ne peut applaudir. L'Algérie a besoin d'un sursaut salutaire. Pour peu que sa gouvernance soit menée par une intelligence nationale capable de la projeter vers les horizons des espérances. Une Algérie nouvelle est à notre portée au vu des potentialités énergétiques, agricoles et cognitives.

L'œuvre des grands hommes est liée au sens des responsabilités et de la morale dans la conduite des affaires de la Nation. Les élections prochaines vont nous déterminer les hommes et femmes appelés à légiférer une Algérie nouvelle, moderne. C'est du choix porté par les électeurs que le destin d'une assemblée législative montrera les sillons des prochaines moissons annonçant le Printemps de la nouvelle Algérie.

Bibliographie

- Algérie Note de conjoncture Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
- WWW.radioalgerie.dz
- KHELIFA LITAMINE journal el watan
- Journal officiel Algérie.
- www.banquemondiale.org
- Organisation Internationale du Travail
- Cercle d'Action et de Réflexion pour l'Entreprise « CARE »

La circoncision entre modernité et traditionalisme

Par Bouchikhi Nourredine*

A chaque Ramadan les familles algériennes choisissent cet évènement pour procéder à la circoncision des garçons le plus souvent à l'occasion de leylat el kadr (la nuit du destin) qui correspond au 27ème jour du mois du jeûne, une date choisie par tradition car elle ne repose sur aucun substratum religieux ; d'ailleurs la pratique de la circoncision n'est pas propre aux musulmans elle revêt aussi une sacralité chez les juifs et s'est imposée même dans les sociétés non religieuses. Et au fil des siècles elle n'aurait jamais laissé quel qu'un indifférent au point qu'elle est perçue chez les musulmans injustement d'ailleurs comme un pilier fondamental de la religion auquel toute personne de sexe masculin devrait y être soumise. Selon les écrits transmis il s'agit d'un legs qui remonte au prophète Ibrahim (QSSL).

CE QUI EN FAIT UNE TRADITION COMMUNE CHEZ LES SÉMITES ARABES MUSULMANS ET JUIFS

Dans chaque religion des rituels lui sont consacrés ; ce geste s'est banalisé au fil du temps, la société s'est organisée avec une transmission du « savoir faire » de père en fils des techniques et depuis les conditions ont évolué avec la médecine qui a vu l'utilisation d'instruments modernes, le respect de l'asepsie et l'essor de l'anesthésie.

La société chrétienne principalement en Europe longtemps à l'écart de ce débat s'est aussi retrouvée concernée avec l'installation des communautés musulmanes de plus en plus nombreuses et la reconversion des européens de souche reconvertis ; bien que dans ces sociétés elle soit perçue par certains comme une atteinte à l'intégrité physique

des enfants suscitant un débat de sourds qui ne risque pas de prendre fin de sitôt. Ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis où selon un d'un rapport de 2013 du CDC (Center for Disease Control) 81% des Américains de 14 à 59 ans sont circoncis, statistiques qui font état d'un particularisme américain.

Dans un rapport publié en 2007, l'Organisation mondiale de la santé indiquait que la part des circoncis non juifs et non musulmans aux Etats-Unis s'élevait à 75%, soit près de 85 millions de personnes. C'est bien plus que dans n'importe quel pays développé (l'Australie et le Canada sont respectivement à 59% et 30% par exemple).

POURQUOI CETTE PRATIQUE EST-ELLE AUSSI POPULAIRE ?

Pour comprendre, il faut remonter aux années 1870. Un docteur américain nommé Lewis Sayre affirme alors que l'irritation génitale peut entraîner des troubles au cerveau et aux muscles, il se rend donc dans un hôpital psychiatrique sur Randall's Island pour mener des expériences sur 70 jeunes garçons souffrant de troubles mentaux ; Ses résultats sont en demi-teinte. «Il pensait que certains enfants en avaient bénéficié. En revanche, ses recherches sur la démence et la folie se sont soldées par une profonde déception», selon David Gollaher, auteur de Circumcision : A History Of The World's Most Controversial Surgery. En dépit de cela, le docteur Sayre se démène pour répandre la bonne parole auprès de ses collègues, charismatique et ambitieux, il prêche les vertus de la circoncision lors de grands congrès internationaux et dans des publications professionnelles nationales pour en convaincre avec un certain succès ses pairs. Après la mort de Sayre en 1900, les médecins américains ont continué à recourir à la circoncision pour soigner d'autres maux comme le cancer, la blennorragie et la masturbation (accusée d'être responsable de la démence). A cette période, l'essor de la circoncision est nourri par l'obses-

sion grandissante des Américains pour l'hygiène. Une réaction à l'arrivée massive d'immigrés européens perçus comme «sales» dans les grandes villes. La circoncision est vue, surtout dans les classes moyennes et supérieures, comme une marque de propreté et de distinction. La circoncision devient alors un marqueur social, attribut des hommes civilisés, selon David Gollaher.

Depuis, les études ont permis d'établir que l'opération permettait de traiter et prévenir différentes infections urinaires et de réduire le risque de contamination du VIH et du cancer de la prostate. Selon une étude publiée en 2014 dans le journal Mayo Clinic Proceedings, le taux de circoncision chez les nouveau-nés serait en baisse, passant de 83% dans les années 60 à 77% en 2010 un recul attribué à l'accroissement de la population hispanique, moins bien assurée, mais et aussi aux signaux contradictoires envoyés par l'American Academy of Pediatrics sur les risques de l'opération (le groupe pense que les bénéfices sont plus élevés que les risques, mais laisse le soin aux parents de décider), et de la hausse du nombre de circoncisions en dehors de l'hôpital (nous ne sommes donc pas les premiers à le faire !), non incluses dans les statistiques officielles.

Ceci dit même si la circoncision est sur le plan strictement médical est une intervention à part entière elle jouit d'une particularité qui la fait distinguer de toute autre acte chirurgical c'est ainsi que chez les juifs l'intervention (Brit milah) est pratiquée par un Mohel (circonciseur) qui n'est pas forcément médecin mais formé pour la technique. L'intervention est même pratiquée dans les synagogues.

La circoncision rituelle est ainsi tolérée même en Europe où les actes chirurgicaux sont strictement contrôlés. En Algérie pour les autorités chargées de la santé on semble vivre dans une autre planète ; la circoncision phénomène sociétal a été interdite en dehors des structures hospitalières suite à la malheureuse affaire des enfants mutilés d'El Khroub il y a de cela plus d'une dizaine d'années, une décision prise sur le feu de l'action pour mettre fin à la grogne de l'opinion publique

mais qui en réalité a encore poussé les gens à recourir clandestinement à la circoncision en dehors de tout contrôle sanitaire ; le nombre très élevé d'enfants candidats chaque année rend donc impossible leur prise en charge dans les blocs chirurgicaux qui ont d'autres chats à fouetter ; l'irrationalité a poussé certains directeurs d'hôpitaux acculés à sanctionner des chirurgiens cardiaques dont ce n'est pas la vocation pour avoir refusé de la pratiquer à l'hôpital où souvent comme il est connu de notoriété ce sont les infirmiers de bloc qui s'en chargent surtout quand il s'agit de circoncisions collectives avec des dizaines d'enfants.

Il aurait été plus judicieux et utile d'encadrer cet acte et de permettre au corps médical généralistes ou spécialistes de pratiquer les circoncisions dans leur cabinet en veillant grâce aux inspections des DSP au respect strict des conditions d'hygiène et d'asepsie,

Par ailleurs et pour éviter des drames comme celui d'El khroub cité plus haut la technique doit être enseignée au cours du cursus de tout médecin et une qualification pourrait être créée au profit des médecins ayant suivi une formation. Ceci permettra de désengorger les structures hospitalières d'une charge qui ne cessera d'augmenter avec le taux de natalité pour se consacrer aux interventions les plus compliquées et les plus urgentes. L'interdiction cette année pour raison de pandémie de procéder à des circoncisions collectives vient de mettre en évidence cette aberration ; en fait les circoncisions de groupe doivent être évitées au maximum en toutes circonstances vu le risque infectieux et les accidents qu'elles pourraient engendrer. Cette décision a suscité l'inquiétude des parents et des associations caritatives en absence d'une alternative sûre et transparente.

Réglementer la pratique rendrait plus facile le contrôle par les services concernés et permettrait aux parents d'accéder aux voies de recours en cas d'accident. Chaque pays devra légiférer en tenant compte des réalités de la société et des intérêts de la population sans pour autant sacrifier la sécurité et l'hygiène.

*Dr

Les véhicules électriques : engagements et perspectives



Par Mohamed Rachid Cheriti*

Les véhicules électriques sont actuellement inscrits dans l'agenda de plusieurs nations et constructeurs, sont utilisation est désormais augmentée progressivement, en faveur de son effet presque neutre sur l'environnement, dès lors l'Algérie ne peut rester observateur devant cette transition. L'effort mondial d'électrification s'accélère pour réduire les émissions de CO2, et atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre, les grands constructeurs automobiles sont les uns et les autres émergés dans l'industrie de l'électrique. En effet, le stock mondial des véhicules électriques a atteint 7,2 millions, représentant 2,6% des ventes mondiales et environ 1% du parc automobile mondial en 2019, la Chine revendiquant 47% de tous les véhicules

électriques, contre seulement 8% en 2013. Entraînant une croissance annuelle mondiale des ventes de 14% en 2019, leurs ventes ont dépassé 2,1 millions dans le monde en 2019, augmentant de 6% par rapport à 2018, selon l'Association des constructeurs européens (ACEA). Quelque 538 772 voitures électriques et 507 059 voitures hybrides rechargeables ont été vendues en 2020 en Europe.

L'engagement des constructeurs automobiles: Devant la pression des institutions mondiales sur la réduction des émissions de CO2, et la lutte contre le réchauffement climatique, les constructeurs sont confrontés aux ambitions de plusieurs états qui annoncent successivement la fin des ventes de motorisations thermiques classiques, et viennent de s'engager dans l'électrique pour répondre à ces éventualités. Le constructeur allemand Volkswagen a annoncé récemment qu'il allait fabriquer des voitures électriques à Barcelone en Espagne, où le groupe pré-

voit d'investir cinq milliards d'euros dans ce type de véhicules via le fabricant espagnol Seat. Le géant américain de l'automobile General Motors (GM), qui a récemment engagé un tournant vers les véhicules électriques, a indiqué qu'il envisageait construire une seconde usine de cellules de batteries aux Etats-Unis avec son partenaire sud-coréen LG, et qui ambitionne de ne plus vendre de voitures diesel ou essence en 2035. Tesla, le grand constructeur laideur de l'électrique compte sur le démarrage en 2021 de la production dans ses usines en cours de construction à Berlin et au Texas, ainsi que sur l'accélération de la production dans sa nouvelle usine de Shanghai. Les laideurs des deux roues, les japonais Honda et Yamaha, l'autrichien KTM et l'italien Piaggio, ont annoncé une création prochaine d'un consortium visant à standardiser les normes des batteries des deux-roues électriques, pour les rendre interchangeables entre les différentes marques.

De son côté, Volta Trucks, une start-up suédo-britannique de camions tous électrique, a annoncé avoir choisi des batteries d'une société américaine (le californien Proterra) pour équiper ses véhicules qui seront lancés fin 2021. Le constructeur des voitures de luxe Jaguar va devenir 100% électrique à partir de 2025. Le constructeur britannique haut de gamme Jaguar-Land Rover a dévoilé une nouvelle stratégie verte afin d'être neutre en carbone d'ici 2039, il promet d'investir 2,5 milliards de livres (2,8 milliards d'euros) par an, en grande partie dans l'électrique, l'objectif est que tous leurs modèles soient disponibles en 100% électrique d'ici la fin de la décennie.

Land Rover, va lancer six modèles tout-électrique au cours des cinq prochaines années, le premier en 2024. Le groupe automobile japonais HONDA vise 100% de ventes de véhicules électriques en 2040. Les constructeurs hauts de gamme AUDI et BMW développent leurs offres 100% électrique, avec sa gamme e-Tron (Audi) et SUV sportif iX (BMW). Ce qui concerne le constructeur français Renault, il a annoncé qu'il fabriquerait cinq nouveaux modèles de voiture

hybrides en Espagne, la fabrication commencera entre 2022 et 2024. Les grands constructeurs comme Stellantis (Peugeot, Fiat, Chrysler), Hyundai-Kia, Geely (Volvo) ont lancé l'électrique depuis des années.

Les engagements des nations :

Plusieurs pays ont engagé à se débarrasser des véhicules à énergie fossiles. La Norvège, par exemple, s'est fixé l'objectif de 100 % de ventes de voitures sans émission à partir de 2025, la part de l'électrique a déjà dépassé les 50 % en 2020, et le gouvernement s'est engagé à ne plus acheter de véhicules thermiques.

La France prévoit l'arrêt de la commercialisation des véhicules essence, diesel et hybrides en 2040. Le gouvernement britannique a décidé l'interdiction de la vente d'essence et de diesel dès 2030, et l'interdiction des hybrides en 2035. L'état grec prévoit d'engager six millions d'euros pour inciter au retrait des vieux véhicules, dont le gouvernement vient de signer un accord avec le groupe Volkswagen pour tenter de décarboner une petite île, vise à faire passer les voitures présentes sur l'île au tout électrique.

Saisir l'opportunité :

La roue tourne au profit de l'électrique, et les véhicules traditionnels à énergie fossile vont disparaître par le temps de nos routes, des gouvernements ont saupoudré des milliards d'euros de subventions pour l'achat et la production des véhicules plus propres.

En revanche, les pays producteurs des véhicules à combustion vont chercher des solutions pour se libérer de l'industrie des véhicules à énergie fossile avec des conséquences minimales par, à titre d'exemple, sa délocalisation vers les pays sous-développés, le remède que l'Algérie devrait éviter à tout prix, en plus et vu la situation du marché automobiles en Algérie, le gouvernement devrait se propulser tôt et en plein fouet dans l'électrique afin d'un part maîtriser la technologie et diversifier l'économie du pays, et d'autre part minimiser dorénavant la facture d'importation. %

*Ingénieur spécialisé dans le domaine énergétique

Face à la crise, l'illusion de réforme

Par Zerouali Mostefa*

«L'illusion est une foi démesurée»

En temps de crise économique, les décisions, positions et réactions des agents économiques s'emballent et deviennent souvent irrationnelles. En effet, la crise économique est une situation exceptionnelle où les organes et les fonctions ordinaires et normales des agents économiques sont perturbés. Parmi les éléments qui réagissent immédiatement aux premiers signes de la crise, la finance figure au premier rang. Globalement, et malgré l'existence d'exceptions politiques, la réaction des marchés financiers et des détenteurs de capitaux vis-à-vis d'un pays permet de mesurer la température de toute son économie. Mais le schéma logique et chronologique du déroulement des interprétations des signaux est le même :

- Assèchement des liquidités dans le secteur bancaire,
- Augmentation des taux d'intérêt et raréfaction des crédits à l'économie,
- Recours massif par les agents économiques au Cash et pressions sur la monnaie fiduciaire,
- Volatilité sur les taux de change et dévaluations perpétuelles de la monnaie nationale,
- Instabilité et volatilité des prix, ainsi qu'une inflation galopante,
- Déficits budgétaires incontrôlables et déséquilibre de la balance des paiements,
- Remise en cause des plans économiques et des investissements d'infrastructures, ainsi que des investissements de développement social,
- Recours à des bailleurs de fonds extérieurs et à des conditions déstabilisantes pour les pays fragiles,
- Imposition et exigences par les marchés financiers de politiques extra économiques et remise en cause des choix stratégiques fondamentaux de développement économique,
- Ralentissement des progrès sociaux, baisse des indices de développement humain et des capacités de redressement économique globales qui aboutit inévitablement à une accélération exceptionnelle du cercle vicieux de crise multiformes.

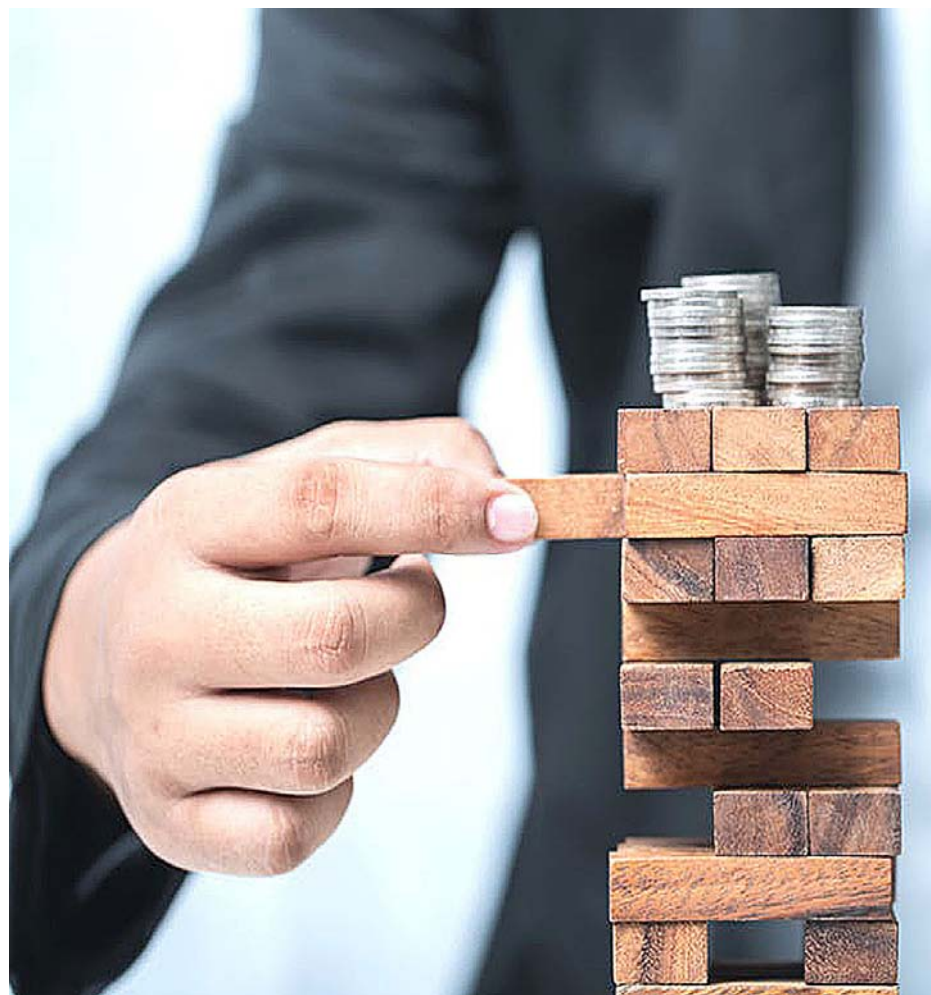
Ce cercle infernal est un véritable piège, très efficace, mais bien maîtrisé par certaines nations et certaines entités internationales. Pour certains pays, en effet, c'est l'occasion de faire ses emplettes et de remplir son caddie d'investissements internationaux, de constitution de stocks stratégiques de matières premières et de négociation des compromis politiques et économiques à moindres coûts et une opportunité pour maximiser les rendements des ressources dont ils disposent ainsi que des ressources qu'ils peuvent se permettre d'imprimer sans contrepartie économique.

Pour d'autres pays, c'est l'occasion de se remettre en cause, de remettre en cause ses propres choix stratégiques, économiques et pour interroger son attitude politique passée et future. C'est, en effet, lors de ces moments des difficultés exceptionnelles, de visibilité très réduite et de grandes incertitudes que le meilleur des nations et des pays humbles et résilients resurgit. C'est malheureusement, également lors de ces pressions et crises majeures que les pires réactions et positions les plus mauvaises font leur émergence pour les peuples et gouvernements dominés par l'excès de zèle et les convictions suffisantes et déplacées.

La crise sanitaire de la Covid-19, tout comme la crise de 1929, celle de 1997 ou celle de 2008, est l'un de ces moments historiques et complexes qui invitent à la réflexion et à la méditation des choix faits par le passé et ceux qui doivent être faits pour l'avenir d'un pays ou d'une nation. L'Algérie est triplement interpellée ces deux dernières années pour réfléchir, regarder en face et revoir tout son modèle de développement économique : la baisse structurelle des cours des hydrocarbures avec des perspectives durablement pessimistes de la mi-2015, le Hirak populaire exceptionnellement et définitivement conscient des enjeux et dangers qui guettent le pays depuis le début de l'année 2019, et enfin la crise sanitaire de 2020/2021.

Je note ici trois éléments positifs et encourageants sur le plan économique que les pouvoirs publics tentent de mettre en avant. Ils sont en réalité complémentaires et leurs impacts se supportent mutuellement et se complètent sur le plan systémique :

- Choix de la numérisation (mise à jour essentielle des outils de gouvernance économique et du service public)



- Choix de l'internationalisation (mise à jour essentielle de la vision faite du monde et des relations économiques internationales du pays)
- Choix de l'inclusion financière (mise à jour essentielle des mécanismes de financement de l'économie et de rationalisation des ressources)

Le premier choix permet, in fine, de prendre des décisions sur la base de données et d'informations fiables et proches de la réalité du terrain, ainsi que la neutralisation des distorsions et des déformations créées par un épouvantail administratif trop archaïque. J'y reviendrai dans une autre contribution, dans la mesure du possible. La planification a toujours souffert en Algérie de la qualité des informations et des statistiques collectées, interprétées et utilisées pour faire des choix et prendre des décisions majeures.

La quantité et qualité des ressources humaines, techniques et financières allouées au plan de développement économique nationale n'ont jamais été à la hauteur des enjeux ni proportionnelles aux aspirations et ambitions visées. Les changements espérés à travers ce choix peuvent transformer le pays en quelques décennies, voire en une décennie au vu de la jeunesse de la société algérienne et de la taille de la talentueuse diaspora algérienne versée dans le domaine de la digitalisation de par le monde. Pour ne pas rester sur de simples constats amers, je me permets de faire quelques propositions qui me paraissent structurantes :

- Concilier la fiscalité ordinaire et l'économie parallèle pour les faire converger progressivement en changeant les outils déclaration et de paiement, de recoupement et vérification, de contrôle et de sanction des assujettis. Les amnisties fiscales intelligentes pour les agents économiques qui adoptent les nouveaux outils numériques, ainsi que les avantages fiscaux et parafiscaux accordés aux agents qui acceptent d'investir dans les outils digitaux et les moyens technologiques transparents peuvent encourager et motiver les plus récalcitrants à y aller.

- Concilier les citoyens algériens avec les règles économiques officielles pour installer une certaine sérénité et une protection suffisamment solide des agents économiques contre les abus administratifs et leurs erreurs ou fautes dissuasives. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes et outils numériques qui garantissent une transparence totale des actions des uns et des autres. Les plateformes collaboratives et les workflows ouverts avec des habilitations proportionnelles au degré de sensibilité et des risques des intervenants peuvent constituer l'outil idéal afin d'y parvenir rapidement et à moindres coûts.

- Concilier les autorités de régulation et les pouvoirs publics avec leur rôle régalién, intel-

ligent, transparent et surtout discret pour aller vers une liberté optimale d'entreprendre. Disposer d'outils numériques adéquats pour accompagner les flux économiques, financiers et monétaires entrants et sortants du pays permettra une meilleure gouvernance et une anticipation plus efficace de tendances socioéconomique du pays, ainsi qu'une orientation plus efficace des ressources publiques et collectives. Sortir complètement de la sphère économique ne signifie pas abandonner le pays et le mettre entre les mains de rapaces sans foi ni loi. C'est tout le contraire qui doit s'opérer. Sortir complètement de la sphère économique pour pouvoir la réguler de façon objective et l'influencer massivement afin de l'orienter vers le sens choisi.

- Concilier l'économie algérienne avec l'économie mondiale dont elle fut déconnectée depuis bien longtemps, car trop noyée dans les puits de pétrole et étouffée par les émanations gazières diverses. L'exportation des services numériques et les exportations de l'expertise des ressources humaines algériennes constituent un immense et intarissable gisement que l'Algérie a toujours mal exploitée, voire même totalement inhibées, ce qui a causé des fuites massives et regrettables des cerveaux qui auraient pu s'épanouir au niveau local. Seule une connexion sereine de l'économie nationale à l'économie mondiale pourra mettre à contribution ce potentiel extraordinaire. Cette connexion se matérialise par : la liberté du mouvement, la liberté des flux économiques, la liberté des flux financiers, la fiscalité adaptée à l'export et aides et soutien directs et indirects aux exportateurs. Ceci nous renvoie donc au deuxième choix que les pouvoirs publics tentent d'assumer, celui de l'internationalisation économique.

Le deuxième choix permet, enfin, de connecter l'Algérie à l'économie mondiale et de faire profiter ses agents économiques les plus performants, les plus attentifs et les mieux outillés des opportunités de cette convergence numérique mondiale dans le but d'accélérer et de soutenir les efforts d'amélioration des exportations hors hydrocarbures, en particulier les exportations de services. Ce volet fera également l'objet d'une autre analyse totalement dédiée lors d'une prochaine contribution. Mais en attendant, j'aimerais profiter de cette occasion pour faire également des propositions qui me paraissent importantes et qui peuvent impacter les efforts d'internationalisation de l'économie algérienne de façon conséquente :

- Investir massivement mais intelligemment dans des infrastructures technologiques modernes et suffisamment fiables pour l'aboutissement des objectifs du premier choix ci-dessus détaillé. Il s'agit notamment de faire des efforts

sur les infrastructures des télécommunications, les infrastructures de stockage et d'hébergement domestique et enfin sur des infrastructures de cyber sécurité à même de permettre au pays de continuer à tourner et de résister en cas d'un télécom-blackout ou d'une attaque informatique totale et globale.

- Stabiliser les règles économiques de façon institutionnelle et selon les normes et standards internationaux afin de garantir aux opérateurs internationaux qui feraient confiance à l'expertise et aux prestations algériennes une protection équivalente à ce qu'ils peuvent obtenir dans les pays et les régions les plus favorables (d'ailleurs c'est l'une des clauses fondamentales de l'OMC à laquelle l'Algérie n'a toujours pas adhéré !!). L'instabilité juridique est l'un des paramètres structurants de l'internationalisation économique.

- Trouver rapidement une solution pragmatique, efficace et à moindres coûts aux doubles standards, aux doubles normes et aux doubles agrégats économiques qui faussent tous les calculs et neutralisent tous les efforts correctifs et de réformes déployés. Il s'agit notamment du différentiel du taux de change et du différentiel des prix du foncier immobilier qui alimentent l'économie sous-terrainne, ainsi que les différentiels des prix domestiques et internationaux.

- Revoir de fonds en comble la stratégie des transferts sociaux et des subventions publiques afin de neutraliser les mécanismes de détournements et de perversion économiques qui gravitent autour des milliards consacrés à ses efforts sociaux. Les outils technologiques permettent présentement une personnalisation des aides et des subventions dédiées aux transferts sociaux. Il faut simplement en faire usage.

Pour diverses raisons et différentes motivations, je consacre donc cette deuxième partie de ma modeste analyse au troisième élément stratégique que les autorités essaient de déployer bon gré malgré, à savoir l'inclusion financière :

- La réussite de la mise en place et l'atteinte des objectifs escomptés par les deux premiers éléments, ci-dessus évoqués, dépendront majoritairement des ressources financières qui seront mobilisées au cours des prochaines années.

- La mobilisation des ressources financières ne signifie pas uniquement recettes d'exportation des hydrocarbures, subventions publiques, planche à billets ou dette extérieure.

- La réussite de l'inclusion financière permet une meilleure canalisation des ressources excédentaires vers des besoins réels dans un environnement sain et serein. Assainir l'environnement des entorses et des trappes à perte de temps et d'argent via le déploiement d'outils technologiques efficaces va d'une part motiver les agents économiques sérieux et capable de réussir à investir, et d'autre part obliger les parasites économiques soit à disparaître soit à se reconverter pour pouvoir continuer à exister.

- La réussite de l'inclusion financière permettra de participer directement et indirectement à circonscrire de nombreuses problématiques complexes qui minent l'économie nationale. En effet, les ressources financières qui seront mobilisées seront diversifiées et remplaceront progressivement cette utilisation exclusive des ressources publiques dans tous les domaines, y compris dans les secteurs qui sont supposés relever du domaine privé ou international.

- La réussite de l'inclusion financière positionnera inévitablement le pays dans une dynamique de développement irréversible, car le pays dispose déjà des principaux facteurs nécessaires à cette dynamique (une démographie favorable, une géographie favorable et jusqu'à présent, malgré l'usure à laquelle il fait face dans l'ensemble des frontières extérieures - d'un système de défense efficace). La démographie et la géographie favorables, doublée d'une certaine stabilité sécuritaire permettent d'espérer que des femmes et des hommes intelligents puissent concocter un modèle de développement soutenu et réaliser des investissements objectivement dimensionnés afin de coller le plus possible aux données collectées via les nouveaux outils technologiques déployés sachant que les citoyens algériens ont toujours eu une bonne attitude prévoyante.

- Enfin, la réussite de l'inclusion financière permettra une meilleure gestion des éléments subjectifs, discrets, mais surtout très nocifs pour le décollage économique tant attendu. Il s'agit en particulier de cette mauvaise gestion de nos ressources financières compromises par des fléaux qui sont dissimulés et qui prospèrent dans les rouages de l'exclusion financière.

Suite en page 11

Face à la crise, l'illusion de réforme

Suite de la page 10

«L'illusion est une foi démesurée»

En fait, je constate que les pouvoirs publics, sous la pression populaire, avec la contribution de nombreux intellectuels et de médias nationaux, ainsi que la participation discrète, mais fondamentale de la diaspora algérienne à l'étranger, commencent à prendre les bonnes décisions et à agir dans le bon sens. Les autorités ont fini par comprendre qu'à force de vouloir tout contrôler, elles perdent le contrôle des aspects essentiels et vitaux de la gouvernance du pays.

Parmi les décisions accueillies favorablement et avec beaucoup de soulagement par les citoyens algériens, il y a cette volonté affichée et assumée de :

- Revoir de fond en comble la fiscalité dans sa globalité pour élargir la base fiscale en réduisant les taux d'imposition. Aller vers une exonération totale de petites transactions des citoyens et le remboursement des taxes y afférentes sur présentation de facture et de tickets de paiement par les moyens de paiement d'inclusion financière.

- Revoir de fond en comble la réglementation des contrôles des changes particulièrement pour les exportations hors hydrocarbures et hors matières premières. Aller vers une liberté totale des exportateurs sur les recettes de leurs exportations de produits et services qui ne bénéficient pas de subventions publiques directes ou indirectes.

- Revoir de fonds en comble le fonctionnement des administrations et des collectivités locales pour aller vers une généralisation de l'esprit du service public et le bannissement effectif et réel de la bureaucratie par la limitation de l'intervention de l'administration au seul acte de régulation et de contrôle.

- Revoir de fonds en comble le fonctionnement du marché bancaire, monétaire et financier pour aller vers une meilleure allocation des ressources financières par la dynamisation des institutions de régulation, le désengagement de l'État et la libéralisation des initiatives.

Par ailleurs, ce qui rend cette volonté affichée sincère et ce volontarisme crédible, ce sont tous les progrès réalisés et annoncés dans le domaine de la construction de l'écosystème de la Finance Islamique malgré les réserves et craintes de nombreuses nébuleuses politiques nationales et étrangères de voir ces efforts interprétés comme un glissement vers une idéologie obscurantiste, qui a par le passé fait beaucoup de mal, non seulement à notre pays, mais à toute la nation musulmane.

En effet, après des années d'hésitation, de tâtonnement et de débats intenses, mais discrets, malgré une certaine tolérance héritée des années 90, les autorités algériennes ont décidé de prendre le taureau par les cornes et ont préféré encadrer tout un marché qui fonctionnait avec des règles déontologiques trop risquées, non seulement pour la sécurité du pays, mais également pour la sécurité des citoyens algériens et des agents qui y opèrent. Il convient de noter ici que l'Algérie est l'un des pays les plus en retard dans le domaine de la finance islamique malgré ses capacités et son attractivité de la dernière décennie :

- Les évolutions récentes que la finance islamique a connues sur le plan régional, continental et mondial ont encouragé les autorités à s'y intéresser dans une perspective de retour du pays aux marchés financiers internationaux. La taille des actifs de cette forme de finance devient visible et ne laisse personne insensible en particulier son compartiment titres d'investissement institutionnel appelés les sukuk.

- La finance islamique s'est relativement bien structurée et affiche dorénavant des indicateurs, paramètres et structures normatifs convergents avec les normes des marchés financiers internationaux. Elle s'est constituée des passerelles et échanges tout à fait utiles et conformes à sa propre morale avec les différentes niches des finances spécifiques et particulières : finance verte, finance équitable, finance pacifiste et finance socialement responsable. Les efforts de structuration et de construction ont abouti à des échanges viables avec le comité de Bale pour les règles prudentielles qui la régissent et à des constructions d'indices boursiers particuliers acceptés par les plus grandes bourses mondiales.

- La finance islamique de par sa nature sociale favorise l'émergence d'un marché solide de micro finance, nécessaire au développement des micro-entreprises, des auto-entreprises et des activités visant le développement



locale et en tant que facteur essentiel d'inclusion financière globale. Les systèmes de gestion et d'exploitation des Waqfs, les bénéficiaires et destinataires des fonds de Zakat et les fonds orientés aux activités caritatives issues des sanctions infligées aux clients de mauvaise foi sont des instruments qui ont fait leur preuve dans de nombreux pays où la finance islamique est le fer de lance du développement de la micro-finance.

- Les chiffres encourageants affichés par les fonds de Zakat en un laps de temps relativement court, qui constituent en quelque sorte la partie visible d'un iceberg des fonds brassés loin des milieux considérés comme usuraires. Ces fonds gérés sous la tutelle du Ministère des Affaires Religieuses sont l'un des éléments qui ont convaincu les autorités à s'intéresser réellement à la finance islamique.

- Il y a également la résilience affichée par les opérateurs de la finance islamique en temps de crises qui a joué un rôle important dans son développement relativement rapide et son adoption par de nombreux pays y compris dans les pays non musulmans tels que l'Angleterre, les USA, la Suisse et l'Allemagne. Les liens étroits entretenus par cette finance avec des actifs sous-jacents relativement épargnés par la spéculation et le Shadow-banking ne l'a pas fortement exposé aux différentes crises financières des derniers quarts de siècle.

- Enfin, le dernier élément qui a poussé à l'adoption de l'ensemble des outils et des instruments de la finance islamique est l'engouement et le succès fulgurant des émissions de sukuk islamiques, publiques et privés, des dix dernières années à travers le monde. Or, l'Algérie a besoin d'explorer toutes les voies et de parler à toutes les éventualités relatives aux financements extérieurs, particulièrement ceux qui n'impacteraient pas sensiblement et significativement ses capacités d'endettement extérieur. Il se trouve que les sukuk islamiques constituent l'un des meilleurs outils de financement direct et indirect des investissements publics et privés dont l'impact sur les bilans et les balances des paiements est pratiquement neutre.

Attention aux illusions !!!

Les efforts ou les intentions de réforme affichés par les autorités sont certes louables et visent probablement à sortir des anciens paradigmes de gouvernance et de gestion économique du pays, de combattre les anciennes pratiques et attitudes, ainsi que de prévoir des passages et des accès pragmatiques et inclusifs aux citoyens algériens et étrangers, aux consommateurs algériens et étrangers, aux opérateurs économiques algériens et étrangers, ainsi qu'aux assujettis algériens d'être traités équitablement sur le plan financier.

Mais s'agit-il vraiment d'une stratégie cohérente et d'un pan de travail viable et objectivement élaboré ? La finance islamique peut-elle seule et dans les conditions actuelles qui sont les nôtres garantir l'atteinte des objectifs ci-dessus évoqués ? Quels sont les freins majeurs et illusions dangereuses qui peuvent saper les solutions sélectionnées et neutraliser les stratégies adoptées ?

A la première question, je répondrais que la digitalisation lancée, l'internationalisation voulue et l'inclusion financière recherchée vont se heurter à des facteurs qui doivent être pris en charge sérieusement et rapidement au risque de voir, encore une mutation des parasites anciens, prendre possession des différents circuits de réforme et d'en faire un usage néfaste. Il s'agit de prendre en considération les éléments suivants :

- Le système juridique régissant la sphère économique et son fonctionnement afin de trouver des solutions à sa stabilisation sur le moyen terme et le libérer définitivement des humeurs et des volontés individuelles. L'homme providentiel n'est plus à la mode et c'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'un homme de droit. À l'ère de l'intelligence artificielle, des IoT/IdO (y compris dans le corps humain !!!) et des processeurs quantiques, le cerveau d'un homme, providentiel puisse-il être, n'est plus capable de rassembler tous les fils conducteurs et tous les facteurs influents. Laisser entre les mains d'un individu, quels que soient ses compétences et le degré de son intégrité les règles économiques, de plus en plus globalisées et interdépendantes, relèvent tout simplement de la pure folie.

- Le système fiscal du pays doit changer impérativement d'objectifs économiques, de mode et d'outils de fonctionnement, de méthodes de suivi et d'évaluation, de règles de recouvrement et de sanction afin de le rapprocher d'une part des attentes des assujettis qui le trouve répressif et dissuasif, et de l'autre part, des pratiques et des normes internationales en la matière. La gestion des spécificités ne doit plus constituer une règle, mais elle doit être exceptionnelle, insignifiante et négligeable en termes de poids et d'impacts sur l'économie et sur le système fiscal lui-même. La numérisation qui ne prend pas en compte ce facteur est vouée à l'échec. L'internationalisation qui occulterait cette réalité ne peut convaincre les marchés internationaux du business de changer d'opinion. L'inclusion financière qui entraînerait des fiscalisations conséquentes et des pertes d'opportunités pour les récalcitrants ne pourra être atteinte ni par la finance islamique ni par une quelconque autre forme de finance.

- La gestion des changes et les règles applicables aux flux économiques, commerciaux et financiers entre le pays et l'étranger doivent être étudiées sérieusement par les véritables économistes et spécialistes des relations économiques internationales pour comprendre le fonctionnement réel de l'économie nationale loin des théories farfelues et des traitements de chocs préconisés par certains super-penseurs ou super-responsables économiques. En effet, le différentiel du taux de change permet à certains et oblige d'autres opérateurs économiques à trouver des parades et à se prêter à des acrobaties complexes et sophistiquées, dangereuses et risquées, plus rentables que les activités économiques, commerciales et financières auxquelles ils s'adonnent officiellement. Cette réalité qui voudrait que chaque devise achetée sur le marché officiel puisse être cédée sur le marché parallèle avec une marge

comprise entre 30 et 50 % sans aucun effort ne laisse personne indifférent !!!

- Les outils numériques à adopter via cette stratégie de digitalisation, les aménagements réglementaires et opérationnels à prévoir lors du déploiement de cette volonté d'internationalisation et enfin les efforts d'inclusion financière fournis, doivent cibler également et en priorité ce différentiel de taux de change qui neutralise toutes les formules et rend inutiles tous les traitements économiques que le pays adopte.

- Le mutisme et l'inertie des différents responsables économiques du pays à l'égard de l'usage massif du cash, avec toutes les tares ci-dessus, ont aggravé les choses. Le cash comme seule formule de paiement est le Pyramidon qui diffuse toute la doctrine économique en vigueur dans le pays. Traiter cette question ne passe pas systématiquement par des décisions radicales ni des mesures agressives. Il peut passer par des solutions multi-formes combinant digitalisation, défiscalisation, dé-bureaucratisation et encouragement, voire des primes financières à accorder à toutes les formes de paiement « traçables » et bancarisées.

- La liberté d'entreprendre est à la base de la réussite des autres actions. L'État-régulateur doit remplacer progressivement l'État-opérateur. Comprendre que les services de l'État sont garants de la bonne allocation de la démographie (ressources humaines, de la géographie (la terre) et de la sécurité (le temps) permet également aux commis de l'État de comprendre qu'un budget public de fonctionnement et d'équipement calculé sur un PIB de mille milliards de dollars est meilleur qu'un budget public prélevé sur un PIB de deux cents milliards de dollars. Comprendre que pour faire progresser ce PIB, les agents publics doivent prendre soin et faire progresser leurs clients, qui sont les sociétés, les entreprises et les opérateurs économiques qui cumulent les valeurs ajoutées composant ledit PIB.

J'espère que l'inclusion financière telle qu'imaginée par nos responsables économiques prend en considération le diable qui se cache dans ces nombreux détails. L'esprit coranique qui prévaut dans les actes économiques de l'agent économique, comme ce fut le cas pour Adam, n'est justement pas à l'abri de la tentation des chiffres et des rendements. Alors, aider cet esprit à combattre la corruption du diable revient aussi à anticiper les portes d'entrée par lesquelles celui-ci peut déployer ses artifices.

L'exclusion intellectuelle dans le domaine économique pourrait donner une illusion de convergence des idées et limiter les brainstormings à de simples réunions de dogmes, cohérents en apparence mais fortement conflictuels en réalité. Ne dit-on pas que « Ceux qui s'avancent précipitamment reculeront encore plus vite » Tzu Meng (Mencius).

* Consultant et chercheur.

(1) Honoré De Balzac, auteur et romancier Français, 1799/1850

(2) Tzeu Meng, connu sous le nom de Meng Ke ou Mencius, Philosophe chinois, 380/289 avant J.C

**Le comte de Saint-Simon et son disciple l'historien des races Augustin Thierry font leçon :
Peupler le globe de la race européenne, qui est supérieure à toutes les autres races d'hommes; le rendre
voyageable et habitable comme l'Europe, voilà l'entreprise pour laquelle le Parlement européen devra
continuellement exercer l'activité de l'Europe et la tenir en haleine.**

Nouvelle Algérie ou cauchemar de Scapin

Par Omar Chaalal

La trompette de Scapin souffle le vent de la rupture. Fini les mensonges de la France. L'Algérie doit revenir aux jeunes. Scapin et ses acolytes vont partir chez leurs pères colons et le futur de nos enfants sera florissant par la volonté du peuple. Dans mon entourage, dans une famille éducatrice et militante, j'ai retenu quelques principes très solides. Le plus important est celui que je pourrais illustrer par le fameux adage «pour être respecté, il faut être respectable». Il en va des gens comme des décisions politiques. Les paroles de Serge Bellemain ne me paraissent pas respectables. Qui est Bellemain ? Bellemain est un français. D'après ses dires, il est venu à Tipaza comme investisseur. Hasard ou coïncidence, il n'était pas loin de Sidi Fredj endroit choisi par ses aïeux colons. Voici comment il voit la situation « Juste pour dire mon pessimisme...alors que j'attends depuis 5 ans une réponse à ma 30^{ème} demande de visa (29 ont été couronnées de succès !) entre 1988 et 2015...à la situation ainsi décrite. Ne peut-on dire, en résumé par beaucoup de mes amis algériens, que le pouvoir actuel veut «tout changer pour que rien ne change», et qu'une branche de la mafia au pouvoir depuis si longtemps n'a fait que prendre le pouvoir à une autre ? Et qu'aujourd'hui il s'agit de faire manger le morceau au peuple algérien qui mène le hirak. Ma trentième demande de visa était argumentée par la création d'une entreprise de production de glace artisanale à Tipasa, avec ceux que je considère comme ma famille, une des cinq familles chénois qui ont créé la Tipasa contemporaine...et entre 2015 et aujourd'hui j'ai appris de la bouche de mes amis qu'un récent maire de Tipasa avait été arrêté pour corruption dans une rue de Tipasa, en flagrant délit, que deux anciens walis de Tipasa et une procureure avaient également été arrêtés pour corruption... quant à la glace, elle est détenue en monopole par un fils de général, général lui-même en prison !!

Aux dernières nouvelles le fils de général a toujours le monopole de la glace à Tipasa... Tipasa, épicerie de la corruption en Algérie, telle est ma conclusion. » Monsieur Serge Bellemain, si vous dites ainsi, pour quoi avez-vous choisi cet épicerie. Peut-être, vous l'avez choisi car vous étiez soutenus par des gens du système de Popeye, Gustave et Scapin ou vous étiez conseillés par des anciens colons. La suite de ce texte résume vos aventures à Tipaza....

La beauté de mon pays, ses richesses humaines et matérielles, son climat clément, son emplacement stratégique dans le monde et son peuple merveilleux séduisent nos adversaires. La détermination des hommes honnêtes existe et existera toujours sur la terre des martyrs. Elle nous amènera sains et saufs vers notre destinée. Patience ! Laissez-moi décoder le rythme de la musique finale. Nous sommes en 2015 et le futur n'annonce plus ses merveilles. Le discours de Scapin en 2016 a détruit la morale l'éthique de la politique algérienne.

Dans «les Fourberies de Scapin» de Molière, Octave et Léandre demandent au valet Scapin de convaincre leurs pères respectifs qui veulent les marier contre leur gré. Habile et rusé, celui-ci passera par mille chemins pour parvenir à ses fins. Comme Scapin, certains chefs de parti sont de vrais tartuffes. Ils sont tour à tour fourbes et malins, espions ou taquins et déloyales par nature. Ils se comportent comme le charmeur de serpent qui se fait mordre par sa propre trouvaille. Ils critiquent ouvertement l'ombre courbée du roi et évitent de dire à sa majesté de se tenir correctement. Ils préfèrent voir l'arbre et non la forêt. Ils s'amuse comme des gamins et jouent à la politique de l'autruche. Ils sont comme le pêcheur halluciné qui voit le reflet des étoiles dans le lac et les poissons sur les branches des arbres. Il oublie le poisson et essaye de capturer avec son hameçon un oiseau perché sur une branche virtuelle. Dans la politique de confusion les poissons nagent entre branches des arbres et les oiseaux volent dans l'eau. Les branches de

l'arbre et l'oiseau dans l'eau sont une image. Le poison dans le lac est une réalité. Octave, Léandre et Scapin imagent des personnages politiques de chez nous. Bien que le mensonge politique n'ait pas changé depuis la nuit des temps, la populace tombe toujours dans le même piège. Avant d'annoncer sa couleur politique FLNiste, Gustave a promis à la populace de transformer Mascara en une nouvelle Californie. Aujourd'hui il s'est rangé dans le camp de Scapin qui l'a qualifié de politicien novice. Il accepte le mariage avec Léandre sous l'ordre de papa. Demain, il promettra aux paysans de Mascara un voyage vers la lune ou la planète Mars pour ramener des navets. Mascara a été depuis toujours la terre du bon navet. Gustave ne fait pas la distinction entre navet et navette. Hélas ! Certains se laissent emporter et adhèrent aux délires « nanotechnologiques » de Gustave sans même penser à leur faisabilité. Mouillons-nous dans le lac du pêcheur, évitons de décrire les images par les délires gustaviens et parlons réalité.

Pas de souveraineté sans une armée forte. Pas de démocratie sans une éducation solide. Pas de stabilité sans une justice correcte. Pas de bien-être sans une économie clairvoyante. Ces quatre composantes définissent la force d'une nation. A chacun sa responsabilité dans son propre domaine et la nation retrouvera sa propre force.

Le développement économique, la paix permanente et la stabilité durable exigent un Etat légitime et fort d'une part et une gouvernance compétente d'assumer des implications au plan national et international d'autre part.

La stabilité au sens propre du mot demande une gouvernance qui assure à son peuple la paix, le bien-être, le savoir et la dignité. Tous les régimes, quels que soient leurs origines et leur orientation, sont mis à mal à des degrés différents lorsque l'économie du pays approche la faillite. L'Algérie n'est ni la Corée du Nord ni la Norvège. Elle est ce qu'elle est.

Toutes les langues dans les rues algériennes parlent de paix et discutaillent stabilité. La paix veut dire l'absence de guerre. La stabilité désigne l'équilibre. Jusqu'à preuve du contraire l'Algérie n'est en guerre contre personne et l'armée fait son travail avec conscience, expérience et connaissance. Cela veut dire que nous sommes en paix. Par contre, l'équilibre fait défaut chez nous.

La défaillance est marquée par une éducation boiteuse et une justice dépendante. L'école est loufoque pour ne pas dire, comme le professeur Rabeh Sebaâ, la risée de la planète. La loi est rongée par la corruption et le clientélisme.

Un système politique est en équilibre si la somme des forces qui réagissent sur ce système est nulle. Ces forces sont représentées par les vecteurs gouvernant, l'armée, l'élite et l'opposition. Génialement décrit, un système est dit stable si le pouvoir comme force de gouvernance, l'opposition comme force de correction de cette gouvernance, l'élite comme force tampon et l'armée comme force médiatrice équilibrent la balance des intérêts et assurent le caractère légitime dans les normes de la conduite politique.

Aux yeux du roi loyaliste, si loi existe, Louisa est égale à Amar Saïdani comme Abderrazak est égal à Ahmed Ouyahya. Sous le même angle, Ali et Bachir commercent avec une égalité de chance. Bachir s'occupe production d'huile et Ali s'occupe des rails et des routes. Ali et Rachid doivent être loin des forces de stabilité. C'est ainsi que le pays maintient son équilibre.

Actuellement, la force de gouvernance est désarçonnée et cherche une issue de secours, la force d'opposition est divisée et ne peut pas former une force commune. Entre ces deux forces l'élite est très faible ou sans influence. La seule force qui reste cohérente est la force armée.

Généralement la stabilité politique est atteinte par deux moyens : par la dictature ou la démocratie. La Corée du Nord est stable par la dictature et la Norvège est stable par la démocratie. Certains pensent que la stabilité obtenue par la violence et la répression ne dure pas longtemps. La Chine est un contre-exemple pour ceux qui pensent ainsi. D'autres pensent que la stabilité basée sur la démocratie civile est permanente. Cette hypothèse reste à vérifier.



Si on suppose que l'Algérie est stable on doit forcément reconnaître que cette stabilité est menacée par le vieillissement des forces qui la maintiennent. Les vrais décideurs doivent injecter du sang jeune dans le système des forces pour maintenir la stabilité supposée. Ce mode de remédiation est universel. L'ancien empire soviétique était gouverné par des vieillards. Ces vieillards ont mené cet empire à la dislocation et l'explosion. La Chine a compris la leçon soviétique. Ses décideurs ont injecté du sang jeune dans le système chinois. L'essor économique Chinois n'est pas magique. Il est dû tout simplement au rajeunissement du pouvoir.

J'illustre cette idée par les paroles de la danseuse Sylvie Guillem quand on lui a demandé, pourquoi cesser la danse fin 2015, l'année de ses 50 ans ? Elle répondit : « Parce que je ne veux pas me décevoir, ni décevoir le public. Parce que je n'ai pas envie d'être mal jugée, moins aimée. Parce que je fais encore les choses aujourd'hui comme je veux les faire, parce que j'ai beaucoup de plaisir à les faire ainsi, et que je ne veux surtout pas les faire moins bien. Parce que je ne veux jamais danser en me reposant... Je sais ce que ça va me coûter, fin décembre, après les ultimes représentations dans ce Japon qui me fascine tant et dans la province française... Le moment sera dur. Mais je suis prête à payer. Je préfère arrêter avant qu'il ne soit trop tard, avant qu'on ne décide pour moi. Il faut une fin claire et nette. » La danse politique suit les mêmes règles. Nos politiciens doivent prendre l'exemple de cette danseuse pour laisser la chance aux jeunes une petite place de danse sur la piste d'Ouyahya. A la manière de Sylvie Guillem, Si Mhamed de l'ALN justifie son retrait du parti FLN en disant « Quand les serpillières du pouvoir font rideau décoratif d'une vitrine politique peu crédible, la personne normalement normale dira 'stop et fin '... Le monde est à l'envers et cette histoire fait rire nos enfants.

En plus clair, les hommes du FLN du 23 octobre 1954, réunis chez Mourad Boukhechoura, au 24 avenue Bachir Bedidi, rue Comte-Guillot du temps de l'Algérie française, n'ont rien à voir avec les hommes du FLN du 10 Mai 2015, réunis chez Scapin, à la rue du stade à Hydra du temps d'Algérie algérienne. Hélas ! Les circaètes du FLN sont morts pour notre liberté et les corbillards du parti FLN jouent aux aigles pour séduire quelques poules mouillées au faubourg Saint Denis. La confusion diffuse dans la politique fusionnelle. Ils sont tous devenus FLN pour montrer un changement brouillonné dans une confusion constitutionnelle. Dans ce changement, la trompette de Scapin prétend rajeunir les danseurs politiques et Khaïra la vendeuse de galettes au marché Michelet d'Oran aspire au pouvoir. L'été s'annonce bien. Les cigales chantent

l'extraordinaire au seuil de Hydra. Mourad l'intelligent écoute les cigales. Il regarde la constitution et interprète le chant. Les cigales annoncent l'arrivée d'un visiteur important. La visite de complaisance de François Hollande le 15 juin prochain. Cette visite embellit le décor chez Scapin. Elle est en effet l'objet de plusieurs mythes ou contes. Elle justifie les relations bidon entre corbillards et les poules hollandaises. Depuis des dizaines d'années, la croyance populaire façonne des idées reçues sur ce vieux parti qui n'a rien avoir avec le front qui a libéré l'Algérie. Le parti FLN a beau être l'un des fuels les plus essentiels au moteur du système, le grincement de l'engrenage ces dernières années fait peur aux gens de la rue. Les Algériens sont loin de tout connaître sur ce grincement quand le vieux Saleh lubrifie les dents usées de l'engrenage du système. Les spécialistes de la mécanique du pouvoir nous informent que le grincement justifie le retour de l'homme des sales besognes, le retour en force des messieurs Popeye chez Scapin et l'éjection de Ben Saleh du parti RND. Ce grincement est particulièrement compliqué. Il cache de nombreux secrets que les plus intelligents des citoyens et même les scientifiques les plus habiles ne sont pas encore parvenus à le démystifier. Ce grincement image la période après Octobre 1988. Que Dieu protège notre nation des désastres inutiles. Ainsi, face à tant de mystère, il n'est pas étonnant que certaines idées reçues de l'autre rive créent des contradictions visibles à l'œil nu.

Les raisons de Si Mhamed sont claires et se confirment. Entre truands, les bénéfices ça se partage, la réclusion, ça s'additionne disait Michel Audiard qui ne connaît pas Si Mhamed. Si vous prétendez être libre penseur, demandez à Belayat ou Abada. Ils vous diront qui a ramené Scapin. Ils vous confirment que Michel Audiard raconte la vérité. En conclusion : L'homme de la rue crie à haute voix : A quand un changement radical de la classe politique actuelle pour que l'Algérie de nos rêves soit construite. Une classe préoccupée à se maintenir en place au sein d'un système usé par les discordes et prêt à s'écrouler. Je rappelle aux jeunes un passage d'une leçon de Victor Cousin « Donnez-moi la carte d'un pays, sa configuration, son climat, ses eaux, ses vents et toute sa géographie physique ; donnez-moi ses productions naturelles, sa flore, sa zoologie, etc., et je me flatte de vous dire à peu près quel sera l'homme de ce pays et quelle place ce pays jouera dans l'histoire, non pas accidentellement, mais nécessairement, non pas à telle époque, mais dans toutes, enfin l'idée qu'il est appelé à représenter ». Bien que la nouvelle Algérie est un cauchemar pour Scapin et ses semblables, espérons qu'elle ne sera pas une Algérie gérée par Popeye, Gustave et Scapin.

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



DE MÉMOIRE D'HOMME.
UNE VIE, DEUX COMBATS.

Récit et Essai de Nadir Marouf
(Préface de Karima Lazali).
Editions Frantz Fanon, Boumerdès
2020, 189 pages, 600 dinars

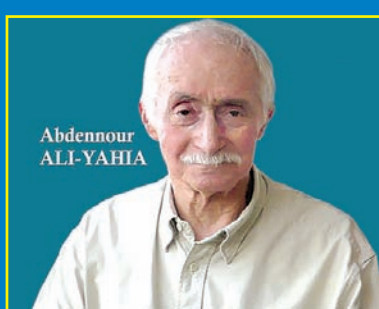
Un récit de vie... de plusieurs vies... ac
compagné de leçons de vie : la nais-
sance à Tlemcen, garçon unique et aîné (quoi de
mieux pour être le «chouchou» d'un papa au
«caractère marginal... de la race des génies
tout en étant quasi-analphabète») l'école, ly-
cée... en France (Paris, en troisième au Lycée
Henri IV, en juin 1956... pour quelques mois
seulement, tout en découvrant le monde ar-
tistique et des arts lyriques dont «La Travi-
ta», «Le lac des cygnes», «La Traviata»... l'on-
cle étant machiniste à l'Opéra Garnier, ainsi
que les belles lettres, ayant eu accès à la bi-



MÉMOIRES.

La fierté comme viatique, 1967-1987
(Tome II). Récit de Saïd Sadi.
Editions Frantz Fanon, Boumerdès
2021, 558 pages, 1.500 dinars.

Après avoir terminé la lecture du Tome I, on
savait que l'aventure du «Fils du pauvre»
n'était pas terminée. Et, comme promis, voilà
donc la suite (mais pas la fin, espérons-le) qui
nous est fournie. L'auteur nous fait participer à
la vie presque intime de tout un groupe, se fai-
sant et parfois se défaisant au fil du temps, les
anciens du lycée Amirouche de Tizi Ouzou sur-
tout, devenus étudiants à Alger, tentant, avec suc-
cès (on le verra par la suite) malgré les multiples
obstacles, les incompréhensions et le «système»
au pouvoir, de «penser» un projet de société al-
ternatif, adossé à une identité qu'ils estimaient
niée, une société ouverte sur l'universel et le mon-
de. Face à la mentalité «révolutionnariste», na-



Mon testament pour les libertés.

Essai de Abdennour Ali-Yahia. Koukou
Editions, Cheraga Alger 2017. 800
dinars, 207 pages (Déjà publiée.
Extrait. Pour se souvenir)

PASSÉS RE-COMPOSÉS

bliothèque du fils aîné de Charles Péguy, un
ami de l'oncle) et en Algérie... puis, à l'âge
de 17 ans, en mai 57, le maquis, rejoignant
ainsi les combattants pour l'indépendance du
pays. Il pensait être envoyé en Yougoslavie
pour terminer ses études (comme promis) et
il se retrouve «katib» d'un chef de zone (ré-
gion 4)... plus que sévère. Il est vrai qu'en
ces temps-là, on n'appréciait pas trop (pas
partout heureusement!) les «intellectuels»
Fait prisonnier, échappant de justesse à une
exécution collective, jeune administrateur, à
l'Indépendance, au Plan... il termine ses
études en Algérie puis en France... Un gros
lot de diplômes et d'ouvrages... et une ex-
périence professionnelle, sur le terrain, dans
les labos de recherche universitaire et dans
les amphes, de plus d'un demi-siècle. Mais,
cette fois-ci, une exception : S'agissant d'
«étaler» son vécu, le personnage devant
laisser la place à la personne, à l'individu
nu, dit-il ; ayant en lui la tendance, par dé-
formation professionnelle, «à intellectualiser
et à se fendre de concepts» (ce qu'il trouve
fort handicapant quand il s'agit d' «enlever
le masque», même s'il a «la plume facile»),
il nous livre une «confession» qui nous fait
«participer» pleinement (je parle ici de sa
presque génération) à son parcours ; un par-
cours raconté avec humilité. Et, pour com-
pléter le récit, il se dévoile encore plus à tra-
vers une «grande interview» réalisée en 2017
(alors professeur contractuel à l'Université
de Tlemcen, au terme de sa double retraite,
algérienne et française) par deux «jeunes
collègues» effectuant un travail sur la vie et
l'œuvre de celui qu'ils qualifiaient de
«doyen des sociologues algériens». 21 ques-
tions, 21 réponses... qui balayent tout le (lar-
ge) champ de la sociologie, de l'anthropolo-

gie... et de la politique. Celles d'hier, celles
d'aujourd'hui... et de demain. Une interview
complétée par une postface, plus en phase
avec l'actualité car synthèse de quelques
extraits d'articles remaniés et publiés dans
la presse écrite nationale... depuis 2018/
2019. Et pour finir, «quelques propositions»
sur la planification, la régionalisation, la
politique de l'enseignement supérieur et la
recherche... Des pistes «jetées en pâture qui
pourraient s'insérer dans le renouveau con-
stitutionnel, si tant est qu'il soit de nature à
s'adapter sans relâche aux injonctions de
l'ordre juste et de l'équité»

L'Auteur : Né à Tlemcen (1940), moudjahid,
sociologue et anthropologue. Enseignant uni-
versitaire, en Algérie et à l'étranger. Auteur
d'une trentaine d'ouvrages

Table des matières : Préface/ Avant-propos/
Récits/ Epilogue : Les dégâts collatéraux : per-
tes et profits... L'autre combat ou l'âge de ma-
tuté / La grande interview / Postface

Extraits : «Le syndrome du garçon unique dou-
blé du statut d'aîné a toujours été indéchiffra-
ble. Toujours est-il que Mohammed n'a jamais
agi par motivation exclusivement politique» (p
65), «Avec le recul, un regard psychanalyti-
que tendrait à montrer, sous réserve d'inven-
taire, que la quête d'indépendance répondait
moins à la lutte anticoloniale, à l'aspiration so-
cialiste et autres mots d'ordre canoniques, qu'au
«droit à la ville» (p73), «Toutes les études que
nous avons faites avant (dans les années 60-
70) étaient à la remorque du temps étatique
(...).Donc c'était l'Etat qui décidait pour nous
de ce qui est important ou pas. L'Etat était (et
est encore d'une certaine manière) la catégorie
inaugurale du SENS» (p133), «Le grand ren-
dez-vous que nous avons raté est de n'avoir pas

renforcé un acquis immense dont disposait l'Al-
gérie, celui des établissements franco-musul-
mans, qui ont produit des compétences dans
chacune des deux langues» (p136)

Avis **Conseillé aux chercheurs, anciens
et futurs... mais aussi à tous les
universitaires**

Citations : «Penser l'Histoire d'abord et avant
tout comme responsabilité revient à mettre en
son centre la force et l'inventivité du dynamis-
me humain» (Karima Lazali, p 14), «La distan-
ce géographique n'est pas forcément consubstan-
tielle de la distance culturelle» (p 75), «L'uni-
vers carcéral n'affecte pas que la psyché. Son im-
pact sur le corps peut agir à retardement au mo-
ment où on ne s'y attend pas» (p 108), «Il faut
que les jeunes générations sachent, en effet, que
la guerre d'indépendance n'a pas été une siné-
cure, sauf qu'elle n'est plus perceptible aujour-
d'hui qu'à travers les rentiers de la légiti-
mité historique» (p110), «On n'écrit pas de la
même manière à 30, 40 ou à 70 ans parce qu'on
n'a pas la même acuité du regard sur les choses»
(p137), «En voulant, sous couvert d'une vision
autocentrée, nous soustraire à l'eurocentrisme,
voire à l'occidental-centrisme, nous fabri-
quons un danger mortel pour nous et pour les
générations montantes (...) C'est vous dire que
le lieu où on produit la connaissance importe
peu, c'est pour cela qu'il ne faudrait pas qu'on
ait ce rapport complexé au reste du monde»
(p149), «Le pouvoir politique est sur la défensi-
ve et gère l'existant. Le pouvoir politique actuel-
lement est un «goal» dans un match de foot, il
essaie d'éviter de se faire marquer des buts»
(p156), «La mosquée est là pour servir de théra-
pie de groupe, mais son effet s'arrête bien sou-
vent à la sortie» (p 161)

Citations : «En gros, il (Boumediene)gère
tous les secteurs d'où pourrait venir un coup
d'Etat et se désintéresse de ce qui constitue
des bombes à retardement dans le pays. C'est
à cela que l'on distingue un homme de pou-
voir d'un homme d'Etat» (p63), «Avec Bou-
mediene, on dénonçait, on frappait l'ennemi
sans avoir à le citer. Le nommer, c'était lui
reconnaître une existence formelle» (p98),
«En attendant, il fallait étudier et militer et ce
que l'on ne sait pas toujours, c'est que mili-
ter peut coûter de l'argent...» (p 156), «Le
totalitarisme commence par instiller puis cul-
tiver le doute entre les citoyens. A la fin, cha-
cun suspectant son proche, les énergies posi-
tives érodées finissent par muter en méfian-
ce puis en haine. Une société pouvait être
bloquée de l'intérieur» (p182), «Et qu'est-ce
que tu fais de la francité. Depuis quand as-tu
vu une chaise stable avec seulement trois
pieds (note : arabité, islamité et berbérété) ?
Il faut en finir avec les hypocrisies» (Remar-
que de Mohamed Boudiaf, lors d'un entre-
tien à la Présidence avec Saïd Sadi et Amara
Benyoune, mai 1992, rapportée par l'auteur,
p 211), «L'homme public qui n'avait pas une
grande culture historique ne pouvait être
d'une grande utilité. L'histoire commande de
toujours appréhender le passé, car ce qui a
existé influence toujours ce qui est ou qui va
advenir. Le responsable est tenu de construi-
re sa réflexion en référence à la mémoire des
peuples s'il veut éviter les désagréments des
réactions exacerbées dont les conséquences
sont toujours délétères sur les grands enjeux»
(p 237), «Un damné de la terre qui s'accou-
tume à sa condition est un esclave qui s'igno-
re» (p 302), «Dans l'Algérie du FLN, le pro-
blème existait quand on en parlait» (p 549)

tion, la revue «Tafsut», la rencontre avec la psy-
chiatre (1984), la création de la Ligue algérienne
des Droits de l'homme (juin 1985), les multi-
ples arrestations, procès et emprisonnements
(Berrouaghia, Lambèse, El Harrach...)... la grâ-
ce amnistiant... la propagation de l'islamisme...
la préparation de la création d'un parti...Un autre
défi... à quarante ans.

L'Auteur : Né le 26 août 1947, médecin psy-
chiatre... Militant, déjà très jeune pour la lan-
gue et la culture berbères, les Droits de l'hom-
me et les libertés démocratiques. Il fonde,
en février 1989, le RCD, parti social-démocra-
te laïc qu'il présidera jusqu'en mars 2012.
Il a été député (APN) et, aussi, candidat à
l'élection présidentielle. Auteur de plusieurs
ouvrages (dont Mémoires. La guerre comme
berceau, 1947-1967. Tome I. Editions
Frantz Fanon, 400 pages, 1200 dinars)

Sommaire : Avant-propos et... vingt cha-
pitres... de vingt à quarante ans.

Extraits : «Nous n'avions rien, nous n'étions
rien et nous voulions tout. Enfouie au plus
profond de nous-mêmes, inatteignable par les
discours officiels et insoluble dans le parti uni-
que, notre fierté était effectivement notre uni-
que ressourcement» (p 15), «Les trois supports
que nous avons ciblés à la rentrée 1968 : le
cours de berbère, la radio et la JSK» (p123),
«La fierté. La ferveur. Le bonheur. L'énergie et
l'appétence. Rien ne pouvait nous inhiber, rien
ne pouvait nous atteindre» (p 148)

Avis **Un «pavé» très riche, trop riche en
informations, en événements et...en
révélations... qui se lit d'un seul trait... On
attend avec impatience et curiosité un
tome III (1988-2012 ?) mais, par pitié, en
moins épais et se limiter à l'essentiel.**

fisant pour se faire une idée sur le
monde, sur notre monde, sur notre avenir.

D'abord, tout un chapitre sur «les Droits de
l'Homme dans le monde»... : En Afrique,
dans le monde musulman, en Palestine, la
justice pénale internationale, le panislamisme,
Islam et politique, les Talibans, l'Etat is-
lamique, les caricatures du prophète Moha-
med, la violence islamique en France...
Vingt-deux tableaux, parfois peu réjouis-
sants, souvent pessimistes, tous aux titres qui
parlent d'eux-mêmes. Puis «la Société civile
et les ONG», «La liberté et les libertés dé-
mocratiques», «Les élections», «la Décennie
noire, la tragédie nationale», le «Statut de la
femme : réparer une injustice», «Le systè-
me politique», «L'économie en panne», «La
justice aux ordres», «L'Armée au cœur du sys-
tème politique»... Une seule alternative : «La

démocratie»... tout en rappelant l'expérien-
ce de «l'ICSO, l'opposition rassemblée».

Et, pour ne pas oublier un de ses premiers
grands amours : «l'Algérie berbère» avec la
défense et l'illustration de «l'autonomie ré-
gionale» Et l'avenir ? D'abord par l'éduca-
tion, et grâce à un «peuple qui régnera en
maître de sa destinée».

Avis **Un voyage dans le temps et l'es-
pace. Un diagnostic sans con-
cession. Des «vérités» à prendre ou à
laisser, mais toutes essayant de ser-
vir une cause juste, celle de la liber-
té. Un livre certes irrévérencieux à
l'égard des tabous... mais l'élégance
de l'écriture fait oublier l'orienta-
tion... pour ceux qui ne sont pas
d'accord avec le «maître».**



“Rêve, travaille et
n'abandonne pas,
tu vaincras !”

Riyad Mahrez

NOUS SOMMES TOUS FIERs DE TOI, RIYAD

DJEZZY
جازي

Covid-19 : pourquoi l'épidémie flambe-t-elle à nouveau en Inde après une accalmie entre novembre et mars ?

Après une accalmie entre novembre 2020 et mars 2021, l'épidémie est très fortement repartie à la hausse en Inde. Comment l'expliquer ?

Le Journal du Dimanche

L'Inde est en proie à une deuxième vague de Covid-19 massive. Le nombre de nouvelles infections quotidiennes dépassant désormais ceux des États-Unis et du Brésil réunis. Le pic actuel est survenu après une brève accalmie : le nombre de nouveaux cas quotidiens était passé de 97.000 en septembre 2020 à environ 10.000 en janvier 2021. Cependant, à partir de la fin du mois de février, les nouveaux cas quotidiens ont recommencé à augmenter fortement, dépassant les 100.000 cas par jour. Deux mois plus tard, la barre des 200.000 cas est franchie (ndlr : voire largement dépassée : plus de 350.000 nouveaux cas ont été enregistrés en 24 heures le dimanche 25 avril). Les couvre-feux et les fermetures du week-end ont été rétablis dans certains États comme le Maharashtra, y compris dans la capitale économique du pays, Mumbai. Les services de santé et les crématoriums sont débordés, les kits de dépistage manquent, et les délais d'attente pour l'obtention des résultats s'allongent.

Comment la pandémie s'est-elle propagée ? Les habitants des quartiers pauvres et ceux dont les logements sont dépourvus de toilettes ont été les plus touchés, ce qui laisse supposer que le manque d'hygiène et la promiscuité ont contribué à la propagation.

Lors des débats sur les raisons de cette recrudescence des cas, un mot a dominé les discussions : laaparavaahee (en hindi), que l'on peut traduire par "négligence". Cette négligence incomberait aux individus qui ne portent pas de masques et ne respectent pas la distanciation sociale. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire.

La négligence peut aussi être vue en tant que l'absence quasi totale de réglementations ou, quand celles-ci existaient, que ce soit sur les lieux de travail ou dans les espaces publics, par leur manque d'applica-

tion. Les congrégations religieuses, sociales et politiques ont contribué directement à la propagation du virus par le biais de l'organisation d'événements superpropagateurs. Mais cela n'explique toujours pas complètement l'énorme augmentation des cas à laquelle nous assistons aujourd'hui.

En Inde, la deuxième vague coïncide également avec la propagation du variant dit "britannique". Un récent rapport a révélé que 81% des 401 derniers échantillons envoyés en séquençage par l'État du Pendjab comportaient la variante britannique du coronavirus SARS-CoV-2.

Par ailleurs, un variant porteur d'une nouvelle double mutation circule également en Inde, ce qui pourrait également contribuer à l'augmentation des cas. Des études ont en outre montré que certains variants pourraient être plus à même d'échapper à notre système immunitaire, ce qui signifie que le risque existe que des personnes immunisées ou précédemment infectées puissent être infectées ou réinfectées.

LE FAIBLE TAUX DE LÉTALITÉ INITIAL REVU À LA HAUSSE

Au cours de la première phase de la pandémie, l'Inde a été louée pour le faible taux de létalité lié à la Covid-19. Celui-ci était d'environ 1,5%. Cependant, dans son éditorial du 26 septembre consacré à la situation indienne, la revue scientifique The Lancet mettait en garde contre les "dangers d'un optimisme trompeur". En situation de pandémie, les autorités de santé publique attribuent généralement certains décès, dont les causes peuvent être complexes, à la maladie en cours. En avril 2020, l'Organisation mondiale de la santé avait pris la peine de clarifier la manière dont les décès liés à la Covid-19 doivent être comptabilisés :

"À des fins de surveillance, est considéré comme un 'décès dû à la Covid-19' un décès résultant d'une maladie cliniquement compatible, chez un cas probable ou confirmé de la Covid-19, en l'absence de toute autre cause évidente de décès sans lien



avec la maladie à coronavirus (par exemple, un traumatisme)."

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les autorités sanitaires des différents États de l'Inde ont tenu compte de ces recommandations pour comptabiliser les décès.

Après avoir été critiqués pour leur manque d'exactitude, de nombreux États indiens ont mis en place des comités d'experts pour réexaminer et vérifier les chiffres des décès dus à l'épidémie, et des corrections du taux de mortalité ont été apportées. L'ampleur du sous-dénombrement fait actuellement l'objet de recherches.

Les données de mortalité recueillies dans les districts indiquent que le taux de létalité a dépassé les 3,4 % dans plusieurs d'entre eux, comme le Maharashtra, le Punjab ou le Gujarat, et ce tant pour la première vague que pour la vague actuelle. Les taux de létalité dans certains des districts les plus touchés ont même été supérieurs à 5 %, ce qui est similaire à la situation des États-Unis.

QUELS SONT LES DÉFIS À RELEVÉ CETTE FOIS-CI ?

Dix États (sur 28) concentrent la majorité des cas et des décès (81%). C'est notamment le cas du Punjab et du Maharashtra. En outre, cinq États (Maharashtra, Chhattisgarh, Karnataka, Uttar Pradesh et Kerala) regroupent plus de 70 % des cas. L'infection semble cependant s'être à présent déplacée des grandes villes vers les petites villes et les banlieues, où les infrastructures sanitaires sont moins développées.

L'année dernière la stratégie gouvernementale de lutte contre la pandémie prévoyait la participation de fonctionnaires de tous les ministères (y compris les ministères autres que celui de la santé) aux activités de lutte anti-Covid-19, mais ces fonctionnaires ont depuis été renvoyés dans leurs ministères respectifs. Cela aura probablement un effet sur le dépistage, la traçabilité

et le traitement des cas. Qui plus est, les travailleurs de la santé doivent à présent s'occuper de la campagne de vaccination, en plus de s'occuper des malades.

ET MAINTENANT ?

Début mars, le gouvernement indien avait déclaré que la pandémie touchait à son terme. Un optimisme manifestement prématuré. Malgré le déploiement de la campagne de vaccination et l'administration de plus de 100 millions de doses de vaccins, 1% de la population du pays à peine est actuellement protégé par deux doses de vaccin. L'India Task Force s'inquiète en outre du fait que l'approvisionnement mensuel en vaccins, actuellement de 70 à 80 millions de doses, soit "inférieur de moitié" à l'objectif de 150 millions de doses par mois.

Les fermetures strictes et généralisées qui ont été mises en place ailleurs dans le monde ne peuvent être appliquées à toutes les régions de l'Inde, en raison de leur effet sur les travailleurs pauvres. En attendant d'atteindre une couverture vaccinale plus large, les mesures de confinement locales devront donc être renforcées. Il s'agit notamment de contrôler strictement les périmètres où sont censés s'appliquer ces mesures, afin de s'assurer qu'il n'y a pas de mouvement de population à l'intérieur ou à l'extérieur des zones où sévissent des épidémies locales. Il faut aussi s'assurer du respect des directives de confinement, en surveillant les domiciles des particuliers, et mettre en place des stratégies de recherche des contacts et de dépistage généralisées.

Il va sans dire qu'il faut abandonner l'idée d'organiser de grands rassemblements, tels que les meetings politiques ou les festivals religieux, même si certains ont eu lieu.

En attendant de pouvoir vacciner davantage de monde, la maîtrise de l'épidémie passera par un leadership fort et des stratégies décentralisées, axées sur les restrictions locales.

Projets, sorties, voyages... «La pandémie a-t-elle tué notre désir ?»



Tant que nous vivons, nous désirons : tel un moteur qui nous pousse à agir, qui nous met en mouvement, le désir est cette tension nécessaire qui nous fait aussi tenir debout. Curieusement, cela fait pourtant plus d'un an que la pandémie semble avoir mis entre parenthèses bien des désirs : des réalisations de projets aux envies de fêtes, de sorties, de voyages, le Covid-19 n'a pas seulement bouleversé nos quotidiens, il a aussi détruit nos désirs. «Malheur à qui n'a plus rien à désirer ! Il perd ainsi dire tout ce qu'il possède. On jouit moins de ce qu'on obtient que de ce qu'on espère et l'on est heureux qu'avant d'être heureux» : sage conseil de Rousseau, tiré de Julie ou la Nouvelle Héloïse (1761), qui pourrait parfaitement s'appliquer à cette période où tout semble nous manquer. Peut-on se figurer en effet que depuis un an, l'on soit privé de vie sociale, de vie culturelle, d'événements, de vie collective, et que l'on nous ait retiré du cinéma jusqu'à la piscine, du banquet de mariage jusqu'au café en terrasse ?

QUAND LE CONFINEMENT RECRÉE LE DÉSIR

Lors du premier confinement, la sidération a d'abord provoqué un regain d'intensité dans nos vies : l'irrégularité liée à l'exceptionnel suscite curiosité, attrait, étonnement, et, forcément, excitation.

«Nous désirons aujourd'hui ce que nous possédions avant la pandémie»

La privation a alors agi sur nous comme un frein nécessaire dans notre vie consumériste, un coup d'arrêt efficace : enfin nous éprouvions les manques les plus élémentaires. Cela faisait presque office de cure.

Audrey Jouglia, professeure certifiée de philosophie et auteure de plusieurs ouvrages, analyse l'effet des mesures sanitaires sur notre désir.

Voir ses amis, voir sa famille (elle qui pouvait parfois s'avérer pesante !), aller à son travail, échanger avec ses collègues lors de small talks, et voilà que les habitudes les plus entérinées de notre vie, soudain, venaient à nous manquer. Le manque permet alors de revaloriser, a posteriori, ce que nous avons perdu, mais aussi de tourner notre énergie vers d'autres domaines, jusqu'à présent délaissés. C'est ainsi que le bricolage, la cuisine, le rangement, la lecture, les jeux de société, ont été réinvestis et redécouverts par bon nombre de nos concitoyens.

En nous privant d'habitudes de vie et de lieux que nous ne désirions plus, comme le bar ou le musée, la pandémie a réinjecté du désir là où il n'y en avait plus, vérifiant cette citation extraite du Banquet de Platon : «Quand on ne croit pas manquer d'une chose, on ne la désire pas». Nous désirions aujourd'hui ce que nous possédions avant la pandémie, cette vie qui n'avait rien d'extraordinaire et à laquelle nous étions tellement habitués que nous n'en voyions plus ni les qualités ni les attraits.

LA PANDÉMIE NOUS ANESTHÉSIE

Si le désir provient du manque, alors devrions-nous, plus que jamais, être portés par ce désir : un désir de vie, de fête, de partage, une soif culturelle, une ivresse de voyages devraient bouillonner dans nos veines. Notre nature désirante devrait être poussée en ce moment à son paroxysme.

Au lieu de cela, une monotonie lourde semble avoir envahi les tempéraments les plus entreprenants, une lassitude a recouvert les esprits et un morne voile gris s'est abattu sur nos humeurs. Le désir est censé nous pousser à agir, nous mettre en activité, provoquant chez nous une inquiétude bé-

néfique, comme le souligne Locke dans Essai sur l'entendement humain (1689) : il s'agit du «principal, pour ne pas dire le seul aiguillon qui excite l'industrie et l'activité des hommes» (II, 20, 6). Pourtant, nous nous trouvons englués dans une passivité tissée de révolte, qui n'a même plus l'énergie suffisante pour éclore. La pandémie semble avoir anesthésié nos désirs, ainsi que nous-mêmes, nous plongeant dans une torpeur et une résignation dont on peine à sortir. Pourquoi ?

TEMPS SUSPENDU, APATHIE GÉNÉRALISÉE

Le désir ne fonctionne comme moteur que s'il permet la mise en œuvre de stratégies et d'actions dans le présent et dans le futur, pour obtenir ce que nous convoitons. Or, depuis un an, notre présent empêche toute réalisation : peu d'actions sont possibles, et ce, quel que soit le domaine d'activité. Qu'il s'agisse de faire des rencontres pour les célibataires, de démarrer une activité professionnelle, de réaliser un événement, public ou privé : tout semble en attente, suspendu, sur le mode du conditionnel.

«Nous ne pouvons pas compenser l'absence, le manque, ou la solitude en nous arrachant au présent pour nous tourner vers l'avenir»

Et c'est là que survient le deuxième problème temporel : l'impossibilité de projections dans laquelle nous sommes enlisées. «Tant qu'on désire on peut se passer d'être heureux» affirme Don Juan dans l'œuvre éponyme de Molière : certes, mais encore faut-il pouvoir visualiser une concrétisation possible, une finalité, un but atteignable.

Le temps dilué, au rythme des confinements, et l'ignorance d'une date butoir contrecarrent toute la vitalité propre au désir :

nous ne pouvons pas compenser l'absence, le manque, ou la solitude en nous arrachant au présent pour nous tourner vers l'avenir. Le seul moyen de surmonter cette apathie généralisée est alors de réinvestir le présent et de ne se concentrer que sur le temps que nous maîtrisons : l'immédiat, celui de la semaine.

RETROUVER LA VIE INTENSE ?

Aimer le quotidien dans sa répétition, la vie dans sa familiarité, désirer même l'ordinaire : tel est peut-être le défi des dernières semaines de restrictions qui nous attendent. Dans La vie intense (Autrement, 2016) Tristan Garcia analyse ces variations d'intensité que nous éprouvons.

«On pourrait d'ailleurs définir l'âge adulte comme cet âge de la vie où l'on apprend pour la première fois à ne plus expérimenter le monde pour la première fois et à y trouver tout de même une certaine intensité. (...) Afin de contrer la routine, je peux m'engager à tout vivre "comme si c'était pour la première fois". (...) Je dois alors faire l'effort de trouver un moyen intelligent de donner à chaque phrase prononcée, à chaque pas franchi, à chaque rencontre, l'éclat de l'inédit».

«C'est peut-être la leçon pleine de sagesse à tirer de cette longue année, nous incitant à continuer de désirer ce que l'on possède.»

L'inédit s'épuise à se chercher dans l'expérience nouvelle, systématique, ou dans la découverte. Une fois que nous pourrions de nouveau assouvir nos désirs, libérés des fermetures et des restrictions géographiques, n'oublions pas alors de réinvestir ce quotidien, et d'en faire une source de joie et pourquoi pas de désir. C'est peut-être la leçon pleine de sagesse à tirer de cette longue année, nous incitant à continuer de désirer ce que l'on possède.

Les petits plats de la charité

En remplacement aux tables de charité, interdites en raison de la pandémie, plusieurs initiatives ont été lancées pendant le Ramadan. Objectif : distribuer directement des repas gratuits aux plus défavorisés. Tour d'horizon.



Une vraie fourmilière. Dans cette cuisine de charité, des chefs préparent des repas tout au long du mois du Ramadan. Les bénévoles s'organisent pour concocter des plats pour l'iftar (repas de rupture du jeûne). D'autres préparent ceux du sohour (repas pris juste avant l'aube). Des plats à emporter pour venir en aide aux plus pauvres et aux plus vulnérables. De jeunes bénévoles sont en train de finaliser les repas : des assiettes pour la salade, d'autres pour les pommes de terre et la viande, d'autres pour le riz. Deux heures avant la rupture du jeûne, les files d'attente commencent à apparaître. Au bout d'une heure, les files s'allongent. Tous essaient de maintenir une certaine distance entre eux, une mesure de protection contre le coronavirus.

Depuis que la pandémie avait commencé à se propager l'année dernière, les tables de charité, très répandues en Egypte pendant le mois du Ramadan en guise d'aumône envers les plus démunis, ont été interdites pour éviter les contaminations. Avant la crise de coronavirus, 40 000 tables étaient organisées au Caire et servaient plus de 3 millions de citoyens, selon une étude publiée par l'Université d'Al-Azhar. De même, plus d'un milliard de L.E. étaient dépensées chaque année pour ces tables de charité, et quelque 10 000 volontaires étaient chargés d'organiser ces tables au Caire seulement. Il fallait donc tout faire pour trouver une alternative. D'où l'idée de distribuer des repas aux personnes en difficulté.

UNE AIDE PRÉCIEUSE

Ici, tout le monde attend patiemment pour bénéficier d'un repas chaud. Ici, les habitués aux tables se font nombreux. A eux s'ajoute une nouvelle catégorie : ceux dont les activités professionnelles ont été lourdement affectées par la crise due au coronavirus. Les distributions se multiplient et les files d'attente aussi. Les camions se garent et les bénévoles com-

encent à répartir les repas pour les habitants des quartiers populaires du Grand Caire : Al-Tabba, Manchiyet Nasser, Al-Hay Al-Tamen, Al-Hay Al-Acher, Al-Sayéda Zeinab, Al-Ghouriya, Al-Warraaq, Moqattam, Guesr Al-Suez, Al-Asmarate et bien d'autres. Fatma, 50 ans, veuve et femme de ménage qui habite à Manchiyet Nasser, a souvent des problèmes financiers. La crise sanitaire du Covid-19 a aggravé sa situation, car certaines familles se sont passées de ses services. Aujourd'hui, elle est obligée de recourir aux initiatives de charité pour nourrir ses enfants pendant le mois du jeûne. Abou-Mohamad, ouvrier à temps partiel, explique lui aussi à quel point ces repas distribués sont d'un grand secours pour lui et sa famille durant le Ramadan. «C'est tellement important pour nous d'avoir ces repas chauds, surtout durant le mois sacré, car nous n'avons pas les moyens d'acheter ce qu'il faut pour préparer des plats», témoigne cet homme de 40 ans, père de 4 enfants.

Ces repas chauds et gratuits sont servis durant le mois sacré par le biais de plusieurs initiatives lancées par un grand nombre d'ONG, d'hommes d'affaires, mais aussi des particuliers qui redoublent d'ingéniosité pour assurer et fournir aux plus démunis une ration alimentaire complète : un repas chaud à base de viande ou de poulet accompagné de légumes, de riz ou de pâtes, de la salade, ainsi que du lait caillé, de fruits, des dattes et du jus. Certains offrent deux repas en même temps, celui de l'iftar et du sohour, à l'exemple du bénévole Mohamad Baddar, propriétaire d'une société de commercialisation. «Nous avons l'intention d'offrir les deux repas pour aider les nouveaux pauvres, les personnes qui se sont retrouvées au chômage et les familles gravement touchées par la crise financière», lance cet homme d'affaires. «Un iftar nous coûte 200 L.E., un sohour entre 50 et 60 L.E. Cette ration suffit pour nourrir une famille de 4 personnes pendant 3 jours», explique Mohamad Baddar, qui a lancé cette initiative à Al-Asmarate. «Pour les gens qui sont dans le besoin, c'est une aide précieuse», dit-il avec modestie.

SOLIDARITÉ ET COHÉSION SOCIALE

En fait, ce genre d'action de bienfaisance s'est répandu ces dernières années pour éviter les conséquences de l'absence de tables de charité sur ceux qui comptaient dessus. Au cœur de la chaîne de solidarité, l'initiative Matbakh Al-Kheir (cuisine de charité), située à Khanka au gouvernorat de Qalioubiya, est lancée par un groupe de femmes bénévoles soucieuses d'aider les familles les plus vulnérables durant le mois du Ramadan. Cette initiative porte assistance à quelque 500 familles touchées par la crise économique et le chômage lié au coronavirus. Pour ces bénévoles, le Ramadan est l'occasion d'aider les oubliés et d'offrir à ces familles démunies des friandises supplémentaires. Parmi les bénévoles, Hussein, très convaincu de la responsabilité de chaque citoyen envers ces personnes qui souffrent et qui sont dans le besoin, mais aussi Hamada, chef cuisinier, qui consacre une partie de son temps à préparer des repas, avant de rejoindre sa famille au moment de la rupture du jeûne.

Chaque initiative utilise une ou deux cuisines pour préparer les repas de charité. Durant le mois du Ramadan, l'ONG Haya Karima (vie décente) sert chaque jour 150 repas, destinés aux familles démunies du quartier d'Al-Sayéda Zeinab, et prévoit 100 autres pour les habitants défavorisés de Boulak Al-Dakrou. Ces plats chauds sont préparés au sein de deux cuisines, la première est située au quartier d'Al-Sayéda Zeinab et la seconde à Boulak Al-Dakrou. Les chefs commencent à cuisiner dès 11h pour pouvoir terminer avant l'heure de la rupture du jeûne. «Ce mois de jeûne est un stage annuel d'approfondissement de la charité qui nous encourage, nous donne des pistes et nous guide pour toute l'année», explique Essam Abdel-Fattah, directeur de l'ONG Haya Karima, qui confie en quelques mots sa propre définition du Ramadan. Avec un grand sourire, ce fidèle, qui se prépare physiquement au jeûne, ajoute : «C'est un mois de partage durant lequel nous devons décupler nos bonnes actions de l'année». Il parle de partage car avec ses deux amis

intimes, ils se partagent à part égale tous les frais du projet Cuisine de charité. «Heureusement, dit-il, pendant le Ramadan, les dons sont plus importants, bien plus que les autres mois de l'année. De nombreux pratiquants décident d'accomplir leurs devoirs de charité, l'un des piliers de l'islam, durant cette période particulière. L'aumône (zakat) est déjà l'un des cinq piliers de l'islam, mais les fidèles insistent sur le fait de respecter cette exigence avec plaisir et dévouement durant le mois sacré».

L'EFFET POSITIF DU CORONAVIRUS

Ces deux dernières années, les actions se sont multipliées. La crise de coronavirus a créé une sorte de solidarité entre les citoyens, toutes classes sociales confondues. Mais si les initiatives sont nombreuses, les moyens demeurent limités. Et les bénévoles, qui craignent «un essoufflement de la dynamique de solidarité», lancent des appels pressants aux âmes de bonne volonté et aux associations caritatives. Car les besoins restent pressants. Et nombreux sont ceux qui estiment que le soutien aux familles nécessiteuses doit se poursuivre après le Ramadan. Un exemple, celui de l'initiative d'Asmaa, Table de bienfaisance, qui offre des repas à moindre coût durant le Ramadan. Elle prépare chaque jour 200 repas chauds aux familles touchées par la crise. Des repas concoctés chez elle dans sa cuisine et celle de sa soeur dans la région de Hadaeq Al-Maadi. «Notre manière de procéder est différente : les familles doivent verser le coût de chaque plat à bas prix et sans profit. Nous préparons trois menus : Le premier, composé de riz ou de pâtes avec de la viande, coûte 15 L.E., le deuxième d'un demi-poulet, accompagné de riz blanc ou de pâtes, s'élève à 25 L.E., et le troisième, dont le prix est 30 L.E., est préparé avec des légumes, un demi-poulet et du riz», précise Asmaa. «C'est ainsi que je peux aider les gens sans chercher le profit. Mais les besoins sont si importants qu'il va falloir poursuivre nos efforts après le Ramadan. Nous préparons déjà les cartons pour les autres mois de l'année», conclut-elle.

Préparatifs de la saison estivale La Commission d'inspection des plages à pied d'œuvre

Rachid Boutlelis

En application des directives du wali d'Oran, concernant les préparatifs de la saison estivale, la Commission de daïra chargée de l'inspection des plages, entame des sorties à travers les localités côtières allant de St Roch à la plage «Les Andalouses», a-t-on appris, hier, de sources proches de la commune d'Aïn El Turck. Ces inspections visent à établir un état des lieux de la situation des plages, et des infrastructures d'accueil des estivants, assurent nos sources. Outre l'établissement d'une liste des besoins en matière de prise en charge des estivants (douchettes, kits sanitaires...), la Commission s'attèlera à constater de visu le problème lié au déversement des eaux usées, et surtout l'atteinte au littoral par le biais de constructions illicites sur les plages, notamment les garages à bateaux et autres gargotes de fortune. Elle aura aussi, pour mission de dresser un état des équipements en place, notamment les douches et les toilettes installées l'année dernière. Nos interlocuteurs indiquent que les sor-

ties ne concernent pas uniquement les plages mais aussi les communes et localités balnéaires appelées à accueillir les estivants. Il faut signaler qu'en cette période de l'année, des tentatives de constructions illicites de baraques ou de transformation de certains garages à bateaux abandonnés, sont signalés par les habitants. Il s'agit généralement d'espaces qui peuvent être utilisés à des fins de création d'activités commerciales saisonnières. «Nous avons, à chaque fois, signalé ce phénomène qui se manifeste à la même époque de l'année, mais hélas le résultat est toujours le même. En été, ils sont, finalement, des dizaines à s'installer sur les plages et être la cause de leur enlaidissement, sans que cela ne semble plus offusquer quiconque», a fait remarquer, avec une pointe de dépit, un riverain de la localité de St Germain. Notons que ce malheureux état de fait a été, également, relevé et notifié sur un rapport de constat, établi par la Commission du Tourisme de la wilaya d'Oran, lors d'une visite d'inspection, effectuée, l'année dernière, qui a ciblé les plages de la contrée d'Aïn El Turck. En

effet, chaque été, au déplorable constat de ces hideuses masures, faisant généralement office de gargotes et autres commerces de saison, s'ajoute fort malheureusement, l'autre phénomène des supposés abris à bateaux, qui sont en réalité destinés à des activités illicites. Un phénomène, dans un phénomène, qui s'impose sur les plages de ladite municipalité, à l'instar de celles d'El Ançor et Bousfer et ce, avec tous les impacts négatifs, sur le cadre de séjour des vacanciers, engendrés à travers la perpétration de cette transgression qui porte atteinte à l'environnement. De la petite localité de St Roch à celle de Bousfer, aucune plage ne semble avoir été épargnée par cette infraction. Notons que les éléments de la Police judiciaire, relevant de la Sûreté de daïra, ont plus d'une fois procédé à des contrôles, ayant ciblé de pseudo-abris de bateaux, dans la municipalité d'Aïn El Turck et ce, pour déloger des délinquants, qui y ont trouvé refuge. Des poursuites judiciaires ont été notifiées par les éléments de la PJ contre les contrevenants qui ont été interpellés, lors de ces opérations 'coup de poing'.

Office national de l'enseignement et de la formation à distance

Près de 11.500 apprenants concernés par l'examen d'attestation de niveau

J. Boukraâ

L'antenne de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD) a annoncé que l'examen d'attestation de niveau au profit des apprenants se déroulera le 18 mai en cours. Près de 11.500 apprenants sont concernés par les épreuves (cycles moyen et secondaire) de fin d'année scolaire pour le passage en classe supérieure. Ces derniers sont appelés à retirer leurs convocations. A cet effet, une commission a été installée pour superviser toutes les opérations liées à l'examen dont la sélection et la désignation des cen-

tres d'examens jusqu'à l'annonce des résultats.

La commission a désigné 40 centres d'examen, de collecte et de correction parmi les établissements d'enseignement et ceux de rééducation et a mis en place un staff d'encadrement et veillera aussi à réunir des moyens humains, matériels et sécuritaires pour assurer le bon déroulement de l'examen en coordination avec les institutions concernées et l'intervention en cas d'imprévu ainsi que l'organisation d'une réunion de coordination avec les chefs de centres d'examen et de correction. L'examen porte sur les matières enseignées dans les

différentes filières du moyen et du secondaire et vise l'évaluation des acquisitions des apprenants durant cette année scolaire. Ces épreuves seront encadrées par des fonctionnaires du secteur de l'Education nationale. Cet examen permet aux apprenants par correspondance d'obtenir un document officiel attestant leur niveau qui leur permettra d'être admis en classe supérieure, de passer des concours ou d'obtenir une promotion professionnelle. Il se déroule dans le même cadre des dispositions régissant les examens officiels et relatives à la surveillance, la confidentialité des sujets et la correction.

Un provisoire qui dure depuis plus de 20 ans Une soixantaine de familles recasées dans l'ex marché couvert d'Es-Senia

D. B.

Les familles occupant un ancien marché couvert dans la localité de Aïn El Beida, dans la commune d'Es-Sénia, interpellent le premier responsable de la wilaya d'intervenir pour procéder à leur relogement dans des habitations décentes. Elles sont une soixantaine de familles qui occupent ce site depuis plus de deux décennies, selon une représentante de ces familles. Il s'agit de familles sinistrées recasées provisoirement en attendant leur relogement. Malheureusement pour ces familles, ce provisoire dure maintenant depuis plus de vingt ans. Ces habitants déclarent vivre le calvaire depuis qu'ils occupent ces baraques de fortune, un calvaire qui ne cesse de s'aggraver de jour en jour. Odeurs nauséabondes, ordures

et eaux usées sont, entre autres, les facteurs qui rendent leur vie impossible. «Nous craignons pour les enfants des maladies, des infiltrations des eaux, de la saleté ambiante», dira une mère de famille. «La commission de recensement de l'habitat précaire nous a recensés mais à ce jour rien n'a été fait pour nous. Nous avons à maintes reprises sollicité les autorités locales pour prendre en charge nos doléances et, malgré leurs promesses, rien n'a été fait», dira cette dame qui occupe une maison de fortune dans ce marché transformé bidonville depuis plusieurs années. Pire encore les eaux usées, les serpents, toutes sortes de bestioles font partie de leur quotidien. Les occupants de ce marché délabré ont interpellé le wali d'Oran, pour les intégrer dans les opérations de relogement

des familles dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire. Les familles assurent qu'après avoir frappé à toutes les portes en quête d'un relogement, ils n'ont d'autres choix que de lancer un appel pressant au premier responsable de la wilaya pour se pencher sur leur cas. Signalons que d'autres familles sont recasées dans l'ex Hospice des personnes âgées de Aïn El Beida, plus connu sous l'appellation de «Dar El Aadja», depuis plusieurs années, mais qui n'ont toujours pas été relogées.

Ces familles ainsi que d'autres ont organisé plusieurs actions de protestation devant le siège de l'APC et de la daïra d'Es-Senia pour revendiquer un relogement, à l'instar des familles relogées de plusieurs bidonvilles de la même daïra et celle de Sidi Chahmi.

Les habitants dénoncent la dégradation du cadre de vie La cité «350 logements» d'Aïn El-Turck envahie par les eaux usées

Rachid Boutlelis

Des représentants de locataires d'une aile de la cité des '350 logements sociaux', longeant en partie le répugnant regroupement de constructions illicites, communément appelé «la foire», nichée en plein cœur du chef-lieu de la daïra, se sont rapprochés, hier, du «Quotidien d'Oran» pour dénoncer vivement le putride enfanté par l'envahissement des eaux usées, fruit d'un bâclage de travaux d'une opération de réhabilitation.

En effet, selon le constat établi sur les lieux, l'obstruction d'un réseau d'assainissement, ayant été à l'origine de l'envahissement des caves par les eaux usées gluantes, puantes et noirâtres, dégageant une odeur nauséabonde et dont le niveau dépasse plus d'un mètre, se sont transformés en un lieu où se reproduisent les insectes, qui infestent exécrablement leurs logements.

«Nous sommes grandement inquiets, plus particulièrement en ces temps de pandémie de la Covid-19. Et comme le ridicule ne tue point, nous sommes, en plus durement et sordidement confrontés depuis plusieurs mois aux intermittentes et intempêtes coupures d'eau. Cette situation morbide perdure depuis une année. Nous dénonçons l'insolente indifférence à notre égard des responsables concernés et ce, en dépit de nos multiples doléances», se sont insurgés nos interlocuteurs avec amertume et répulsion. Selon le constat fait au bloc 19 de cette cité-dortoir, réceptionnée au cours de l'année 1985, où est

répertoriée la détérioration sur le réseau d'assainissement, une odeur pestilentielle émanant des caves submergées par les eaux usées, agresse violemment l'odorat du plus imperturbable.

Au sein de cette cité, les espaces verts et les aires de jeux pour enfants font partie d'une chimère. Les carrés séparant les blocs sont exécrablement tapissés de touffes d'herbes folles jaunâtres et autres détritus, qui se transforment, à la nuit tombée, en point de ralliement pour les chiens errants, les chats et les rats. La déliquescence du cadre de vie choque.

En ces lieux sordides les locataires se sont forcément lassés de concocter des volontariats pour tenter, un tant soit peu, d'embellir leur lieu de résidence. La chausée de la rue Hamdaoui Ali, longeant partiellement toute une façade dudit bidonville, faisant face à une aile de cité des '350 logements sociaux', est tapissée de gluant, provenant des regards éventrés, qui vomissent à longueur d'année des eaux fétides, empestant toute cette zone.

«Des ouvriers d'une société sous-traitante ont procédé à des travaux d'une manière insensée et baroque. Une absurde insanité sans pareil ! Après avoir vidangé, les eaux usées ont été carrément versées sur l'espace entourant les bâtiments et ce, avec toutes les conséquences indésirables, notamment en ces temps de crise sanitaire, sur le cadre de vie et environnemental de notre lieu de résidence », ont encore déploré avec une humeur bilieuse nos interlocuteurs.

Deux magasins proposés à la fermeture à la rue de la Bastille Saisie de 500 kg de produits alimentaires périmés



J. Boukraâ

Lors d'une opération de contrôle des commerces menée par le bureau d'hygiène du secteur urbain 'El Emir', en coordination avec les éléments de la police de la 16^{ème} Sûreté urbaine et le bureau d'Oran de l'Organisation algérienne de la protection et de l'orientation du consommateur (APOC), pas moins de 500 kg de différents produits alimentaires périmés ont été saisis.

Cette marchandise, composée de différentes marques de chocolat, fromage, additifs pour la préparation de gâteaux, margarines, pâtes, friandises, thé, laitentre autres, a été proposée à la vente dans deux magasins de la rue de la Bastille. La marchandise en question a été

saisie et des propositions de fermeture des deux magasins ont été formulées aux services concernés. A Oran avec la hausse de la consommation, durant le mois de Ramadan une multitude de produits d'origine douteuse apparaissent sur les étals.

La direction de Commerce a lancé une campagne pour sensibiliser les consommateurs mais aussi les commerçants sur l'importance du respect des règles de conservation et de vente de certains produits. Une campagne axée, essentiellement, sur la prévention contre les dangers des intoxications alimentaires, le respect des conditions de conservation (notamment la chaîne de froid), la lutte contre l'exposition et la vente des denrées alimentaires sur la voie publique, ainsi que sur le respect des conditions d'hygiène.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Marouane Omar, 19 ans, Sidi Bel-Abbès
Mechaout Zouina, 90 ans, Protin
Marouf Fatima, 45 ans, Bir El Djir
Boudali Samia, 22 ans, Haï Bouâmama

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 ramadhan 1442				
El Fedjr 04h30	Dohr 13h00	Assar 16h47	Maghreb 19h58	Icha 21h27



TIARET

Intempéries : des grêlons gros comme des noisettes

El-Houari Dilmi

Les importantes précipitations qui se sont abattues sur le sud de la wilaya de Tiaret, dans la nuit de lundi à mardi, ont causé d'importants dégâts. En effet, des grêlons gros comme des noisettes sont tombés à Aïn Dheb, à quelque 70 kilomètres au sud de Tiaret, causant des dégâts importants aux voitures, toitures de maisons et même les cargaisons de fruits et légumes stockés à l'air libre.

A Médriassa, à 60 kilomètres au sud de Tiaret, un oued est sorti de son lit pour inonder une bonne partie de la ville. Plusieurs interventions ont été effectuées par la protection civile pour pomper l'eau des habitations immergées par les flots. L'obstruction des avaloirs de cette localité steppique a failli provoquer une véritable catastrophe tant la montée des eaux a atteint jusqu'à un mètre par endroits.

En avril 2018, trois membres d'une même famille dont deux enfants sont morts après avoir été emportés par les eaux de l'oued en



crue dans la commune d'Aïn Bouchekif. De nombreuses constructions érigées sur les lits ou à la lisière des oueds n'ont toujours

pas été éradiquées, comme dans les communes de Aïn Dheb, Médriassa ou Tounina, déjà frappées par le passé par les inondations meurtrières.

A noter que le réseau hydrologique de la wilaya est d'une longueur de près de 2.000 kilomètres dont près de 900 constitués d'oueds permanents comme l'oued Touil, l'oued Mina et Nahr Ouassel et plus de 1.000 kilomètres pour les oueds intermittents, avec une moyenne de 400 à 420 millimètres de précipitations par an.

Découverte de carcasses d'ânes

Grande fut la surprise des automobilistes qui ont découvert, abandonnées sur le bas-côté de la route, des carcasses d'ânes désossées. En effet, des carcasses et des têtes de baudets ont été découvertes jetées sur la route, en direction de la localité de Tagdempt. Surpris par la découverte, des automobilis-

tes ont prévenu aussitôt la Gendarmerie nationale. Intervenant en plein mois sacré du Ramadhan, cette découverte... qui donne la nausée, a suscité une vive inquiétude chez le commun des consommateurs. Une équipe de vétérinaires a été dépêchée sur place pour tirer cette affaire au clair. **E. H. D.**

TLEMCEM

Centres d'enfouissement: le poids des créances impayées

Khaled Boumediene

L'entreprise publique de wilaya de gestion des Centres d'enfouissement techniques (CET) des groupements de Tlemcen (12 communes), Ghazaouet (trois communes) et Maghnia (4 communes) ainsi que des cinq décharges contrôlées de Béni Boussaïd, Sebdo, Béni Snous, Béni Smaïel et Aïn El Hout (Chetouane) est confrontée un vrai casse-tête des créances importantes impayées. Certaines communes qui déversent leurs déchets solides et ménagers dans ces CET n'ont pas honoré leur paiement forfaitaire annuel depuis l'année 2014, selon un groupe de travailleurs de cette entreprise qui emploie près de 110 salariés. « Le recouvrement des créances des communes qui sont sous la couverture de nos CET est un problème central dans la gestion de notre entreprise. Notre emploi est vraiment menacé à cause de cette situation de dettes des communes qui s'élè-

vent à plusieurs milliards ! Nous craignons que notre entreprise tombe un jour en faillite ! », se lamentent ces employés.

Contacté sur ce sujet, Ahmed Zaoui, directeur de cette entreprise implantée à Saf-Saf (Chetouane), a expliqué que « plusieurs requêtes ont été adressées aux présidents d'APC concernés pour les inciter à payer leurs dettes. Nous avons des charges des salaires des travailleurs et des charges sociales et fiscales. Jusqu'à quand nous devons continuer à fonctionner avec cette spirale de dettes ? ». Et d'ajouter : « récemment nous avons décidé de ne pas autoriser les camions de l'APC de Hammam Bouhrara à décharger les déchets de cette commune au niveau du centre d'enfouissement technique implanté le long de la nouvelle route de Chiguer. Mais, le président de cette APC qui refuse de payer ses dettes a même donné ordre aux chauffeurs des camions chargés des rotations quotidiennes de déverser les

déchets de sa commune à même le sol et devant la porte d'entrée de notre CET ! De tels agissements sont très graves ! Nous ne pouvons plus tolérer ce genre de comportements irresponsables qui nuisent à l'environnement ! Nous sommes une entreprise publique comme l'ADE, la SDO-Sonelgaz ou Algérie Télécom, qui doivent recouvrer leurs créances ! Pourquoi ces communes ne veulent pas s'acquitter de leurs dettes ? Il y a une instruction du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales très claire là-dessus et qui oblige les présidents d'APC à payer leurs dettes aux entreprises de gestion des centres d'enfouissement techniques. Mais, certains présidents d'APC ne jouent pas le jeu et ne tiennent pas suffisamment leurs engagements vis-à-vis de notre entreprise, mais cette situation ne doit plus durer ! ». A noter que le centre d'enfouissement technique de Saf-Saf reçoit quotidiennement plus de 500 tonnes de déchets ménagers.

NÂAMA

Un automobiliste cerné par les eaux sauvé

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Naâma ont effectué, dans la nuit de mardi à mercredi, plusieurs interventions pour ouvrir des routes inondées par les eaux pluviales et évacuer les eaux infiltrées dans des habitations suite aux fortes averses orageuses enregistrées et le débordement de certains oueds, a-t-on appris de ce corps constitué.

Les services de la protection civile qui n'ont enregistré aucun dé-

gât humain ou matériel suite à ces intempéries, ont intervenus pour sauver une personne à l'intérieur de son véhicule, cerné par l'eau de l'oued Tirkount, à 10 km au nord d'Aïn Sefra.

Les mêmes éléments ont également effectué des contrôles de l'état des routes pour faciliter la circulation à travers des points inondés par les eaux des oueds de Remtha, Redjimet, Mechirat Gueti, au niveau de la RN 47, à Assla, au ni-

veau de l'oued Laardid à Aïn Benkhelil où les crues ont bloqué la circulation entre le village de Sidi Moussa et Thenia Chiyakha, menant vers la commune de Sfisifa.

Au niveau de la commune de Djenine Bourezk, les services de la protection civile ont enregistré une difficulté de circulation au niveau du chemin vicinal menant vers Belghrad de Sfisifa en raison des crues de l'oued Founassa, sans relever de dégâts.

CHLEF

Faculté de médecine : une commission d'experts tranchera

Abbad Miloud

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelbaki Benziane, a effectué ce mardi une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Chlef. La première étape de la visite a été le pôle universitaire d'El-Hassania dans la commune de Chlef où il a procédé à l'inauguration de 6.000 places pédagogiques ainsi que deux résidences universitaires totalisant 3.500 lits. Le représentant du gouvernement a visité plusieurs structures du pôle en exprimant sa satisfaction. Le wali a exigé des responsables concernés de prendre toutes les dispositions qu'ils jugent nécessaires pour que l'ensemble des structures du pôle soient opérationnelles le mois de septembre prochain.

Il est à signaler que pour l'institut maritime de Ténès, d'une capacité de 1.000 places pédagogiques, l'équipement est en cours. Concernant la résidence universitaire d'une capacité de 500 lits, les travaux sont sur le point d'être achevés.

Ces nouvelles infrastructures auxquelles s'ajoutent celles déjà existantes au pôle universitaire de Ouled Farès, le centre-ville

et Bocca Sahnoun feront que la prochaine rentrée universitaire aura lieu dans des conditions normales sur les plans des infrastructures pédagogiques et de l'hébergement. Le pôle universitaire s'étend sur une superficie totale de 45 hectares et est situé à proximité de l'autoroute Est - Ouest. Il est extensible pour atteindre 21.000 places pédagogiques et 5.500 lits. Concernant une question posée pour l'ouverture d'une faculté de médecine, le ministre a répondu qu'une commission composée d'experts en la matière est en train de procéder à une étude approfondie pour toutes les wilayas qui en ont fait la demande. La création d'une faculté de médecine est conditionnée par l'existence d'un CHU et un encadrement en nombre suffisant. Deux ministères sont concernés, en l'occurrence ceux de l'Enseignement supérieur et de la santé, a-t-il précisé.

La délégation ministérielle s'est rendue l'après-midi au pôle universitaire de Ouled Farès où le ministre a présidé une rencontre qui a regroupé toute la communauté universitaire (encadrement, syndicats, organisations estudiantines...). Plusieurs points y ont été débattus.

MOSTAGANEM, RELIZANE

L'eau dessalée pour 11 communes

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a procédé, mardi à Mostaganem, à la mise en service du système d'approvisionnement en eau dessalée de 11 communes des wilayas de Mostaganem et de Relizane.

Le ministre, qui était accompagné du wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia et du wali de Relizane Attalah Oulati, a déclaré que ce projet, réalisé en un temps record (5 mois) par une entreprise publique, contribuera à améliorer le service public de l'eau et sécuriser la Dabra ouest, une région connue une perturbation en approvisionnement de cette ressource vitale, après un recul sensible du barrage «Kramis».

Bénéficieront de cette eau au quotidien et sans coupure, près de 290.000 habitants de huit (8) communes de Mostaganem, à savoir Achaacha, Khadra, Ouled Boughalem, Nekmaria, Sidi Ali, Hadjaj, Benabdelmalek Ramdane et Sidi Lakhdar, ainsi que trois (3) communes de Relizane, à savoir Sidi M'hamed Benali, Beni Zentis et Mediouna, le tout pour un coût financier de près de 990 millions DA.

M. Mihoubi a indiqué que la stratégie actuelle du secteur des ressources en eau s'appuie sur la mise en œuvre de plusieurs alternatives pour alimenter les populations en eau potable, qu'il s'agisse de sources conventionnelles ou non conven-

tionnelles et également pour sécuriser le service public au profit des citoyens.

A ce propos, le ministre a fait savoir que les capacités nationales de sources non conventionnelles (eau de mer dessalée) atteindront 2 milliards de mètres cubes par an en 2030 après la réalisation d'un nombre de stations de production d'eau dessalée. Ce futur programme permettra un meilleur usage des différentes sources d'eau et de sécuriser l'alimentation des citoyens de façon définitive, avec l'exploitation des eaux épurées pour l'irrigation agricole et les projets de transformation.

M. Mihoubi s'est enquis, à la faveur de sa visite dans la wilaya de Mostaganem, d'un projet d'aménagement d'Oued Aïn Sefra sur une distance de 5 kilomètres pour un coût global de 1,9 milliards DA, a insisté sur la nécessité d'appliquer la loi inhérente aux entreprises défaillantes et a donné son approbation en soutenant le restant des travaux de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Dans la commune de Sidi Ali, le ministre a inspecté une station de traitement et d'épuration des eaux (STEP) qui est entrée en exploitation il y a quatre ans. Il s'agit de la seule parmi les 9 installations similaires dans la wilaya qui fonctionne avec une capacité totale de près de 90.000 mètres cubes par jour, a-t-on indiqué.

APARTEMENTS

■ Couple sans enfants cherche Location pour habitation à ORAN ou les environs – Tél : 0555.20.05.90

■ A vendre F2 – Sup. 56 m² - Salon + Chambre + Salle de bain + WC + Séchoir - 9^{ème} étage avec Ascenseur dans un bloc très calme - 4^{ème} Périphérie près rond-point Dubaï à Hai El Yasmine - ORAN - Tél : 0540.29.00.47 - 0776.42.14.80

■ Je vends un Studio à l'USTO (ORAN) - Acté - Chambre à coucher + petite Cuisine - Avec Toilettes et Salle de bain - Le prix : 415 Unités Négociable – Tél : 0556.81.01.65

■ Mets en location 18 Appartements équipés dans un immeuble privé à Aïn El Turck - Idéal pour Personnel de Société et même pour Particulier – Tél : 0770.20.74.30

LOCAUX

■ A vendre au Centre-ville ORAN : 1 Local de 21 m² avec Sanitaires Rue de la Vieille Mosquée + 1 Local de 38 m² avec Sanitaires et deux Façades à la Rue Mirauchaux. Bien fini – N° Tél : 0696.01.08.18

■ Loue : Local de 28 m² parallèle Rue Mirauchaux ORAN en descendant au centre-ville vers Direction de la Jeunesse et des Sports - avec WC et Devanture – 20.000 DA par mois – Tél : 0560.23.47.40

■ Nous vous proposons des Locaux commerciaux idéalement situés au cœur d'ORAN ainsi que plusieurs Surfaces à usage de bureaux disponibles à la vente – Appelez le : 0699.51.20.31 – 0699.51.20.50

■ A vendre à Bel Air - ORAN à 50 m du Bd Froment Coste : Local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1^{er}) - Acté - Entrée indépendante + place Parking / Au RDC : Bureau PDG - Gd Open Space - 2 SDB - Convient Fonction libérale + Lignes téléphoniques et Wifi – Prix : 1 Md 950 - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends Hangars de 2.500 m² à ORAN - EL KERMA + Loue Hangars de 2.500 m² et 1.200 m² à EL KERMA - ORAN – Tél : 0550.94.90.88

■ Loue Local de 250 m² avec 2 niveaux - Etat neuf - Bien situé - Convient à : Superette - Pharmacie ou autres - Hippodrome Bel Air - ORAN - Tél : 0542.56.77.89 - 0771.05.06.27

VILLAS

■ Vends Maison à Sassel (W. AÏN TEMOUCHENT) de 100 m² en R+1 avec deux façades + Puits + Cour (possible Garage) - Tél : 0558.71.06.57

■ A vendre Villa à Fernandville - ORAN de 262 m² - RDC + 2ème étage + Sous-sol - Composée de : 8 Pièces + 4 SDB + Hammam + Terrasse - Tél : 0661.92.48.00

■ Vends ou Loue : Carcasse R+5 au centre-ville ORAN - Convient à usage médical ou école – Tél : 0662.59.87.48

TERRAINS

■ A vendre Terrain à Canastel (ORAN) très bien situé en pleine forêt - 168 m² - Lotissement ENAKHIL - Contacter le numéro : 0561.64.22.44

■ Vends des beaux Lots de Terrain - Sup. 150 m² - 300 m² et 500 m² avec 1 seule façade et 2 façades - Très bien situés à DOUAR BOUDJEMAË (CHOURBA) ORAN – Tél : 0559.34.20.35 / 0779.26.41.67

VEHICULES

■ A vendre : CHEVROLET CAPTIVA - Année 2008 - Toutes options - Climatisée - Grise métallisée - à Bir El Djir (ORAN) - Tél : 0777.03.13.74

EMPLOIS

■ Etablissement inscrit dans la Restauration recrute : - 1 Cuisinier qualifié avec expérience – Contacter : 0556.34.53.89

■ Salon de coiffure Dames à ORAN - Seddikia cherche Coiffeuses et Coiffeuses stagiaires – Contacter : 0550.74.88.18

■ Professeur de français expérimenté donne Cours aux étudiants qui ont le Bac cette année en 2021 - N° Tél : 0659.97.46.85

■ Atelier de couture, à Oran Choupot, recrute couturier point droit en couture traditionnelle, exp et diplôme – tél : 0549.82.77.89 ou envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com

DIVERS

■ ORAN - Cause départ - Etranger vend : Salle à manger 3 pièces (Table + Bahut + Vaisselier en coupe d'orme + Salon complet (4 Sideri + Matelas + Table) + 1 Plaque cuisson 2 feux électrique - ORAN – Tél : 0559.66.03.72

■ Prends en charge des Travaux de : Démolition - Gros œuvres - Maçonnerie générale - Aménagement - Rénovation... Fourniture et Pose - Clés en main – Tél : 0794.30.39.03

■ Location Licence de Café - Contacts : 0794.23.43.49 / 0558.28.83.34

PENSÉE

A notre très chère défunte **BELHOUT Mimouna**
En ce jour, s'écoulèrent 2 années de la disparition de notre très chère défunte **Mimouna BELHOUT** née le 05/02/1948. Ton fidèle époux **HORRI Ahmed**, tes enfants **Halima et Aziz**, et les petits-enfants **Alaa, Kawthar, Yacine et Ahmed** ne pourront jamais t'oublier. Tu as laissé un vide irremplaçable. Nous prions ALLAH de te couvrir de Sa Clémence et de Sa Miséricorde.
Que tous ceux qui l'ont connue pour sa bonté et sa gentillesse aient une pieuse pensée à sa mémoire.
HORRI Ahmed



BOUIRA

La hausse des prix des fruits, légumes et viandes persiste

Farid Haddouche

Les prix de divers produits de consommation dans la wilaya de Bouira n'ont pas cessé d'augmenter depuis le début du mois sacré, car les prix des légumes et des fruits en particulier, et de la viande blanche et rouge, ont considérablement augmenté, mettant le citoyen ordinaire dans l'embarras, en particulier les catégories à faible revenu et vulnérables.

En conséquence, les consommateurs réclament l'intervention des services concernés pour frapper d'une main de fer et punir les commerçants opportunistes, ainsi que pour contrôler les prix de certaines denrées alimentaires largement consommées dont les prix sont d'une exagération excessive. Car selon les citoyens, le prix de

la pomme de terre variait entre 70 et 90 DA, et le prix de la courgette par exemple, qui est très demandée pendant ce mois sacré pour son utilisation dans certains plats du Ramadan coûte 120 DA, et la même chose pour les oignons qui ont été touchés par la hausse et leur prix a varié entre 45 et 60 DA le kilogramme, les haricots verts ont bondi à 260 DA, alors que les tomates restent enflammées après avoir dépassé 160 DA le prix du kilogramme. Les petits pois sont à 145 DA et les artichauts 160 DA, la laitue à 110 DA. Alors que les piments et les poivrons étaient connus pour être stables, ils ont atteint désormais 140 DA le kilogramme, tandis que les prix des concombres et des carottes sont plus ou moins stables à 70 DA le

kilogramme, ce qui est fréquemment utilisé pendant le Ramadhan, tandis que le prix de l'ail dépassait 400 DA par kilogramme, bien que nous ayons remarqué une grande abondance sur les marchés, mais par contre, la baisse des prix n'a pas suivi.

Sans parler des prix de certains fruits, qui ne se sont pas encore stabilisés, et leur prix diffèrent d'un marché à l'autre. Le prix de la pastèque rouge atteignant 150 dinars le kilogramme, les oranges 160 dinars, comme pour les bananes 320 dinars.

Concernant la viande rouge, le prix d'un kilogramme d'agneau atteignait 1.600 dinars, la viande de veau 1.400 DA et la viande de chèvre 1.100 DA, tandis que les tripes étaient estimées à 1.000 dinars. Le prix du poulet est à 310 dinars le kilogramme.

EL TARF

Vol de bijoux : deux individus déguisés en femmes arrêtés

Les services de la sûreté de la wilaya d'El Tarf ont arrêté deux individus déguisés en femmes pour le cambriolage de bijouteries situées dans la commune de Dréan, a-t-on appris mardi auprès du chargé de la communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Abdelaziz Oussama.

Agissant sur la base d'une plainte émanant de la victime, un bijoutier, les services de la police judiciaire

ont ouvert une enquête qui a abouti à l'arrestation d'un premier suspect vêtu d'un djilbeb et portant un sac de femme dans lequel des armoiries blanches prohibées étaient dissimulées, a précisé la même source, indiquant que ce dernier a été "formellement identifié" par la victime. Son complice a été aussitôt appréhendé et les objets (plusieurs bijoux) volés ont été restitués, a-t-il indiqué.

Poursuivis pour «association de malfaiteurs spécialisés dans le vol de bijouteries sous la menace», les deux mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan, a indiqué le lieutenant Abdelaziz Oussama, rappelant les nombreux efforts déployés durant cette période de carême pour la protection des citoyens et de leurs biens.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 ramadhan 1442				
El Fedjr 04h10	Dohr 12h45	Assar 16h33	Maghreb 19h44	Icha 21h14

Publicité



Société privée installée à Oran
Recherche collaboration d'un Cabinet d'avocats et conseil juridique

Pour les missions suivantes :

- assister, conseiller, démarcher et représenter la Société devant les différentes juridictions algériennes, en matière de contentieux, civil et commercial.

Transmettre offre à : norc.activ25@gmail.com

OFFICE PUBLIC DE MAITRE BENHAMED ABDELLATIF
COMMISSAIRE-PRISEUR PRÈS LE TRIBUNAL ET LA COUR DE TLEMCEEN
BT-B N°09 RESIDENCE EL-BAHDJA – IMAMA - TLEMCEEN
TEL&FAX : 043.22.10.63 & 0559.14.11.27

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

شروط البيع: البعوض بدون ضمان. كل من يرغب المشاركة في المزاد وزيارة العتاد ملزم باقتناء دفتر الشروط من مكتب محافظ البيع بالمزاد مقابل دفع مبلغ 1000 دج وبلداع التعهدات المختومة مع مبلغ ضمان مؤقت لكل حصة يريد المشاركة فيها حسب الجدول المبين بدفتر الشروط المعد خصيصا لذلك نقدا أو بصك بنكي مؤثر عليه لدى مكتب محافظ البيع قبل الساعة 16.30 لآخر يوم قبل المزاد ولا يقبل أي تعهد يوم المزاد. لا تسترجع مبالغ الضمان إلا في حالة عدم رسو المزاد على المعني عن كل حصة كما هو مبين في دفتر الشروط. ولكل معلومات إضافية يرجى الاتصال بمكتب محافظ البيع بالمزاد.

Le Jeudi 20 Mai 2021

A 09 heures du matin: Au profit de APC de Tlemcen

Lieu de visite et vente : Zone Industrielle Tlemcen

N°	DESIGNATION	SERIE N°	IMMAT
01	CAMION BENNE TASSEUSE SONACOME K 66	VEE31675	28-204-13
02	CAMION BENNE SONACOME K 66	VEE333384	152-205-13
03	CAMION BENNE SONACOME K 66	VEE33290	150-205-13
04	CAMION CITERNE SONACOME K 66	VEE27258	14-2597-13
05	CAMION SONACOME K 66 NACELLE	VEE34676	79-209-13
06	CAMION SONACOME K 120 AMPLICOL	KFR22111	151-205-13
07	CAMION BENNE SONACOME K 120	KFR17296	17-298-13
08	CAMION CITERNE SONACOME K 120	KFR21281	114-204-13
09	CAMION BENNE SONACOME K 120		98-204-13
10	CHASSIS CAMION SONACOME K 120 AMPLIROLLS	KFR13614	5177-285-13
11	CHARGEUR ENMTP 2320		21-00754-13
12	TRACTEUR TIGR AGRI SAME	D105	00383-613-13
13	CAMION TOYOTA BU 30 L PICK-UP	74078	6553-281-13
14	CAMION TOYOTA BU 30 L PICK-UP	74737	6558-281-13
15	CAMION BENNE TASSEUSE FOTON	BJ5163EJCGA	36-712-13
16	RENAULT EXPRESS		1900-381-13
17	PEUGEOT PARTNER	VF3GJWJYB	520-104-13
18	PEUGEOT PARTNER	VF35FK5A2	159-197-13
19	BUS 49 V8		3493-485-13
20	ROULEAU COMPACTEUR SAKAI		
21	TONDEUSE TRACTABLE (GRAND BASSIN) + 7 RADIATEURS (FOURRIERE) + LOT DE COUVERTS DES BACS (HARTOUN)		

شروط البيع: البعوض بدون ضمان. كل من يرغب المشاركة في المزاد وزيارة العتاد ملزم باقتناء دفتر الشروط من مكتب محافظ البيع بالمزاد مقابل دفع مبلغ 1000 دج وبلداع التعهدات المختومة مع مبلغ ضمان مؤقت لكل حصة يريد المشاركة فيها حسب الجدول المبين بدفتر الشروط المعد خصيصا لذلك نقدا أو بصك بنكي مؤثر عليه لدى مكتب محافظ البيع قبل الساعة 16.30 لآخر يوم قبل المزاد ولا يقبل أي تعهد يوم المزاد. لا تسترجع مبالغ الضمان إلا في حالة عدم رسو المزاد على المعني عن كل حصة كما هو مبين في دفتر الشروط. ولكل معلومات إضافية يرجى الاتصال بمكتب محافظ البيع بالمزاد.

محافظ البيع بالمزاد العلني

CONDOLÉANCES

Monsieur L. BERRANE, P.D.G. de la SPA BAHIA PHARM, les membres du Conseil d'Administration ainsi que le personnel de l'Entreprise, attristés par la nouvelle du décès de

Monsieur HAKIKI ABDELREZZAK,

père de leur consoeur Mme HAKIKI NAÏMA, présentent à celle-ci toutes leurs condoléances et l'assurent de leur soutien et de leur compassion.

Puisse Dieu donner aux proches du défunt la force de surmonter cette épreuve.

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE

RECRUTE DANS LES SPECIALITES

Electricité – Mécanique

Conditions :

- ✓ Diplôme : Projeteurs.
- ✓ Résidence : Axe Oran – Mostaganem.
- ✓ Lieu de travail : Arzew.
- ✓ Expérience : souhaitée dans le domaine.
- ✓ Envoyer CV + Lettre de motivation par E-mail :

Secretariat.dro@gcb.dz

engineering@gcb.dz

NB : Il ne sera répondu qu'aux candidats jugés intéressants.

Réunion FAF-Club de Ligue 1 La belle initiative de Charaf-Eddine Amara

Le Président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine a convié les présidents des clubs de la Ligue 1 professionnelle à un f'tour, aujourd'hui à l'hôtel Sheraton Club des Pins, a écrit la FAF dans un communiqué.

«Ce f'tour sera suivie d'une réu-

nion de travail au cours de laquelle, le Président de la FAF va écouter les dirigeants de clubs qui devront faire part de leurs préoccupations et difficultés, notamment financières, toujours en pleine crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19", a indiqué la FAF.

Cette réunion intervient à peine

une semaine après la tenue du premier bureau fédéral et la demande pressante des clubs de rencontrer le nouveau Président de la FAF afin d'échanger sur plusieurs sujets, et surtout débattre sur les solutions et autres résolutions à prendre pour la survie du football professionnel en Algérie.

Football - Ligue 1 L'ESS s'accroche, le CRB s'éveille et le MCO se reprend

L'Entente de Sétif a conservé le Leadership de la Ligue 1 Algérienne de football malgré son nul à domicile contre l'USM Alger (1-1), concédé dans la nuit de mardi à mercredi, pour le compte de la 20e journée, ayant vu le champion sortant, le CR Belouizdad, réagir de fort belle manière après sa précédente défaite à domicile, en atomisant l'AS Aïn M'lila (5-1).

C'est cependant le cas de dire que l'Aigle noir Sétifien l'y a échappé belle, car il avait commencé par concéder l'ouverture du score devant Billel Benhamouda (56e), avant d'arracher l'égalisation grâce à Houssam-Eddine Ghacha, ayant transformé un penalty à la (81e). Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires de l'Entente, qui reste bien accrochée à son fauteuil de leader, avec quatre longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement général, la JS Saoura, qui de son côté a assez facilement dominé l'Olympique de Médéa (2-0), grâce notamment au doublé de Billel Messaoudi, aux 27e et 29e. Pour sa part, l'USMA, qui restait sur une importante victoire chez le CR Belouizdad (0-1) a laissé filer une belle opportunité de se relancer dans la course aux premiers rôles, et reste finalement septième au classement général, avec 32 points au compteur. Les plus grandes surprises de cette 20e journée ont probablement été

la victoire du NC Magra chez l'ASO Chlef (0-1), grâce notamment à l'inusable Hadj Bouguèche (1re), et surtout le nul (1-1), concédé par la JS Kabylie chez la lanterne rouge, le CA Bordj Bou Arréridj. Les Canaris étaient en effet irrésistibles avant ce mardi, aussi bien en championnat qu'en Coupe de la Confédération africaine, dont ils animeront prochainement les quarts de finale face au représentant tunisien, le Club Sportif Sfaxien.

Ils étaient donc favoris face aux Criquets, même si derniers avaient l'avantage du terrain. Mais à la fin, il semble que ce soit « la volonté de survivre du CABBA » qui a pris le dessus. De son côté, le MC Alger a terminé son match contre l'USM Bel-Abbès avec la peur au ventre, car après avoir mené assez confortablement (2-0), il a concédé un but à environ cinq minutes de la fin (ndlr, temps additionnel inclus) ce qui l'a un peu fait douter.

Ce qui a été également le cas pour le Mouloudia d'Oran face au NA Hussein-Dey, qu'il a difficilement battu (3-2), alors que le duel WA Tlemcen-CS Constantine a été le seul de cette 20e journée à s'être terminé sur un score vierge (0-0). Un peu plus tôt dans l'après-midi, la JSM Skikda et le Paradou AC, qui évoluaient tous les deux à domicile, avaient respectivement dominé l'US Biskra (2-0) et le RC Relizane (2-1).

Le match JSK-MCO avancé au 11 mai

Le match JS Kabylie - MC Oran, comptant pour la 21e journée du championnat de Ligue 1, a été avancé au mardi 11 mai au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Prévue initialement le 15 ou 16 mai, cette rencontre a été avancée «sur demande de la JSK et après accord du MCO», précise la même source.

«La LFP a pris cette décision pour permettre à notre représentant de préparer le match des 1/4 de finale (aller) de la coupe de la Confédération de la CAF en déplacement contre le CS Sfaxien (Tunisie), prévu le 16 mai, dans de très bonnes conditions», souligne l'instance dirigeante de la compétition.



Cyclisme - Tour du Rwanda Lagab 32e à la troisième étape

Le cycliste algérien Azzedine Lagab a terminé à la 32e place de la troisième étape du tour international du Rwanda 2021 (2-9 mai), courue mardi entre Nyanza et Gicumbi sur une distance de 171.6 km, alors que le Français Boileau Alan s'est adjugé au sprint final la victoire de l'étape. Le Français (21 ans) dont c'est le deuxième succès de suite après celui de lundi, a réalisé un temps de 4h23:57, devant le Colombien Quin-

tero Norena et le Canadien Piccoli James, crédités du même temps. De son côté, l'Algérien Azzedine Lagab a terminé à la 32e place avec un temps de 4h30:14, soit à plus de six minutes du vainqueur de l'étape. Au classement général, le Colombien Sanchez Vergara (Team Medellin), vainqueur dimanche de la première étape, a récupéré son maillot jaune de leader. Outre Lagab, quatre autres cyclistes algériens sont présents au

Rwanda : Saidi Nacim, Hamza Mansouri, Ayoub Sahiri et Mohamed Amine Nehari. La 4e étape devait mener le peloton de Kigali à Musanze sur une distance de 123.9 km. Organisé depuis 1988, le Tour du Rwanda était une course amateur, jusqu'en 2009. L'année dernière, après 10 ans en catégorie 2.1, l'UCI lui a donné le badge pour le 2.2. La précédente édition a été remportée par l'Erythréen Natnael Tesfatsion.

NA Hussein-Dey Chaâbane Merezkane pointé du doigt

M. Zeggai

Le NAHD a mal entamé la phase retour en concédant avant-hier au stade Zabana sa huitième défaite de la saison. Une défaite qui risque d'être lourde en conséquence puisque le Nasria occupe actuellement la position de quatrième potentiel relégable en compagnie de l'USB et le NCM. Pourtant, Chaâbane Merzkane avait bel et bien affirmé en octobre dernier que son équipe est en mesure de jouer le podium. «On est capables de jouer le titre. Avec le recrutement qui a été réalisé et l'effectif dont nous disposons, je pense qu'on est bien capables de jouer aisément les premiers rôles». Aujourd'hui, la réalité est tout autre. Plus grave encore, le NAHD a perdu son statut de club formateur pour laisser partir des jeunes confirmés pour faire venir des éléments en fin de carrière avec de gros salaires. Pour ceux qui connaissent le Nasria, cela n'a jamais été la philosophie du club incarnée par les grands formateurs à l'image des Amar Boudissa, Jean Snella, René Vernier, Abdelkader Bahmane et les autres. Aujourd'hui, le public des «Sang et Or» ne semble guère convaincu par les prestations des joueurs comme en témoignent les nombreux sit-in organisés ici et là pour exiger le départ de toute la direction qui, selon les supporters, «a mis le club dans un engrenage où même le maintien est hypothéqué», affirme-t-on. Les fans du Nasria se demandent également pourquoi le NAHD n'a aucun sponsor sur le maillot ? Pourquoi avoir négligé la formation et opter pour la politique du «coup de fil» et «du social» au niveau des jeune ca-

tégories ? Aucun joueur du NAHD n'a été présélectionné pour le prochain regroupement de l'EN U20. Comme quoi, le NAHD est en train de filer du mauvais coton et Dziri Billel, qui a hérité d'une situation délicate sur le plan qualité des joueurs, est appelé à trouver les solutions qui s'imposent pour assurer le maintien de l'équipe.

Face au MCO, le Nasria a certes réalisé une bonne deuxième période sur le plan du jeu mais a été incapable d'exploiter les erreurs défensives du Mouloudia. Au vu de la physionomie de la rencontre, le NAHD aurait pu prétendre à mieux, car les points perdus risquent de lui être préjudiciables à la veille d'un marathon difficile avec la réception de l'USB, du CRB, de l'USMA, de la JSS et des périlleux déplacements chez l'ASAM, l'ESS et l'ASO lors des prochaines rencontres. Cela commence à donner des appréhensions aux fans, toujours aussi préoccupés par cette situation. Ils demandent le départ de l'actuelle direction y compris Chaâbane Merezkane qui «a failli à sa mission et perdu l'estime des supporters».

La mise en place d'une cellule de crise composée des enfants du club et surtout l'ouverture du capital et la restructuration du club sont les autres doléances du public. Si certains s'efforcent à mettre en évidence la crise financière pour justifier le parcours catastrophique de l'équipe, il n'en demeure pas moins que trop d'erreurs de gestion ont été commises. Nombreux sont ceux qui se demandent si vraiment la nomination de Chaâbane Merezkane a été dictée par la réalisation d'un projet sportif ? La question reste posée.

USM Bel-Abbès 25 millions de dinars bientôt dans les caisses

M. Delli

L'APC de Sidi Bel-Abbès a tenu avant-hier une assemblée plénière extraordinaire avec un seul point à l'ordre du jour, à savoir l'attribution d'une subvention au club phare de la Mekerra qui est englouti par une crise financière sans précédent. Après un long débat entre les membres, l'assemblée a voté le montant de 25 millions de dinars qui existait dans le chapitre des activités sportives au sein du budget communal. Certaines voix se sont élevées au sein de l'assemblée pour dénoncer l'ampleur des dettes cumulées par les gestionnaires de ce club. On a cité à titre indicatif le montant de 15 millions de dinars du budget de la wilaya qui a atterri dans le compte du club amateur, il y a quelques jours, et a été amputé par un ATD de 12 millions de dinars au profit d'un hôtel de la ville qui aurait pris en charge les joueurs pendant seulement 3 mois comme c'est indiqué dans le bilan 2020 du CSA.

Les élus qui se sont opposés à l'attribution de cette subvention ont considéré que «cet argent public ne sera jamais destiné aux joueurs dans la mesure où des acteurs « extra-sportifs » sont en possession de grosses de justice, qui sont déposées au niveau du Trésor public et des différents

comptes bancaires de la SSPA/USMBA qui sont tous d'ailleurs bloqués», a-t-on commenté. Ces mêmes élus ont évoqué le dossier des 30 millions de dinars voté l'année dernière par la municipalité, une subvention qui a été frappée par « un rejet définitif » signé par le contrôleur financier. On appréhende que cette subvention de 25 millions de dinars risque de connaître le même sort que celle de l'année dernière. Le contrôleur financier a appliqué un article interdisant le passage des subventions publiques dans des comptes bancaires des sociétés par actions.

En 2018, le bilan du CSA a été frappé a-t-on précisé par un « dépassement » dans la gestion du fait qu'une somme de 14 milliards de cts est passée du compte du club amateur vers des comptes personnels de certains dirigeants en l'espace de 4 mois d'exercice. A l'époque, toutes les tentatives du wali de convaincre le contrôleur financier de surseoir au rejet définitif ont été vaines. Cette fois, il semble que le contrôleur financier est sensibilisé autour de la gravité de la situation financière du club et pourrait bien faire des concessions. Contacté par nos soins, le maire de la ville a vivement souhaité que cette subvention soit utilisée pour régulariser les joueurs.

Ligue des champions d'Europe Manchester City tient sa première finale



Après cinq ans de quête, Pep Guardiola a enfin réussi à conduire Manchester City à sa toute première finale de Ligue des champions en battant le Paris SG (2-0), mardi, confirmant sa victoire de l'aller (2-1). Plus d'un demi-siècle après sa seule finale européenne, la Coupe des Coupes 1970 gagnée contre les Polonais du Gornik Zabrze (2-1), City atteint enfin le sommet visé par ses propriétaires émiratis, aux commandes du club depuis 2008. Sur le Bosphore, ils peuvent devenir la première puissance du Golfe à remporter la C1, après l'échec du PSG qatarien l'an dernier contre le Bayern Munich (1-0). Le petit nouveau ira défier soit le glorieux ancien, le Real Madrid et ses 13 Coupes aux grandes oreilles, soit son aîné Chelsea, titré en 2012, pour une nouvelle finale 100% anglaise, deux ans après Liverpool-Tottenham (2-0).

Mauricio Pochettino, l'entraîneur du PSG, qui avait perdu cette finale avec les Spurs, a échoué à matérialiser la remontée héroïque dont avait besoin son équipe. Réalisme, jeu de transition, solidarité... Les Anglais ont eux étalé tout ce qui a manqué à Paris, qui a montré une nervosité indigne de son rang de finaliste sortant. Comme à l'aller, les hommes de Mauricio Pochettino ont terminé à dix, après le carton rouge d'Angel Di

Maria (69e), pour une semelle volontaire sur Fernandinho. A Paris, Idrissa Gana Gueye avait été exclu pour un tacle sur İlkay Gündogan. Un très mauvais geste qui laisse une très mauvaise image à cette fin de parcours qui, jusque-là, était irréprochable, après les qualifications obtenues aux dépens du FC Barcelone et du Bayern Munich, tenant du titre.

MAHREZ A MIS PARIS À SES PIEDS

Déjà buteur décisif à l'aller (2-1), Riyad Mahrez a été le bourreau d'un Paris SG décevant mardi, sans Kylian Mbappé, en demi-finale retour de Ligue des champions, inscrivant un doublé (2-0) qui envoie City au septième ciel: sa première finale de Ligue des champions. On n'arrête plus le gamin de banlieue parisienne qui s'est accroché si fort à son rêve qu'il est en train de transformer son histoire en scénario digne des meilleurs films sportifs. Au Parc des Princes déjà, à quelques kilomètres de Sarcelles où ce rêve a germé, d'un coup franc bien aidé par un mur qui s'était délit, il avait offert un avantage précieux à son équipe qui avait su attendre son heure. Mardi soir, les éléments se sont déchainés avant le coup d'envoi, avec une longue averse de grêle puis un déluge de pluie

très mancunien pendant le match, mais l'international algérien a livré une prestation incandescente qui a réchauffé l'atmosphère. «On a encore pas très bien commencé, on n'a pas fait une très bonne première période, mais on a marqué ce but et après on a été plus à l'aise», a-t-il expliqué après le match à BT Sport. «En seconde période, on a beaucoup mieux joué, on a eu beaucoup d'occasions, on aurait pu marquer plus. Ils ont commencé à perdre leurs nerfs et à donner des coups. C'est bien qu'ils aient eu un carton rouge», infligé à Angel Di Maria, a-t-il ajouté.

UN GARS QUI DANSE SUR LE TERRAIN

Fort de son avantage, Pep Guardiola avait choisi une stratégie risquée mais finalement payante en laissant Paris venir tout près de ses cages pour mieux le frapper dans le dos. Et Mahrez a été le bras armé de ce coup de génie tactique.

Pendant une bonne partie du match, lui, l'artiste aux pieds ailés - «C'est un gars qui danse sur le terrain», avait dit de lui Guardiola, en mars - a dû faire sa part de sale boulot en contribuant à bloquer le côté droit. Dans une condition physique remarquable à ce stade de la saison, il était prêt à mener les charges vers l'avant, dès que l'occasion s'en présenterait. Longtemps snobé par le monde du football, il a finalement percé le plafond de verre en démarquant bas, à Quimper, au quatrième échelon, puis en continuant au Havre, au deuxième échelon. Il a ensuite traversé la Manche vers l'énigmatique Leicester. Un club qui ne dit pas grand chose, même aux amateurs de foot, quand il y part en 2014, mais il le met sur la carte du football européen en 2016 en remportant avec N'Golo Kanté et Jamie Vardy, deux autres Ovnis du foot, un titre à la barbe des plus grands, sous la houlette de Claudio Ranieri. A City, on lui promettait un rôle de joueur de rotation, au mieux, un bide, au pire. Mais sous la direction patiente de Guardiola, il a étoffé son jeu, travaillant sans jamais rechigner, toujours désireux d'aller voir plus haut. Dans ce match retour, il s'est trouvé deux fois au bon endroit au bon moment. Pour lui, le supporter de l'OM - battu deux fois sévèrement (3-0) en poule par City - ces buts ont forcément une saveur spéciale. La poignée de main avec les vaincus fera sans doute partie des meilleurs souvenirs de sa carrière.

Mondial-2022

La Corée du Nord veut se retirer des qualifications

La Fédération nord-coréenne (PRKFA) a envoyé une demande officielle à la Confédération asiatique (AFC) pour se retirer des qualifications à la Coupe du monde 2022, par crainte de risques liés au coronavirus, rapporte mardi l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. La Fédération nord-coréenne (PRKFA) a averti vendredi la Confédération asiatique (AFC) de son intention, par le biais d'un courrier officiel, arguant des préoccupations liées à la pandémie du coronavirus. «L'AFC a demandé à la Corée du Nord de reconsidérer sa décision. Pour l'instant, nous attendons que l'AFC termine son processus interne et informe notre gouvernement de la décision finale», a déclaré un responsable du ministère de l'unification sud-coréen, dans l'attente de savoir si le match



entre les deux nations voisines, prévu le 7 juin, est maintenu.

En février, en raison des nouvelles mesures sanitaires liées au Covid-19, l'instance asiatique avait annoncé le report des éliminatoires au mois de

juin. Dans le groupe H, la Corée du Nord occupe la 4e place (8 pts), à égalité de points avec la Corée du Sud et le Liban, juste derrière le Turkménistan (9 pts). Le Sri Lanka ferme la marche avec 0 point.

Super Ligue La FIFA préfère le dialogue aux sanctions

La FIFA a exprimé, par le biais de son président, son souhait au dialogue tous azimuts avec les douze clubs qui ont tenté de lancer une Super Ligue européenne pour réformer le football, au lieu de prononcer des sanctions, selon le journal l'Equipe. Dans une interview mercredi au quotidien français, le président de la FIFA l'a clairement clarifié et n'est pas favorable à des sanctions. «Mais... il faut toujours faire attention quand on parle de sanctions C'est vite dit qu'il faut punir.» Pour lui, si d'éventuelles sanctions doivent venir «en premier lieu» des instances nationales, puis de l'UEFA et enfin de la Fifa, «en punissant par exemple

un club, vous punissez aussi des joueurs, des entraîneurs, des fans, qui n'y sont pour rien». Parmi de multiples pistes, il a insisté sur la réforme en cours du marché des transferts, passant par un plafonnement des commissions des agents et un rétablissement de leur licence, que la Fifa prévoit d'adopter d'ici l'été. Sans prendre clairement position, Gianni Infantino s'est contenté de promettre «des discussions intéressantes» sur les récentes propositions du Français Arsène Wenger, directeur du développement du football mondial à la Fifa, qui préconise une Coupe du Monde et un Euro tous les deux ans.

Espagne - Covid 19 LaLiga enquête sur le FC Barcelone

LaLiga, l'organe qui gère le football professionnel en Espagne, a ouvert une enquête après le repas organisé par les joueurs du FC Barcelone au domicile de Lionel Messi, pour une possible infraction aux protocoles Covid-19 du championnat d'Espagne. «Nous allons enquêter dessus», ont confirmé à l'AFP des sources au sein de LaLiga, qui considèrent que cette fête pourrait avoir donné lieu à «une possible infraction aux protocoles Covid». Les joueurs du Barça, dont certains étaient accompagnés de leurs compagnes, se sont réunis lundi au domicile de leur capitaine Messi, alors que les réunions de plus de six personnes sont interdites chez les particuliers à Barcelone. Le but était de renforcer les liens entre eux autour d'un repas avant le sprint final de Liga et célébrer le titre

en Coupe du Roi remporté en avril, en a déduit la presse catalane. Sur les photos diffusées dans les médias, on a pu apercevoir des joueurs comme Sergi Roberto ou le jeune Pedri sortir de la maison de Messi. Sur une vidéo, on a également pu entendre des chants «Campeones, campeones!» (champions, champions ! en espagnol). «L'agence de santé publique (régionale catalane) étudiera cette affaire et déterminera s'il faut aller plus loin», a déclaré mardi le vice-président du gouvernement régional catalan, Pere Aragonès.

«Nous tenons à appeler tout le monde à respecter les mesures et à demander à ces personnes qui ont une notoriété publique de le faire de manière plus intense, car cela génère de l'exemplarité», a ajouté le dirigeant catalan.

Equipe nationale U20 Un stage de présélection à Sidi Moussa

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) effectuera un stage de présélection à partir d'aujourd'hui et ce, jusqu'au 9 mai à Alger en vue de la Coupe arabe des nations de la catégorie prévue du 17 juin au 3 juillet 2021 en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Le sélectionneur national des U20, Mohamed Lacete, a retenu un effectif de 32 joueurs pour une présélection, précise la même source. Composée des joueurs nés en 2003, la sélection nationale U20 est attendue jeudi à 14h00 pour entrer en stage. Le staff technique national a programmé une séance d'entraînement à 22h30 alors que pour les journées de vendredi et samedi, deux rencontres amicales sont prévues au Centre technique na-



tional (CTN) de Sidi Moussa. La dernière sortie de la sélection algérienne des moins de 20 ans remonte au mois de décembre 2020 à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie. Les juniors algériens n'avaient pas réussi à décrocher leur billet qualificatif après avoir terminé à la 4e et dernière place avec un seul point.

Ligue Europa Aujourd'hui à 20h00

AS Rome	-	Manchester United
Arsenal	-	Villarreal

TF1

20.05 HPI



Série policière - France - 2019
Saison 1 - Episode 3/8
- Colin-Maillard
Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou, Bruno Sanches, Marie Denarnaud
Toute l'équipe s'affaire sur l'enlèvement de deux petites filles de 5 et 8 ans, Laura et Juliette. Isolé et instable en apparence, leur père Franck Sorin paraît être le suspect idéal. Il est, en outre, en conflit avec le grand-père maternel de ses enfants, riche propriétaire d'une chaîne d'hôtels de luxe. Morgane, elle, ne semble pas croire à sa culpabilité.

2

20.05 Bruxelles, ton univers impitoyable



Pendant 18 mois, les caméras de Yann-Anthony Noghès ont filmé les dessous des négociations sur le pacte pour la neutralité carbone en 2050, sur le plan d'urgence à 750 milliards mais également sur le plan de vaccination contre la covid-19 entre les 27 chefs d'État et de gouvernement européens. Une immersion dans l'intimité de ces négociateurs qui se tutoient, plaisantent entre eux mais qui sont également impitoyables quand il s'agit de défendre l'intérêt national.

3

JEUDI

6

20.05 Potiche



Comédie - France - 2010
Avec Catherine Deneuve, Karin Viard, Gérard Depardieu, Fabrice Luchini
En 1977, dans la riche famille Pujol, Robert, le père, est connu pour son autoritarisme. A la maison, sa femme Suzanne, tout comme leurs grands enfants Laurent et Joëlle, n'ont pas leur mot à dire. Propriétaire d'une usine de parapluies, Robert est aussi un patron inflexible, qui fait montre de peu de considération pour ses ouvriers.

RTL9

19.50 Out of Time



Film policier - Etats-Unis - 2003
Avec Denzel Washington, Eva Mendes, Sanaa Lathan, Dean Cain
Matt Lee Whitlock est le chef de la police d'une petite ville de Floride. Un de ses inspecteurs, Alex, est sa propre femme. Mais ils sont sur le point de divorcer. Il apprend un jour que sa maîtresse, Ann, est atteinte d'un cancer. Pour financer son traitement médical, il vole une importante somme d'argent dans les pièces à conviction du commissariat.

20.05 Cendrillon



Film fantastique - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2015
Avec Lily James, Richard Madden, Cate Blanchett, Holliday Grainger
Il y a bien longtemps. La petite Ella grandit heureuse dans une famille aimante. Mais la mort de sa mère bien aimée temit ce bonheur. Et la vie de la jeune femme est bouleversée, quelques années plus tard quand son père épouse en secondes noces Lady Tremaine, qui emménage chez eux avec ses deux propres filles, Anastasie et Javotte.

CINE +
FRISSON

19.56 Alita : Battle Angel



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2019
Avec Rosa Salazar, Christoph Waltz, Mahershala Ali, Jennifer Connelly
En 2563, 300 ans après une importante guerre baptisée «la chute», dans la ville d'Iron City, le docteur Ido Dyson, un scientifique spécialisé dans les greffes robotiques, découvre les restes très endommagés d'un cyborg dans une décharge. Aidé par son assistante, l'infirmière Gerhad, Dyson redonne vie au robot d'apparence féminine qu'il prénomme Alita.

CANAL+

20.05 A Teacher



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 1 - Episode 7/10
Avec Kate Mara, Nick Robinson, Rya Kihlstedt, Cameron Moulene
Quelques mois après les faits, Eric est à l'université. Il a intégré la fraternité Omega Kappa Beta où sa réputation l'a précédé. Tous ses amis sont au courant de son histoire avec Claire Wilson. Cela lui vaut un succès auprès des étudiantes de son cursus.

CINE +
PREMIER

19.50 Brooklyn Affairs



Thriller - Etats-Unis - 2019
Avec Edward Norton, Bruce Willis, Gugu Mbatha-Raw, Alec Baldwin
Dans les années 1950, à New York, Lionel Essrog, surnommé «Brooklyn» et affecté par le syndrome de la Tourette, et Gilbert Coney, musclé et taiseux, travaillent pour Frank Minna, un détective privé placé sur une affaire aux ramifications complexes. Quand Minna est tué par ses commanditaires, il a juste le temps de donner un indice cryptique à Lionel et de lui demander de protéger Laura Rose, une secrétaire liée à l'affaire qu'il traitait.

TF1

20.05 Koh-Lanta



Saison 22 - Les armes secrètes
Présenté par Denis Brogniart
Depuis la réunification, les aventuriers sont entrés dans une nouvelle dynamique, avec des alliances redistribuées et l'établissement d'un nouvel équilibre. Tout pourrait bien voler en éclats avec les «destins liés». Comme dans chaque saison, les candidats sont répartis en binômes : c'est ensemble qu'ils pourront gagner le confort et l'immunité... mais aussi ensemble qu'ils peuvent être éliminés à l'issue du conseil !

2

20.05 L'art du crime



Série policière - France - 2021
Saison 4 - Episode 1
- Le testament de Van Gogh
Avec Nicolas Gob, Eléonore Gosset, Philippe Duclos, Benjamin Egner
Alors qu'il tourne avec son équipe une émission consacrée aux derniers jours de Vincent Van Gogh, le célèbre présentateur Julien Quignardet découvre son consultant, l'historien d'art Daniel Blanc, dans une mare de sang sur le sol du décor de la chambre du célèbre peintre. La victime a été assassiné à coups de marteau.

3

VENREDI

6

20.05 La boîte à secrets



Présenté par Faustine Bollaert
La comédienne passionnée de chansons et de musique Michèle Bernier, les chanteurs Carla Bruni et Patrick Fiori sont invités à découvrir des surprises réalisées sur mesure avec la complicité de leurs proches. Dans des boîtes disposées devant eux, ils retrouveront des objets auxquels ils tiennent et qui leur rappellent des souvenirs. Ils seront évoqués grâce à des archives personnelles et des images tournées avec leur entourage.

CANAL+
CINEMA

19.53 Le loup de Wall Street



Comédie dramatique - Etats-Unis - 2013
Avec Leonardo DiCaprio, Jonah Hill, Margot Robbie, Kyle Chandler
Jordan Belfort, richeissime courtier en bourse, marié à une superbe jeune femme, drogué aux substances les plus dures, se souvient de ses débuts à Wall Street. A 25 ans, en 1987, il devient courtier dans une société qui s'effondre lors du célèbre krach financier.

20.05 Bull



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 5 - Episode 1/15
- Le blues du corona
Avec Michael Weatherly, Jaime Lee, Freddy Rodriguez, Yara Martinez
Un confinement est mis en place pour lutter contre le Covid-19. Les procès sont reportés, et tout le monde doit travailler à distance. Les semaines passent, et Bull commence à s'inquiéter. Il n'est pas sûr de pouvoir continuer à payer l'équipe et le loyer des bureaux.

CINE +
FRISSON

19.50 Attaque à Mumbai



Thriller - Inde - Etats-Unis - 2018
Avec Suhail Nayyar, Manoj Mehra, Jason Isaacs, Amandeep Singh
En novembre 2008, Arjun, dont la femme est enceinte, se dépêche pour aller prendre son service au légendaire Taj Mahal Palace Hôtel où il travaille en temps que serveur. David Duncan, un architecte et sa femme Zara, fille d'une notable locale, et leur bébé sont ravis de passer quelques jours dans ce prestigieux établissement.

CANAL+

20.00 Ligue 1 Uber Eats



- Lens / Lille
Engagé dans la course au titre avec le PSG, Lyon et Monaco, le club de Lille de Christophe Galtier ne doit plus se permettre le moindre faux-pas, spécialement à deux journées de la fin du championnat. Dans ce déplacement sur la pelouse du Racing Club de Lens, les Dogues lillois, avec Burak Yilmaz.

CINE +
PREMIER

19.50 Ocean's Eleven



Comédie policière - Etats-Unis - 2001
Avec George Clooney, Brad Pitt, Julia Roberts, Matt Damon
Libéré sur parole, Danny Ocean a été emprisonné pour abus de confiance. Il propose à son complice Rusty Ryan, joueur de poker, l'attaque simultanée de trois des plus grands casinos de Las Vegas dont la chambre forte est commune. Mais le but non avoué de Danny est de récupérer par la même occasion son ex-femme Tess, qui vit avec Terry Benedict, propriétaire des établissements.



FLÉCHÉS N° 8047

								↔ BETISES, ANERIES NOMBRE
		↔	MESURE AGRAIRE ----- REGLE DE DESSIN				↔ ARBRE AUX CONES !	↓
	↑ VALEUR REFUGE ----- OISEAU LIMITATION		↓	↑ GRECQUE BIEN ELEVÉE ----- SAINT		↑ DANS ----- CHROME ----- CHLORE	↔ ↕	
	↓	↔	POSSESSIF ----- CORPS CELESTE					
			↔ DU BEAU, TRAVAIL (DE L') ----- ENLEVE	↔			↕ ID EST ----- NOTE	
						↔ UN PETIT BATEAU QUI VA SUR L'EAU...	↕	
↕	DES DEMUNIS DE LOGEMENT, SDF, ERRANTS		JOUET DE GARÇONS	↕		↔ CHAMP LIBRE ----- OBTIENT		
		↔	CLASSE- MENT ----- PRONOM		↔ BOIRE A PETITS COUPS ----- MAIS OUI		↔ TRADITIONS ----- LES AUTRES !	↓
RONGEUR A LONGUES OREILLES ----- PROMESSE DE RECOLTE	↕		↔ ALUMINIUM ----- ATTACHÉS			↔ CARDINAL PAUVRE ----- SIFFLÉ		
↓				↔ GUETTE, TIENT A L'ŒIL ----- ENDROITS	↕	↕ BIEN PORTANT, EN BON ETAT ----- ENSUITE	↕	
		↔	OISEAU QUI JASE ----- ARTICLE	↕				
							↔ ↕	COURTS MOMENTS ----- AUTOCAR

CROISÉS N° 8047

A. Chevalier de la légion d'horreur.
B. A regarder d'égal à égal.
C. La femme de notre vie !
D. Prononcés.
Pièces de charpente.
Note.
E. En clair.
Grecque.
F. Tourmentée.
G. Végétarienne malgré elle.
Privatif.
Mesure de quotient.
H. Entièrement, enfin presque !
I. Etats unis.
Rendez-vous des nuls.
Sens qui n'a aucun sens.
J. Renversèrent.

T	E	M	N	N	O	I	S	I	C	E	D	E	D	S
N	B	R	O	S	E	N	R	E	T	I	C	E	O	C
E	E	E	T	U	E	R	N	N	T	O	C	U	O	E
M	B	T	O	S	E	R	E	N	L	O	R	N	D	R
E	N	I	C	I	E	M	E	E	R	I	J	N	O	S
S	O	A	N	V	E	M	G	A	S	U	O	U	O	P
S	I	L	I	P	E	E	T	C	G	I	L	N	J	O
I	S	L	M	T	L	I	D	A	T	E	N	U	I	R
A	A	A	A	I	O	E	I	A	M	E	S	N	E	T
B	C	L	T	N	T	S	T	E	R	T	T	D	E	E
A	C	R	P	T	O	U	N	I	I	R	U	R	C	T
E	O	U	O	N	M	T	E	C	U	O	F	A	A	R
S	C	R	C	R	A	R	E	S	S	E	R	A	C	A
E	A	L	E	R	N	O	I	T	A	T	I	G	A	H
C	E	P	D	E	R	U	T	C	N	O	J	N	O	C

1 P	2 D	3 A	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

11	3	13	7	2	7	8	3	10	5
12	8	3	5	4		12	6	4	8
13		2	4	14	3	5	6		3
5	7	8	4	8	7		4	7	10
9		4		7		3	6	4	6
10	4	8	15	12	8	4	6		1
3	15	9	13	9		8	4	4	13
5		4		13	9	4	12		3
9	4		1	13	9	4	8		10
7	1	4	8	3		6		6	5
10	3	15	9	8	4		1	12	3
3	5		4	2		16	4	10	5
13	4	12	8		10	12	6		9
4	8	8	4	8		14	7	14	7
6			6	4	16	6		12	10

C	O	N	T	R	O	U	V	E	S
H	U	A		A	B	R	I	T	F
A	B	J	E	C	T		S	I	L
R		A	C	O	E	L	E	R	E
O	U		R	O	M	E		E	N
G		L	O	U	P	E	R		E
N	O	U	R	E			A	Z	
A	U		E	C	R	I	V	I	S
R	I	T		I	E		I	N	U
D	E	S	H	E	R	E	N	C	E

6	9	5	1	3	8	4	2	7
4	2	3	7	6	5	8	9	1
1	8	7	2	9	4	6	5	3
7	3	6	5	1	2	9	4	8
2	5	4	9	8	3	7	1	6
9	1	8	6	4	7	2	3	5
8	4	1	3	7	2	5	6	2
5	6	9	8	2	1	3	7	4
3	7	2	4	5	6	1	8	9

FOUILLIS N° 8046
SOUPÇON (Soupe - Son)

CODÈS N° 8046

1	C	2	I	3	L	4	A	5	O	6	R
7	T	8	S	9	E	10	M	11	N	12	G
13	U	14	P	15	D	16	V	17		18	
19		20		21		22		23		24	
25		26									

10 REFERENCES



6	5		9			1	4	3
	9		1					
				2		5		6
	6					9		1
9	7		3			4	8	5
	2	9			8	6		
3			6	7	1			
8	1			9				7

Nouveaux raids israéliens en Syrie, un mort



Un civil a été tué et six autres blessés mercredi avant l'aube en Syrie dans des frappes imputées à Israël dans la province de Lattaquié, bastion de la famille du président Bachar al-Assad, et ses environs, selon les médias étatiques. Depuis le début de la guerre en Syrie voisine en 2011, Israël a mené des centaines de frappes en territoire syrien. Aux premières heures de mercredi, "l'ennemi israélien a mené une agression aérienne contre des positions dans la zone côtière" de Lattaquié (nord-ouest), a indiqué une source militaire citée par l'agence étatique Sana, sans préciser la nature des cibles.

La défense antiaérienne syrienne est entrée en action et "certains missiles de l'ennemi ont été abattus", selon la même source. "L'agression israélienne a entraîné la mort d'un civil et fait six blessés, dont un enfant et sa mère", de même que des dégâts matériels sur un site de fabrication de plastique.

L'agence Sana a fait état de missiles tirés contre le secteur d'al-Hafe à Lattaquié mais aussi contre une zone proche dans la province voisine de Hama. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a affirmé que les raids avaient visé des "positions militaires" du régime syrien et de milices pro-iraniennes alliées à Lattaquié et à Hama.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Espagne: la justice dément avoir convoqué le président sahraoui



Le haut tribunal espagnol de l'Audience nationale a démenti mercredi avoir convoqué le président sahraoui, hospitalisé en Espagne. Brahim Ghali, le président sahraoui, "n'a pas été convoqué aujourd'hui (mercredi)", a assuré à l'AFP le porte-parole de l'Audience nationale.

Pour sa part, la cheffe de la diplomatie espagnole, Arancha Gonzalez Laya, a affirmé mardi que le président sahraoui quittera l'Espagne au

terme de son hospitalisation. La ministre espagnole a rappelé, au cours d'une conférence de presse, que le président Ghali a été admis dans un hôpital en Espagne pour "des raisons humanitaires". "Quand ces raisons humanitaires prendront fin, M. Ghali quittera évidemment l'Espagne", a déclaré Arancha Gonzalez.

"Brahim Ghali est en convalescence en Espagne après s'être remis de la Covid-19", a indiqué mardi à l'APS l'ambas-

sadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger, Abdelkader Taleb Omar.

Taleb Omar a affirmé que le Président Ghali n'a été destinataire d'aucune convocation pour une quelconque instruction en cours, soulignant que "l'acharnement sur la personne du président sahraoui s'inscrit dans le cadre d'une campagne médiatique menée par le Maroc visant à embrouiller la cause sahraouie".

Niger : 20 morts dans une attaque



Au moins seize militaires et quatre civils nigériens ont été tués, dans la nuit de mardi à mercredi, dans une attaque menée par des hommes armés non identifiés dans la localité de Banibangou située dans la région de Tillabéri, a annoncé l'armée nigérienne. "Ce jour mardi 4 mai 2021, environ 200 bandits ont attaqué Intoussane", a indiqué l'armée sur sa page facebook ajoutant que les assaillants étaient divisés en deux groupes dont l'un a attaqué les forces de défense (FDS) et de sécurité et l'autre le village.

Après "de rudes combats, nos Forces ont malheureusement essuyé des pertes et les populations civiles des blessés", a déploré la même source, précisant qu'au moins seize corps de militaires ont été retrouvés et que quatre des civils blessés ont succombé à leurs blessures. D'autres militaires, dont le nombre n'a pas été précisé, sont portés disparus, a indiqué la même source.

Cette attaque est la deuxième du genre enregistrée en moins d'une semaine dans la même zone. Depuis 2017, les régions de Tillabéri et de Tahoua subissent régulièrement des attaques armées attribuées aux groupes terroristes opérant dans le nord du Mali. Tous ces départements ont été placés en état d'urgence par le gouvernement, avec la fermeture de plusieurs marchés et l'interdiction de la circulation des motos.

Attaque sur des puits de pétrole en Irak



Des terroristes ont tué tôt mercredi un policier avant d'incendier deux puits d'un champ pétrolier de Kirkouk, province disputée par les Kurdes à Bagdad, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

"Les assaillants du groupe Etat islamique (EI/Daech) ont également blessé deux autres policiers", a précisé ce responsable. "Ils ont ensuite fait exploser les puits 177 et 183 du champ de Bay Hassan", ajoute le ministère du Pétrole.

Le premier incendie a été "maîtrisé en un temps record", assure le communiqué du ministère, mais "les pompiers s'activent encore face au second", ajoute-t-il, plusieurs heures après l'attaque. Le champ de Bay Hassan, passé sous contrôle kurde en 2014 dans le chaos de la percée de Daech, est, comme toutes les réserves pétrolières de la province de Kirkouk --environ 250.000 barils par jour--, disputé par Erbil et Bagdad.

L'Irak, deuxième producteur de pétrole de l'Opep, tire la quasi-totalité de ses revenus de l'or noir. En avril, selon le ministère, il a exporté 88,39 millions de barils pour 5,5 milliards de dollars. Daech, qui a perdu le territoire qu'il tenait en Irak fin 2017, conserve malgré tout un pouvoir de nuisance dans le pays.

Un journaliste français enlevé au Mali



Un journaliste français, Olivier Dubois, collaborateur de différents médias, affirme avoir été kidnappé début avril au Mali par des terroristes affiliés à Al-Qaïda, dans une vidéo à la provenance indéterminée circulant sur les réseaux sociaux mercredi.

Un responsable aux Affaires étrangères françaises à Paris a confirmé à l'AFP la "disparition" d'Olivier Dubois, qui a coopéré avec des médias français comme le Point Afrique ou le quotidien Libération. Dans une brève vidéo d'une vingtaine de secondes, Olivier Dubois explique avoir été enlevé le 8 avril à Gao (nord) par le Groupe de soutien à l'islam

et aux musulmans (GSIM), principale alliance djihadiste au Sahel.

Assis par terre, les jambes croisées sur une toile de couleur verte, dans ce qui semble être une tente, il dit s'adresser à sa famille, à ses amis et aux autorités françaises "pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour me faire libérer".

"Nous confirmons la disparition au Mali de M. Olivier Dubois. Nous sommes en contact avec sa famille ainsi qu'avec les autorités maliennes. Nous procédons aux vérifications techniques d'usage", a assuré à l'AFP un responsable du ministère français des Affaires étrangères.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MAHREZ SUR TOUTES LES BOUCHES

nécessaires pour porter son pays et son peuple au niveau de ce que l'on traduit à tort relever du miraculeux.

L'événement à cet égard dépasse le cadre d'un stade et doit renvoyer sans conteste à tous les Algériens en grand nombre disséminés à travers tous les continents qui réalisent individuellement des prouesses, chacun dans son domaine. Cette espèce d'héroïsme, très simple de surcroît n'est que le résultat conforme d'une évolution personnelle d'hommes mis dans des conditions conformes autorisant les grandes réussites. Les uns connus et célèbres, les autres engloutis dans

l'anonymat total loin de leur pays, des hommes et des femmes s'appliquent avec la perfection qu'exige l'universalité à étaler un savoir et un savoir-faire souvent époustouflants. L'héroïsme croît, se développe et s'étend là où il est reconnu et entretenu.

Mahrez n'a, finalement, fait que démontrer qu'il était le sosie des génies de ceux qui activent avec bonheur dans les hôpitaux, des laboratoires de recherches et des domaines variés hors de leur pays quand l'environnement est propice à l'exploit. La plupart sont nés et ont grandi ici, mais tous ont honni la nage en eaux troubles où la valeur humaine est considérée par la culture loubarde comme un attirail négligeable tout juste bon à jeter aux gémonies.

Le nom de Ryad Mahrez est sur toutes les bouches. Mais la satisfaction outrepassa la joie que pourrait procurer ce qui n'est qu'un match de foot. Le doublé dont il a été l'auteur pour porter son club au sommet d'une compétition européenne pourrait passionner le monde sportif. Cependant ce que l'on doit en retenir va au-delà d'un jeu où chaque sportif expose dans un périmètre réduit ce qu'il a d'inné. La reconnaissance qui lui est témoignée par l'ensemble des Algériens doit être à l'évidence plus forte que celle que lui ont adressée ces supporters anglais. Elle est d'abord symbole et fierté dus à un homme qui vient encore une fois démontrer qu'un Algérien est capable de miracle quand il dispose des conditions